

La Guerre de 1870

La Guerre oubliée



Jacques PETTENS

Avant Propos

Souvenirs d'un Vieil Homme
DUGUE DE LA FAUCONNERIE

Quelques faits et chiffres significatifs

Combats de la Somme et au Fort de HAM
WIKIPEDIA

L'Invasion et l'occupation Prussienne
Carnet de guerre de Marcel JOZON

LES PRUSSIENS EN FRANCE SOUS LEUR SEJOUR A LAGNY
SOUVENIRS SUR LEUR SEJOUR A LAGNY (SEINE ET MARNE)
Ferdinand LEGRIS

Histoire Populaire de Lagny sur Marne
Jacques Amédée LE PAIRE raconte 1870

Mémoire du Pays de LAGNY en 1870
Pierre Herbin, 1870

La 1^{ere} Armée de La Loire
TOURY - EPERNON

Naissance de la Commune
Travail collectif AGOR@

La bataille du Fort d'ISSY
WIKIPEDIA

La Guerre de France en 1870-71
Les dernières épreuves du siège et de la bataille de Buzenval
(*Revue des Deux Mondes* ; T 107.1873)

Vac Vitus

Le Bilan

Le Projet du Royaume Arabe
Eric ANCEAU

Et si ?

Annexe

Remarque : Les textes cités ont été repris et/ou scanés in extenso en respectant l'orthographe de l'époque et dans la mesure du possible leur présentation.

Avant propos

Comment, un simple fait inattendu dû au hasard le plus total peut-il être l'occasion de se remémorer des événements que le temps avait estompés.

Nous rendant récemment en Bretagne nous décidions, à mi-parcours, de nous arrêter au Mans pour nous sustenter. La ville dispose en effet tout autour de la place de la République d'une suite de restaurants les plus divers et des plus variés, et ce, à des prix très acceptables.

Donc, quittant l'autoroute direction « Le Mans centre », regardant sans attention particulière les panneaux de signalisation, nous découvrons, un panneau portant l'inscription :

Chemin du «Mémorial du Général Gougard »

Surpris je demandais à mon chauffeur, en l'occurrence ma charmante épouse, d'aller visiter cette curiosité.

Sitôt dit, sitôt fait, un nouveau tour de giratoire et nous revoilà devant l'itinéraire recherché!

Un petit kilomètre plus loin et plus haut, sur un chemin mal entretenu, nous découvrons le lieu de notre curiosité.

Au centre d'une clairière aux hautes futaies se tenait un monument érigé à la mémoire des Morts de l'Armée de La Loire. Le monument de granit, en forme de pyramide terminée par une croix, semblait abandonné.

Y figurait en bonne place le nom du Général commandant la région du Mans, quelques noms d'officiers et sous officiers et pour mémoire, sans citer le moindre nom « aux soldats morts pour la France » ainsi d'ailleurs que le rappel de la présence de soldats Allemands morts en ces lieux.

L'Armée de « La Loire », mais au juste de quoi s'agit-il?

Pendant quelques instants j'ai eu un vide, j'avais complètement occulté cette période de notre histoire et ne parvenais pas à en replacer les faits avec précisions.

Pour moi et ceux de ma génération, l'Armée de La Loire, c'était Weygand, mai 1939, le dernier espoir de stopper l'avance des troupes du IIIe Reich.

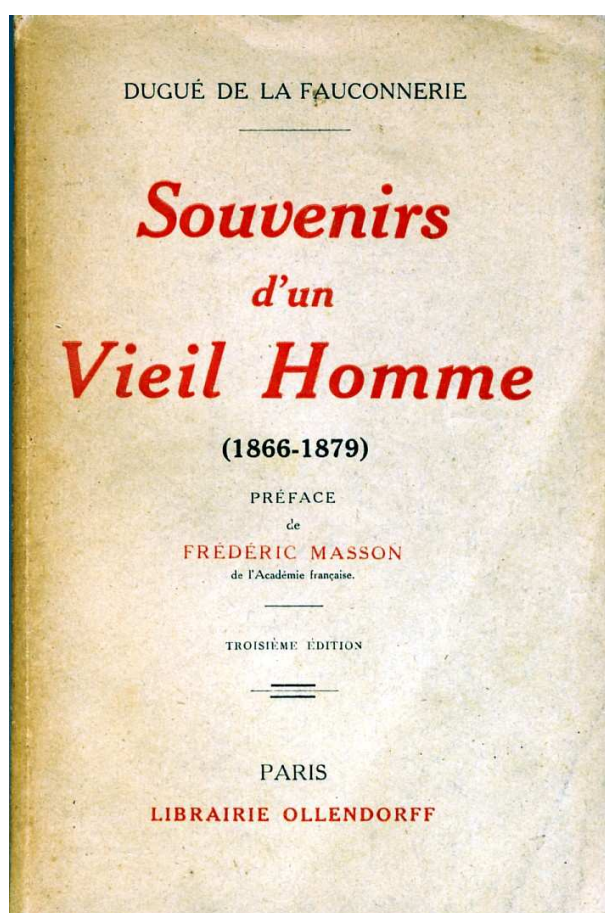
Évidemment 1870/71, n'avait aucun rapport, mais alors ou et comment se situaient les faits d'armes ici honorés par rapport à la défaite de Sedan?

Dès que cela me fut possible je consultais des archives et ô merveille de la technologie: grâce à Internet mes découvertes furent à la hauteur de mon attente. Je redécouvrais toute une partie de l'histoire de France qui, pour des raisons diverses, ne nous avait été que partiellement et rapidement évoquée lors de nos cours d'Histoire.

La période a donné lieu à des milliers d'écrits, notes, rapports, souvenirs, thèses et livres, écrits soit par ceux qui avaient vécu ces événements, soit par des hommes politiques ou des historiens. Faire un choix s'avérait impossible, alors parmi toutes ces informations je n'ai voulu retenir que les souvenirs et mémoires de ce qui pouvait nous concerner au plus près, soit territorialement, soit ayant pu être vécus par nos ancêtres.

Ce sont les extraits rassemblés que j'offre à mes enfants et petits-enfants afin qu'ils n'ignorent pas cette période qui fut en son temps un moment particulièrement pénible et triste de notre Histoire et la vie de nos anciens.

J.P



SOUVENIRS D'UN VIEIL HOMME

DUGUE DE LA FAUCONNERIE

Si je me conformais strictement à la règle que je me suis tracée de parler seulement des choses que j'ai vues, que j'ai pu suivre et auxquelles j'ai été plus ou moins mêlé, il me faudrait tout de suite arriver aux premiers jours de juillet, puisque ce n'est qu'à ce moment-là que j'ai commencé à me rendre compte de la situation; en quoi je ne fus pas d'ailleurs une exception, car je crois pouvoir affirmer que lorsque le rideau se leva sur le premier acte du drame dont le dénouement allait être si terrible, personne ou à peu près personne, en France, ne se doutait que le prologue fût joué.

Et si cela est vrai quand je parle de mes contemporains de 1870, combien est-ce plus vrai encore, lorsqu'il s'agit des hommes de la génération actuelle, dont la plupart sont bien plus ignorants des détails du règne de Louis-Philippe ou de Napoléon III que de ceux; du règne d'Henri IV ou de Louis XIV.

Aussi crois-je faire quelque chose d'utile en résumant à l'intention de ceux-là, le plus brièvement possible, mais de façon cependant à ce que l'on en saisisse bien l'ensemble et l'enchaînement, les faits qui ont précédé et amené la guerre de 1870.

Au mois de novembre 1865, la reine Isabelle, dont le long règne a été des plus agités, est chassée d'Espagne par la junte révolutionnaire qui prononce sa déchéance et celle des Bourbons.

Le gouvernement provisoire qui se constitue sous la présidence du maréchal Serrano décide qu'une assemblée constituante sera nommée par le suffrage universel

Au mois de janvier 1869, les Cortès élues nomment le maréchal Serrano d'abord chef suprême du pouvoir exécutif, et ensuite régent du royaume, jusqu'à l'élection d'un roi que le général Prim, président du Conseil des ministres, est chargé de trouver et de présenter à l'acceptation de la Chambre.

Divers noms sont prononcés. On parle du duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe et mari d'une infante; du maréchal Espartero, duc de la Victoire, qui, depuis de longues années, a joué un grand rôle en Espagne; du duc d'Aoste ou du duc de Gênes, tous deux de la maison de Savoie; de Dom Fernand, père du roi de Portugal, auquel on a déjà songé en 1866, lorsqu'il a été question de réaliser l'union Ibérique sous le sceptre de la maison de Bragance; et enfin du prince des Asturies, héritier présomptif de la dynastie déchue.

Toutes ces candidatures sont, par des raisons diverses, successivement écartées et alors le général Prim, qui a constamment apporté dans ses négociations une extrême réserve, sans manifester de préférence pour les uns ou pour les autres, convoque les Cortès et déclare qu'il y aurait bien encore un autre candidat, réunissant les conditions voulues, c'est-à-dire de race royale, catholique et majeur, mais que malheureusement ce candidat, dont il demande à ne pas dire le nom; ne paraît pas, quant à présent, disposé à accepter la couronne; quo cependant il ne désespère pas de vaincre cette résistance, à moins toutefois que les Cortès ne présentent d'autres candidats, auquel cas il s'abstiendrait de toutes nouvelles démarches; ce à quoi les leaders de la majorité et notamment Rios Rosas, président de *l'Union libérale*, répondent qu'ils n'ont pas de candidats et qu'ils invitent le Président du Conseil à poursuivre l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

Le tour est joué; Prim a atteint son but.

Désormais, il n'est plus seulement le président du Conseil des ministres, il est le délégué, le mandataire, le fondé de pouvoir des Cortès, ce qui va lui donner d'autant plus d'autorité pour renouer l'intrigue déjà ourdie avec Bismarck quelques mois auparavant et que seule, l'attitude très nette et très loyale du prince Frédéric de Hohenzollern avait empêché d'aboutir.

Cette fois ce n'est plus sur le prince Frédéric que l'on compte, mais sur son frère le prince Léopold; et Prim espère bien que les choses vont s'arranger comme il le désire, dans le plus bref délai et dans le plus grand mystère, de façon à ce que la France ne puisse savoir ce qui se passe que lorsqu'il ne sera plus possible de l'empêcher.

Mais voilà que malgré toutes les précautions prises, le bruit de ces négociations arrive à l'Empereur, que l'Empereur s'en émeut et qu'un matin M. Mercier, notre ambassadeur à Madrid, vient trouver le général et lui demande de la part de l'empereur, s'il est vrai qu'il ait l'intention d'installer sur le trône d'Espagne un prince de la maison de Prusse

Mais pas du tout ! répond le général Prim sans aucune hésitation; j'ai bien pu, il est vrai, à un certain moment, songer à cette combinaison; mais j'y ai tout à fait renoncé. Vous pouvez rassurer l'Empereur et lui dire que d'ailleurs j'aurai l'honneur de le voir, d'ici à quelques semaines, soit à Vichy, soit à Paris et que je le mettrai alors au courant de la situation ! »

L'Empereur, qui n'a aucune raison pour douter de la parole de Prim, est absolument rassuré par cette déclaration et ne songe plus même à l'incident lorsque, tout à coup, le 2 juillet, une dépêche l'informe que les Cortès viennent d'être convoquées pour le 20, afin d'élire le prince Léopold Hohenzolern.

Je n'essaierai pas de dépeindre la stupéfaction, l'indignation, l'exaltation que cette nouvelle, arrivant comme une bombe, au moment où l'on s'y attendait le moins, provoqua dans tout le monde parisien, dans les salons, dans les cercles, dans les ateliers, dans les rues et naturellement encore plus que partout ailleurs, dans les milieux politiques, les bureaux de journaux et la Chambre.

Mon ancien collègue, Joseph Reinach, m'a écrit un jour ceci :

« Il est certain pour moi que l'Empereur lui-même souhaitait la paix.

Alors que le duc de Gramont et M. Emile Ollivier se prononçaient déjà formellement pour la guerre, après la dépêche d'Emis, il se raccrocha encore à l'idée d'arbitrage. « Mais, d'une volonté déjà affaiblie, il s'est laissé conduire, entraîner PAR LA PARTIE BELLIQUEUSE DE SON ENTOURAGE, PAR LES CHEFS DE LA DROITE. »

Eh bien, je ne veux pas douter de la sincérité de mon ancien collègue, mais il me permettra de lui dire que pour tenir un pareil langage, il faut n'avoir pas, comme moi, assisté à la séance du Corps législatif du 6 juillet 1870.

Je vais rappeler ce qui se passa ce jour-là.

M. Cochery, député du Loiret, avait, la veille, prévenu notre président, M. Schneider et le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères; de son intention d'interpeller le gouvernement sur la candidature d'un prince allemand au trône d'Espagne.

Les signataires de cette interpellation n'étaient pas de ceux dont on put se méfier beaucoup. On y trouvait deux membres du centre droit : MM Genton et Planat ; deux députés de la gauche ouverte, MM. Riondel et Jules Lecesne cinq membres assez obscurs du centre gauche : MM. Carré-Kérissouet, baron d'Yvoire, Tassin, Henri Baboin (gendre de M. Grandperret, futur ministre de la justice dans le dernier ministère de l'Empire), et le comte d'Hésecques.

Seul, M. Cochery, père du Cochery actuel, personnage très actif, très agité et très attaché à la personne et à la politique de M. Thiers, tenace, bruyant, s'animant au bruit de ses paroles et de tempérament à ne pas se contenter d'une déclaration banale, aurait peut-être pu inspirer quelques inquiétudes aux ministres. Néanmoins, on n'avait rien fait pour lui fermer la bouche et même, comme il avait offert spontanément d'ajourner le dépôt de son interpellation, M. de Gramont lui avait répondu qu'il pouvait, au contraire, la déposer tout de suite, ce qui avait été fait.

Nous demandons à interpeller le gouvernement sur la candidature éventuelle d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne! » Tel était le texte de l'interpellation, dont tous les mots, évidemment choisis et pesés par M. Thiers, faisaient, pour ainsi dire, balle et passaient par dessus le Rhin pour atteindre le roi Guillaume.

En réalité, ce n'était pas l'Espagne que visaient les interpellateurs, c'était la famille royale de Prusse et ses prétentions à greffer des rejetons sur des trônes vacants.

L'effet fut immédiat et l'émotion considérable, comme si l'on venait de jeter une étincelle dans la soute aux poudres.

M. de Gramont répondit le lendemain, 6 juillet, et ce fut une de ces séances dont le souvenir ne saurait s'effacer de l'esprit de ceux qui y assistaient.

Les galeries et les tribunes étaient littéralement bondées. Le corps diplomatique, au grand complet, se tenait, curieux, à son poste. Au milieu d'un silence profondément impressionnant, le ministre des affaires étrangères commença, d'une voix ferme, la lecture d'une déclaration délibérée le matin en conseil et demandant à la Chambre d'ajourner la discussion, parce que le gouvernement ne connaissait pas encore les détails d'une négociation « *qui lui avait été cachée* ».

Puis, laissant de côté les griefs que l'on pouvait avoir contre l'Espagne, pour ne s'occuper que de la Prusse, M. de Gramont termina en disant :

Nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger, à notre détriment, l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas et nous comptons, pour l'empêcher, à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. Mais, s'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse ! »

Cette fois, c'est bien la guerre. Personne ne pouvait s'y tromper ; personne ne s'y trompa, et, cependant, l'on peut dire que jamais, à aucune époque et dans aucune circonstance, on ne vit ovation pareille à celle qui accueillit cette déclaration.

Ce fut pendant plusieurs minutes comme un véritable ouragan d'applaudissements, d'acclamations et de vivats; non pas seulement sur nos bancs de la droite, mais de tous les côtés de la Chambre, dans toutes les tribunes, dans toutes les galeries où tout le monde était debout, les hommes agitant leurs chapeaux, les femmes leurs mouchoirs, en criant : « Vive la France ! Vive l'armée ! Vive l'Empereur ! » et : « A Berlin » et parmi les plus ardents, le vieux général Changarnier, applaudissant frénétiquement et se redressant comme si le coup de clairon que nous venions d'entendre avait tout à coup ranimé, dans son cœur de soldat, les souvenirs de sa glorieuse jeunesse.

L'enthousiasme - on pourrait dire l'emballement, - avait pris de telles proportions que M. Emile Ollivier crut devoir monter à la tribune pour affirmer qu'il désirait la paix avec passion et que si, malgré ce désir, un jour venait où, dans sa pensée, la guerre devint inévitable, il ne l'engagerait certainement pas avant d'avoir demandé et obtenu le concours des représentants du pays.

Spectacle inoubliable que celui que la Chambre offrit ce jour-là ! Mais ce qu'il y eut de plus frappant, de plus extraordinaire, de plus inattendu que tout le reste, ce fut l'attitude de la gauche, la transformation subite de ce groupe d'Hommes qui, depuis trois ans, ne cessaient pas de s'opposer - et avec quelle violence !

- à l'organisation de la défense nationale et qui, comme s'ils eussent été mus par une force irrésistible, acclamaient tout à coup la guerre.

Je vois encore, debout, eux aussi, sur leurs bancs Jules Simon, Ferry, Picard, Dorian, Magnin, Kératry, Barthélemy Saint-Hilaire, futur chef du cabinet de M. Thiers, Lecesne, Bethmont, Jouvencel, Guyot-Montpayroux, Steenackers, Rampon, etc..., on un mot tous ceux qui ont voté la guerre et, plus ardent, plus frémissant que tous les autres, Gambetta, criant de toutes ses forces qu'il fallait en finir de la Prusse et de ses arrogances.

Voici ce qu'a dit à ce sujet Hector Pessard dans les Mémoires intéressants qu'il a écrits de cette époque :

« De quel poids ne devait pas peser l'opinion de Gambetta, au patriotisme duquel tout le monde rendait hommage ? A la grande surprise et à la grande colère de quelques-uns de ses suivants qui criaient à la trahison, Gambetta disait hautement que l'unification de l'Allemagne rendait nécessaire pour la France la possession des bords du Rhin et que l'impudente intrigue ourdie par Prim et par Bismarck méritait un prompt châtimement. »

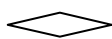
« Devant ses collègues de la droite et en réponse à une question de M Dugué de la Fauconnerie, jeune député, démocrate césarien il déclarait que sans se dissimuler la force que l'Empire trouverait dans de nouvelles victoires il s'y résignerait si la France devait sortir grandie de la lutte ! »

Le fait est vrai et voici, d'après non pas seulement mes souvenirs, mais une note prise le soir même, le langage que me tint Gambetta.

Comme l'ayant, après la séance, rencontré dans la salle des pas perdus, où il était naturellement fort entouré, je le félicitais de son attitude patriotique, il me répondit assez haut pour être entendu par de nombreux journalistes qui publièrent le soir même sa réponse : « Il n'y a pas lieu de me féliciter. Je ne pouvais pas hésiter. Tant mieux pour votre Empereur s'il lave le 2 Décembre dans l'eau du Rhin, et s'il profite de la victoire que je désire de tout mon coeur. La République en profitera plus tard ! »

Et comme Arago et Crémieux, qui, seuls, avaient vainement essayé de protester contre la déclaration, se disposaient à lui répondre, il haussa les épaules et leur tourna le dos.

Tel est le récit, très sommaire, mais très fidèle, de la journée du 6 juillet 1870.



S'il est vrai que comme les journaux de toutes nuances furent unanimes à le reconnaître, la prétention de placer sur le trône d'Espagne un Prince Prussien, ait été la goutte d'eau qui fait déborder le vase et qu'après les promesses mensongères de 1866, l'affaire du Sleswig, l'inexécution du traité de Prague, la spoliation du Hanovre, l'annexion déguisée de Bade, l'insolente conduite de la Prusse dans les événements du Luxembourg, l'alliance Italienne, l'affaire du Saint-Gothard, etc..., etc..., il n'eut point été possible d'accepter ce nouvel affront, cette nouvelle atteinte à notre sécurité, à nos droits et à l'équilibre Européen, il est également vrai que la guerre est une chose terrible à laquelle il ne faut se résoudre que lorsque l'on a épuisé tous les moyens d'entente et de conciliation.

Cela revient à dire que si tout le monde comprit l'énergique protestation de la France, personne ne dut cependant s'étonner des efforts que fit ensuite l'Empereur pour ne point être obligé de déclarer la guerre.

Voici, toujours très sommairement et pour ne citer que les faits les plus importants, ce qui se passa, à la suite de la séance du 6 juillet.

Le 7, le comte de Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, est chargé par M. de Gramont de demander au roi Guillaume d'user de son autorité pour empêcher le prince Léopold d'accepter la couronne d'Espagne ; il s'acquitte de cette mission très respectueusement mais très nettement ; le vieux souverain lui répond qu'il n'a, en aucune façon, influencé le Prince, qu'il l'a laissé complètement libre de faire ce qui lui convenait et que dès lors il ne peut pas l'obliger à revenir sur une décision qu'il l'a autorisé à prendre ; mais qu'il ne s'opposerait certainement pas à ce que le prince Léopold revint spontanément sur cette décision ; que d'ailleurs il est disposé à écrire au prince Antoine, chef de la famille des Hohenzollern, pour savoir si, en présence de l'émotion causée en France pour l'acceptation de la couronne, ils persistent, lui et son fils, dans leur résolution.

Benedetti transmet cette réponse à M. de Gramont qui, ne la trouvant pas suffisamment rassurante, l'invite à voir de nouveau le Roi et à lui demander une réponse positive pour le surlendemain au plus tard.

Le Roi, très visiblement ému de ce qui se passe à Paris, dit à M. Benedetti qu'il a bien reçu une lettre du prince Antoine, mais que cette lettre est conçue dans des termes assez ambigus pour qu'il ait cru devoir lui envoyer un messenger chargé de lui faire comprendre que, tout en ne voulant pas donner d'ordre, le Roi serait heureux d'apprendre que l'on, a renoncé à la combinaison.

Et le roi ajoute : « Il faut me laisser le temps d'agir ! », déclaration dont on ne doit pas suspecter la sincérité, puisque trois jours après, M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, reçoit du Prince Antoine la dépêche suivante : « *Je crois de mon devoir de vous informer, comme représentant de l'Espagne à Paris, que je viens d'expédier au maréchal Prim une dépêche ainsi conçue : « Vu la complication que paraît rencontrer la candidature de mon fils Léopold au trône d'Espagne et la situation terrible que les derniers événements ont créé au peuple Espagnol, en le mettant dans une alternative où il ne saurait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, convaincu qu'en pareilles circonstances, son suffrage ne saurait avoir la sincérité et la spontanéité sur lesquelles mon fils a comptés en acceptant la candidature, je la retire en son nom ! »* »

C'est aux Tuileries, où il venait chaque matin de Saint-Cloud pour surveiller lui-même les préparatifs d'entrée en campagne que cette nouvelle arrive à l'Empereur qu'elle comble de joie, et qui déclare au maréchal Le Boeuf, lequel me l'a souvent raconté, que tout prétexte de guerre a disparu et que l'on peut en conséquence suspendre les préparatifs militaires.

Malheureusement cette joie, si naturelle qu'elle fût cependant, ne trouva d'écho ni dans la presse ni à la Chambre, où la nouvelle du désistement provoqua au contraire un incroyable déchaînement d'indignations et de colères.

A l'exception du *Constitutionnel* qui reçoit les inspirations d'Emile Ollivier et qui déclare accueillir avec grande satisfaction « *cette solution pacifique qui ne coûte pas une seule larme ni une seule soule de sang* », tous les autres journaux sont unanimes à dire que la Prusse se joue de nous et qu'il faudrait être dénué de tout courage, de tout patriotisme et de toute clairvoyance pour tolérer semblable humiliation.

A la Chambre où j'arrive quelques instants avant l'ouverture de la séance, croyant et me réjouissant de croire que l'affaire est arrangée, Clément Duvernois et de Leusse me disent qu'ils m'attendaient pour signer avec eux l'interpellation suivante :

« Nous demandons à interpellier le cabinet sur les garanties qu'il a stipulées ou qu'il compte stipuler pour éviter le retour des complications successives avec la Prusse ».

- Vous avez eu tort de m'attendre, dis-je à mes collègues, car je ne signerai pas cela !
 - Mais pourquoi?...
 - Parce que je suis très heureux de voir les poudres éteintes et que je ne veux à aucun prix que l'on s'expose à y remettre le feu!
 - Alors vous êtes pour le ministère ?
 - Non, je ne suis pas pour le ministère, mais je suis pour la paix
- Sur ce, Duvernois me quitte en haussant les épaules, comme pour me signifier que je ne comprenais rien aux choses de la politique et va déposer son interpellation, signée seulement de lui et du pauvre de Leusse, propriétaire du château de Reischoffen, qui devait, en cette qualité, savoir bientôt ce que c'est que la guerre.

Quelques instants après, Jérôme David, à côté de qui je siégeais, me demande si je veux l'accompagner à Saint-Cloud, me disant qu'ils ont, lui et quelques-uns de nos collègues, dont je ne me rappelle pas le nom, demandé une audience à l'Empereur afin de protester contre l'attitude du ministère et d'obtenir que l'on en finisse avec les insolences de la Prusse.

Je répète à David ce que j'ai dit à Duvernois que, bien loin de penser qu'il faille soulever de nouvelles difficultés, je me félicite très vivement de la tournure pacifique qu'ont prise les choses et que si j'allais à Saint-Cloud, ce serait pour conjurer l'Empereur de se contenter du désistement et de se garder de manifester d'autres exigences !

Et comme j'ajoutais que d'ailleurs je savais bien quelle était la pensée de l'Empereur :

- Je vous fixerai là-dessus ce soir, en revenant de Saint-Cloud, me dit Jérôme David, toujours très affectueux, mais me laissant voir cependant qu'il est, lui aussi, stupéfait de mon attitude.

Le fait est que, de toute la journée, je ne trouvai pas un seul de mes collègues, pas plus à droite qu'à gauche, qui fût de mon avis ou qui, du moins, osât le dire.

Comme, en sortant de la Chambre, je passai dans la salle des pas perdus, à côté d'un groupe où s'échangeaient les plus joyeux lazzis sur le père Antoine et son désistement, je fus interpellé par Guyot-Montpayroua, fort agité déjà à ce moment, en attendant qu'il devint tout à fait fou

- Voyons, Dugué, me cria-t-il, répondez franchement. Est-ce que c'est vrai que votre Empereur se contente de la dépêche Antoine ?... Mais il est donc... affaibli le pauvre homme ?..

Ce à quoi je répondis

- Il devait l'être terriblement, le jour où il s'est avisé de vous retirer vos muselières !

Vers huit heures, Jérôme David, fidèle à sa promesse, arrive chez moi, place de la Concorde, où je demeurais.

Eh bien, me dit-il triomphant, c'est fait ! la France exige des garanties !

Et alors il me raconte qu'ils ont, ses compagnons de voyage et lui, trouvé l'Empereur fort hésitant, tiraillé entre ses propres inspirations évidemment très pacifiques, le portant à considérer l'incident comme clos, et les excitations d'un entourage qui, au contraire, ne voulait pas que l'on se contentât du désistement d'Antoine, au lieu de saisir cette occasion de vider définitivement nos querelles avec la Prusse ; que M. de Gramont est inopinément arrivé à Saint-Cloud, ne semblant point avoir, lui non plus, d'idée bien arrêtée sur ce qu'il y avait à faire ; mais qu'après un long échange de vues, comme pas une seule des personnes présentes n'émettait l'avis d'accepter la solution intervenue entre le chef de la famille Hohenzollern et l'Espagne, en dehors de la France et de la Prusse, l'Empereur avait fini par se ranger à l'avis gé néral ; que M. de Gramont avait immédiatement télégraphié à Benedetti

que pour la renonciation du prince Antoine produisit son effet, il fallait que le roi Guillaume s'y associât en s'engageant à ne pas autoriser de nouveau une candidature Prussienne ; et qu'il ait dès lors à se rendre immédiatement auprès du Roi pour lui demander cette déclaration.

Je n'ai pas la moindre intention de me poser en prophète et j'avoue, au contraire franchement que, comme tout le monde, à ce moment-là, je me faisais de grandes illusions sur l'issue de la guerre, si elle devenait inévitable. Cependant je me souviens que quand Jérôme David me fit observer que nous devons être au comble de la satisfaction de voir l'Empereur échapper, comme il venait de le faire, à l'influence d'Ollivier que l'on n'avait pas même consulté, je ne pus pas m'empêcher de lui dire que, cette fois, c'était Ollivier qui me semblait avoir raison.

Le fait est que le lendemain soir, le ministre des affaires étrangères recevait de notre ministre à Berne la dépêche suivante

« Le général de Roeder a communiqué ce matin au président de la république Helvétique un télégramme du comte de Bismarck annonçant le refus du Roi Guillaume de s'engager, comme roi de Prusse à ne plus jamais donner son consentement à la candidature du prince de Hohenzollern, s'il en était de nouveau question et le refus également du Roi, à la suite de cette demande de recevoir notre ambassadeur. »

Et quelques instant après, arrivait cette autre dépêche de notre ministre à Munich :
Le ministre des Affaires étrangères de Bavière vient de recevoir de M. de Bismarck un télégramme ainsi conçu :

« Après que la renonciation du prince Hohenzollern a été communiquée officiellement au gouvernement Français par le gouvernement Espagnol, l'ambassadeur de France a demandé au roi à Ems de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté s'engageait à refuser à tout jamais son consentement, si les princes de Hohenzollern revenaient sur leur détermination. Sa Majesté A REFUSÉ DE RECEVOIR ANOUCVEAU L'AMBASSADEUR ET LUI A FAIT DIRE, PAR UN AIDE DE CAMP, QU'ELLE N'AVAIT PAS DE COMMUNICATION ULTÉRIEURE A LUI FAIRE. »

On juge de l'effet produit par ces deux dépêches qui, pour que nul n'en ignorât, avaient été, par ordre de M. de Bismarck, transmises à toutes les légations de l'Allemagne du Nord.

Quant à Paris, l'effet fut foudroyant.

Paul de Cassagnac, dans *Le Pays*, dit *« qu'il n'y a plus d'autres déclarations possibles que la déclaration de guerre »*; Clément, dans *Le Soir*, *qu'une offense publique a été faite à notre ambassadeur et qu'il faut, sans tarder, obtenir de cette injure une réparation éclatante »*; Albert Duruy, dans *La Liberté*, *« que les Parisiens ont répondu par le chant de La Marseillaise au nouveau défi de Bismarck. »*

Et c'est partout la même impression, les mêmes colères, le même langage. Partout on conspue le ministère. Une manifestation hostile se dirige contre la chancellerie, on déchire *Le Constitutionnel*, on brûle, on jette au ruisseau et l'Empereur qui passe sur les boulevards est accueilli aux cris de « Vive la guerre ».

C'est ans cette atmosphère que nous nous réunissons le 15 juillet.

La séance est ouverte a une heure et Emile Ollivier lit la déclaration suivante :

« La manière dont vous avez accueilli notre déclaration du 6 juillet nous ayant donne la certitude que vous approuvez notre politique et que nous pouvons triompher par votre appui, nous avons aussitôt commencé des négociations avec les puissances étrangères, pour obtenir

leurs bons offices et avec la Prusse, afin qu'elle reconnu la légitimité de nos griefs. Dans ses négociations, nous n'avons rien demandé a l'Espagne, dont nous ne voulons ni éveiller les susceptibilités, ni froisser l'indépendance. Nous n'avons pas agi auprès du prince de Hohenzollern, que nous considérons comme couvert par le roi ; nous avons également refusé de mêler à notre discussion aucune acrimonie ou de la faire sortir de l'objet même dans lequel nous avons renfermé le débat. La plupart des puissances étrangères. ont été pleines d'empressement à nous répondre, et elles ont avec plus ou moins de chaleur, admis la justesse de notre réclamation. Le ministre des affaires étrangères prussien nous a oppose une fin de non-recevoir, en prétendant qu'il ignorait l'affaire est que le cabinet de Berlin y était resté étranger nous avons dû alors nous adresser au roi lui-même, et nous avons donné à notre ambassadeur l'ordre de se rendre à Ems, auprès de Sa Majesté. Tout en reconnaissant qu'il avait autorisé le prince de Hohenzollern a accepté la candidature

qui lui avait été offerte, le roi de Prusse a soutenu .qu'il était resté étranger aux négociations poursuivies entre le gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern qu'il n'y était intervenu que comme chef de famille nulle,ment comme souverain et qu'il n'avait ni réuni, ni consulté le Conseil des ministres, Sa Majesté a reconnu cependant qu'elle avait informé le comte de Bismarck de ces divers incidents. Nous ne pouvions considérer cette réponse comme satisfaisante. Nous ne pouvions admettre cette distinction subtile entre le Souverain et le chef de famille et nous avons insisté pour que le Roi conseillât et imposât au besoin au prince Léopold une renonciation à sa candidature. »

Pendant que nous discussions avec la Prusse le désistement du Prince nous vint du côté d'où nous ne l'attendions pas et nous fut remis, le 12 juillet, par l'ambassade d'Espagne. Le roi ayant voulu y rester étranger, nous, lui demandâmes de s'y associer et de déclarer que si, par un de ces revirements toujours possibles dans un pays sortant d'une révolution la couronne était de nouveau offerte par l'Espagne au prince Léopold, il ne l'autoriserait pas a l'accepter, afin que le débat pût être considéré comme définitivement clos. Notre demande était modérée les termes dans lesquels nous l'exprimions ne l'étaient pas moins, « Dites bien au roi> écrivions-nous à M. Benedetti le 12 juillet, à minuit, que nous n'avons aucune arrière pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, et que nous ne demandons qu'a résoudre honorablement une difficulté que nous n'avons pas créée », Le roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de sa candidature, « J'ai demandé au roi nous écrivait M. Benedetti le 13 juillet à minuit, de vouloir bien me permettre de vous annoncer, en son nom, que si le prince de Hohenzollern revenait a son projet, Sa Majesté interposerait son autorité et mettrait obstacle. Le roi a absolument refusé de m'autoriser à vous transmettre une semblable déclaration J'ai vainement insisté, mais sans réussir à modifier les dispositions de Sa Majesté. Le roi a terminé notre entretien en disant qu'il ne pouvait, ni ne voulait prendre un pareil engagement, et qu'il devait, pour cette éventualité comme pour toute autre se réserver la faculté de consulter les circonstances ».

Quoique ce refus nous parût regrettable notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel que nous ne rompîmes pas nos négociations et que, malgré notre impatience légitime, craignant qu'une discussion ne nous entraînât nous vous avons demandé d'ajourner nos explications.

Aussi notre surprise a été profonde lorsque hier, nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié par un aide de camp, à notre ambassadeur, qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué aux cabinets d'Europe.

Nous apprenions en même temps que le baron de Werther avait reçu l'ordre de prendre un congé et que des armements s'opéraient en Prusse. Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eut été un oubli de avantage dignité, et une imprudence. Nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre; nous allons nous préparer a soutenir celle qu'on offre en laissant a chacun la part de responsabilité qui lui revient.

Cette déclaration est accueillie comme l'avait été, le 6, celle de M. de Gramont, par une triple salve d'applaudissements et des cris répétés de • « Vive la France! Vive l'Empereur! »

En vain, le petit Thiers oubliant, le vieux singe, qu'il était de ces criminels qui, tout en paralysant la défense nationale, n'avaient pas cessé d'exciter la fibre belliqueuse de la nation, en rappelant, à tout *propos*, « *la honte de Sadowa* », adjure la Chambre de ne point accepter la responsabilité d'une guerre « *que rien ne justifiait* »; en vain Jules Favre et Arago déclarent que si on a la guerre, c'est que le gouvernement la veut et qu'il ne faut pas voter le crédit de 50 millions demandé par le ministère; en vain Gambetta, à son tour, cherche a faire ajourner le vote en demandant que l'on communique a la Chambre les pièces confidentielles dont la commission, présidée par le duc d'Albufera, a eu, seule, connaissance; tout le monde comprend que l'heure n'est pas aux discours et le crédit est voté par 255 voix contre 10.

M. Thiers s'était abstenu. Gambetta avait voté *pour*.

ALEA JACTA ERAT!



Je me suis quelquefois demandé ce qui se serait passé ce jour-là si, au début de la séance, on avait appris que la dépêche qui, en réalité, avait levé toutes les hésitations et déterminé le vote, était une pièce apocryphe et tronquée par Bismarck, ainsi qu'il l'a raconté lui-même dans la lettre suivante, publiée le 28 novembre 1892 par la *Nouvelle Presse libre* de Vienne

« *Nous dinions le 13 à Berlin de Moltke de Roon et moi, lorsque je reçus du Roi, encore à Ems, une dépêche me résumant les incidents de la journée.*

« *Quand j'eus donné lecture de cette dépêche, Raon et Moltke laissèrent tomber d'un même mouvement, couteau et fourchette sur la table et reculèrent leur chaise, Nous étions tous profondément abattus. Nous avions le pressentiment que l'affaire se perdait dans les sables. Je m'adressai à Moltke et lui posai cette question : Notre armée est elle réellement assez bonne pour que nous puissions commencer la guerre en comptant avec la plus grande probabilité sur le succès? Moltke avait une confiance inébranlable comme un roc - - Eh bien ! alors continuez tranquillement à manger, dis-je à mes commensaux. Je m'assis a une petite table ronde qui était placée à côté de la table ou l'on mangeait. Je relus attentivement la dépêche, je pris mon crayon et je rayai délibérément tout le passage où il était dit que Benedetti avait demandé une nouvelle audience. »*

Je ne laissai subsister que la tête et la queue.

Maintenant, la dépêche avait un tout autre air. Je la lus à Moltke et a Roon dans la nouvelle rédaction que je lui avais donnée. Ils s'écrièrent tous les deux :

- *Magnifique ! cela produira son effet,! Nous continuâmes à manger avec le meilleur appétit. »*

M. Flourens, ancien ministre des Affaires étrangères, parlant de cette falsification de la dépêche du Roi, a écrit dans le *Figaro* du 24 juin 1894 :

« *Supposez qu'un espion français eût été assez habile pour saisir la preuve irrécusable de cette falsification n criminelle, et qu'il eut rendu possible de la dévoiler en temps utile à l'Europe, entière, la guerre n'eût peut-être pas éclaté. En tous cas elle se serait engagée*

dans de tout autres conditions. L'attitude de plusieurs des grandes puissances se serait singulièrement modifiée. D'entretiens confidentiels qu'Alexandre II a eus avec le général Le Flo il résulte qu'il se serait considéré comme dégagé des promesses que le roi Guillaume avait su lui extorquer, s'il avait eu la preuve que c'était l'Allemagne qui voulait la guerre. »

Tout cela peut être vrai, mais ce qui l'est plus encore, c'est que même si l'on avait connu cette falsification le 45 juillet, l'emballement était tel que cela n'eut pas changé le cote de la Chambre.

Une seule chose aurait pu empêcher la guerre, c'est que dans la minute même où il apprit, comme il l'apprit, c'est-à-dire directement et confidentiellement de M. Olozaga, le désistement d'Antoine. :*Napoléon* », et puis, que le lendemain, au début de la séance de la Chambre, Ollivier lût cette dépêche en même temps qu'un décret prorogeant le Parlement.

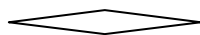
Il y aurait eu sans doute quelques protestations, voire même quelques échauffourées, mais dont on aurait eu facilement raison et l'incident eut été clos.

Peut-être me dira-t-on : « Oui, mais ce n'eut été que provisoire, car Bismarck, qui voulait la guerre, aurait trouvé un autre moyen de la rendre inévitable. »

J'aurais mauvaise grince à critiquer cette pensée, l'ayant eue moi-même souvent, mais je me souviens que l'ayant un jour exprimée devant le baron de Geiger, sénateur, grand industriel de Sarreguemines, qui avait depuis de longues années de fréquents et bons rapports avec le roi Guillaume et avec M. de Bismarck, il me répondit ceci: Soyez sûr que si, à un moment quelconque et par suite de n'importe quelle circonstance, les affaires s'étaient arrangées, Bismarck n'aurait pas manqué de donner sa démission avec la conviction qu'elle serait refusée, mais qu'elle aurait été acceptée, au contraire, avec empressement ; et que, comme dans le fond, le vieux Roi voulait la paix avec autant de passion que Bismarck voulait la guerre, il n'y aurait jamais eu de réconciliation entre eux !

Peut-être M.de Geiger avait-il raison ? Seulement pour que la lettre dont je viens de parler ait pu être écrite, il aurait fallu que nous eussions encore à la tête du pouvoir un Empereur qui gouvernât au lieu d'être gouverné lui-même par quelques centaines d'intrigants et de bavards!

Et cela montre, comme dit Esope à la fin de chacune de ses fables, pour en préciser la conclusion sous forme de morale, que M. Emile Ollivier avait fait à la France un bien joli cadeau le jour où il l'avait dotée d'institutions parlementaires.



Jules Favre, dans une circulaire en date du 17 septembre 1874, a dit ceci

« Il est vrai que la majorité du Corps législatif a acclamé les déclarations belliqueuses de M. de Gramont; mais cette majorité, issue du pouvoir personnel, se croyait obligée de le suivre docilement;

« QUANT A LA FRANCE ELLE A, DÉS LE PREMIER JOUR. BLÂMÉ LA GUERRE ET C'EST FAIRE PREUVE D'UNE RÉVOLTANTE MAUVAISE FOI D'OSER DIRE LE CONTRAIRE »

Il faut avoir le fiel, l'impudeur et le cynisme de Jules Favre - le plus antipathique, le plus coupable, le plus haïssable des membres du gouvernement dit de la défense nationale - pour tenir un pareil langage.

On jugera de quel côté étaient l'audace et la mauvaise foi par les extraits suivants des journaux d'opinions bien différentes que j'achetais chaque jour, pour les envoyer à ma mère et que je retrouve dans mes papiers.

Voici ce qu'on lisait dans *La Liberté* :

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

LA France est debout, NON PLUS LA FRANCE D'AUTRE

FOIS, D'IL Y A QUELQUES ANNÉES, QUI SUBISSAIT UNE POLITIQUE

et la soldait sans murmurer; mais la France qui vient de renaître à la liberté, et qui ne saurait mieux célébrer ce réveil admirable qu'en entreprenant, résolue, généreuse et désintéressée, pour l'Europe, pour elle-même, pour l'Allemagne enfin, pour tous ceux qu'opprime ou menace l'ambition du vieux Guillaume, la guerre de l'indépendance!

(H. Vrignault)

Et plus loin, sous la signature de Léonce Détroyat :

« *Nous n'avons cessé depuis quelques jours de réclamer la guerre.*

Nous l'avons appelée de tous nos vœux. L'avenir, un avenir prochain, dira si nous avons eu tort ou raison.

En notre âme et conscience, nous déclarons qu'en agissant de la sorte, en demandant la guerre, nous avons obéi à un devoir que nous prescrivait, en dehors de toute considération, la dignité et l'honneur de la France. »

Voici ce qu'on lisait dans *La Presse*

LA PRESSE NATIONALE

« *Les cris de guerre qui retentissaient hier sur nos boulevards vont maintenant remplir la France et soutenir notre armée dans la lutte héroïque à laquelle nous provoque l'insolence de la Prusse. Les résolutions de guerre que nous allons apprendre, N'EMANENT PAS DU GOUVERNEMENT. Le gouvernement était irrésolu il voulait, dans quelques-uns de ses chefs, du moins, se laisser arrêter par des concessions dérisoires. Ces résolutions sortent LES ENTRAÎLLES MÊME DU PAYS.*

Elles résument toute l'irritation du sentiment national contre le système d'asservissement qui semblait vouloir s'appesantir sur l'Europe, et notre patience depuis quatre ans lassée par une dernière audace. »

Voici ce qu'on lisait dans *Le Soir*:

« *La guerre est déclarée depuis une heure.*

Elle était inévitable depuis huit jours.

LA GUERRE DES HONNETES GENS (About).

Elle était prévue depuis quatre ans par les esprits politiques.

Les ennemis d'un gouvernement, quel qu'il soit, peuvent toujours le blâmer, quoi qu'il fasse.

S'il évite les querelles on l'accuse d'humilier la nation; s'il va en guerre, on lui reproche de verser le sang des soldats. En revanche, les officieux trouvent moyen d'applaudir indifféremment la paix et la guerre.

Comment savoir la vérité? Qui doit-on croire en ces matières ou la moindre erreur de jugement peut causer des maux irréparables? . Le gros bon sens du peuple est encore le meilleur conseiller, et c'est t l'opinion la plus vulgaire qui est la vraie.

Le paysan, le marchand ont cent raisons pour une d'aimer la paix, mais lorsqu'ils sentent que l'intérêt général est en danger, ils ne se défont pas en pleurnicheries humanitaires ils n'épiloguent pas sur les prétextes, ils ne demandent pas si le gouvernement a besoin de se faire une popularité ; ils disent tout simplement : va pour la guerre ! Faisons-la bonne, puisqu'il n'y a pas moyen de l'éviter, et plaise à Dieu que celle-ci soit la dernière!

Ou je me trompe fort, ou telle est depuis une huitaine l'opinion des Français tranquilles et modérés. L'horreur des violences l'amour du genre humain, la tendresse du frère français pour le frère prussien n'existent plus ni sous la blouse ni sous l'habit. Vous ne les trouverez que sous la carmagnole »

Voici ce qu'on lisait dans *L'Opinion Nationale* :

A travers ses péripéties douloureuses, ses convulsions et ses crises, dans ses plus grandes phases d'abaissement, la France a toujours gardé ce sentiment de justice, cet instinct de solidarité sera la sève du monde à venir.

La France se bat pour les autres, la France se bat pour le droit et pour l'équité. Qu'elle se batte donc l'épée donc une fois de plus, puisque l'épée décide encore!

Et nous, républicains, démocrates, socialistes citoyens de la patrie idéale, rentrons dans la patrie réelle et soutenons sa lutte, sans nous inquiéter rentrons dans la patrie des hommes ni des choses qui nous divisent. Trêve, pour le moment, à disputes intestines.

Il s'agit de savoir qui l'emportera dans le monde moderne, de l'idée prussienne, ou de l'idée française ! Cette guerre est lue qu'une guerre : - pensons tous à cela ! »

(E. Nus).

Voici ce qu'on lisait dans *Le Paris-Journal*:

« On ne saurait trop blâmer -et plaindre ! - les quelques feuilles, soi-disant libérales, qui croient devoir protester contre le sentiment que la patrie a si chaleureusement exprimé, - et dont les rédacteurs se tiennent à l'écart, renonçant volontairement à leur plus beau ainsi privilège : l'honneur d'être Français. »

Voici ce qu'on lisait dans *L'Univers*, un des très rares journaux cependant qui n'avaient pas cessé de déconseiller la guerre:

« La ou nous entrons n'est pour la France ni l'œuvre d'un parti, ni une aventure imposée par le souverain. La nation s'y donne tout entière et de plein cœur. Les objections et les criaileries de quelques députés, les plaintes hypocrites de deux ou trois journaux n'empêcheront pas cette vérité D'ÊTRE PARTOUT RECONNUE. »

Et enfin, voici ce que *Le Soir*, tout en prodiguant à l'Empire les plus brossiers outrages, eut l'honnêteté de reconnaître après le désastre :

« Ce n'est pas l'empereur Napoléon III qui, de son chef, a déclaré la guerre actuelle : c'est nous qui lui avons FORCE LA MAIN, nous ne nous en cachons pas et nous ne regrettons pas l'ardeur de ce premier mouvement, quelle que soit l'horreur des désastres et l'imminence du danger. Oui, nous sommes les ennemis du roi Guillaume, chef du parti féodal en Europe et représentant obstiné du droit divin ; nous sommes les ennemis des hobereaux qui composent la tête de son armée.

Nous leur avons déclaré la guerre parce qu'ils étaient depuis dix années en guerre sourde avec nous, parce qu'ils avaient préparé leur invasion de longue main, parce que leurs espions fourmillaient sous nos pieds, dans le sous-sol de la France. » (La Rédaction du Soir).

Voilà ce que disaient les journaux de toutes les nuances, non seulement ceux de Paris, mais ceux de tous les départements.

Même dans les villes les moins Impérialistes, les populations accueillent, tressaillantes d'enthousiasme, la nouvelle de la guerre.

A Lyon, des démonstrations magnifiques ont lieu et lorsqu'une bande d'individus portant une loque rouge au bout d'un bâton essayent de crier Vive la paix », en chantant la *Carmagnole*, elle est conspuée, maltraitée, piétinée par la foule.

A Saint-Etienne, la population ouvrière se rend en foule à l'hôtel de la Division et fait une ovation au général Nayrol et comme un rédacteur de *L'Éclaireur*, journal révolutionnaire, s'avise de protester, on lui répond par le mot de Gambronne.

A Marseille, une colonne de démagogues traverse la Cannebière en criant : « Vive la paix ! C'est la population, à défaut de la police, qui se charge de faire taire les braillards. A Nantes, des enragés menacent de mettre le feu à l'imprimerie du *Phare de la Loire*, à la suite d'articles pacifiques' publiés par ce journal.

A Toulouse, M. Duportal, directeur de *L'Emancipation*, qui s'est très violemment élevé contre la guerre, voit sa maison envahie par la foule et est obligé de prendre la fuite.

On voit que, contrairement à l'affirmation mensongère de M. Jules Favre, il n'y eut pas de notes discordantes dans le grand concert d'acclamations qui accueillirent la déclaration de guerre.

La meilleure preuve en est que quand nous allons à Saint-Cloud pour porter à l'Empereur nos hommages et nos vœux et qu'il répond à M. Schneider que « S'IL A TIRÉ L'ÉPÉE, Ç'EST SUR L'INJONCTION DU PAYS », pas une réclamation ne s'élève ; que quand, avant de partir, l'Empereur adressa à la France et à l'armée une proclamation dans laquelle on retrouve la même affirmation, pas une protestation ne se fait entendre ; et qu'il en est de même lorsque l'amiral Fourichon, futur ministre de la République, adresse à l'escadre d'évolution dont il était le commandant en chef, l'ordre du jour suivant :

Officiers Sous-Officiers et Soldats !

« Insatiable dans son ambition comme sans scrupules dans ses moyens de succès, la Prusse avait osé concevoir et préparer dans l'ombre des projets dont l'accomplissement porterait une irréparable atteinte à l'honneur, aux intérêts et à la grandeur, de notre pays, LA FRANCE TOUT ENTIÈRE Â RESSENTI L'INJURE.

Heureux et glorieux jour que celui où nous tirerons le premier coup de canon contre l'ennemi aux cris de : Vive la France ! Vive l'Empereur ! »

La vérité est que si un homme échappa à l'affolement général et assista, triste et rêveur, au spectacle de toutes nos intempérances et de toutes nos vantardises, ce fut l'empereur; l'Empereur qui n'était plus jeune et se sentait déjà atteint de la terrible maladie dont il devait mourir après de cruelles souffrances ; l'Empereur dont le fils n'avait pas encore quatorze ans et pour lequel on devait nécessairement redouter tout déplacement au double point de vue des études et des fatigues matérielles ; l'Empereur qui, tout en se sentant entraîné, débordé par l'opinion publique, de manière à ne pas pouvoir résister, savait cependant très bien que la Prusse était formidablement armée et que par conséquent la guerre offrait de grands périls; l'Empereur, enfin, qui n'avait pas besoin de chercher dans une victoire problématique le prestige et l'autorité nécessaires pour gouverner, puisque la nation venait de lui donner, par les millions de suffrages du plébiscite, un nouveau témoignage de sa force et de sa popularité.

J'ai conservé bien des souvenirs de cette douloureuse époque, mais je n'en ai pas de plus triste, de plus navrant que celui d'un dîner auquel nous assistions, un certain nombre de mes collègues et moi, au Palais de Saint-Cloud, quelques jours avant le départ de l'Empereur.

Comme après dîner, au fumoir, on causait de la guerre, unique objet à ce moment,, de toutes les préoccupations et de toutes les conversations, un de mes collègues, le baron de Veauce, croyant probablement faire plaisir à l'Empereur, déclara que, loin de regretter la façon dont les choses avaient définitivement tourné, il s'en félicitait vivement, ne doutant pas que la victoire vînt rehausser l'éclat du règne de Napoléon III et donner à la dynastie un regain de gloire, de prestige et de popularité.

A ces mots (ce que je raconte-là date de quarante ans, mais je m'en souviens comme si c'était d'hier) l'Empereur qui, d'ordinaire, se montrait si patient, si plein d'indulgence pour tous, coupa brusquement, presque brutalement la parole à M. de Veauce, en lui disant:

« Je ne suis pas de votre avis, monsieur le député; je ne me félicite pas la guerre et J'AI FAIT TOUT CE QUE JE POUVAIS PAIRE POUR L'ÉVITER » Puis il ajouta : " *C'est toujours une chose terrible que la guerre, même quand on est sûr de la victoire et on n'en est jamais sûr!* »... Tout cela dit de telle façon que je rentraï, ce soir-là, chez moi, bien tristement impressionné.

Je devais l'être bien plus encore lorsque trois ou quatre jours après, allant au Ministère de la Guerre, où j'étais toujours accueilli avec la plus grande bienveillance par le maréchal Le Boeuf, j'y arrivai juste à l'instant où il se disposait à monter en voiture.

- Ah ! c'est vous, mon cher Dugué, me dit-il en me prenant le bras et en rentrant dans le vestibule ; je suis content de vous voir pour vous recommander de ne pas presser l'Empereur ! »

Et, comme un peu interloqué par cette recommandation, je lui faisais observer que l'Empereur, partant le soir même, je ne le reverrais certainement pas :

Oui, oui, c'est vrai, me répondit-il; mais ne pressez pas l'impératrice ! »

Puis il ajouta, pour dissiper les inquiétudes que sans doute je laissais voir

- Nous les battons, je vous en réponds, nous les battons, mais il faut gagner du temps, le plus de temps possible ! Nous n'en gagnerons jamais trop, dites-le bien à Jérôme David, pour qu'il ne presse pas l'impératrice!

Et, là-dessus, il me serra la main, et sans même me demander l'objet de ma visite, il monta en voiture.

Je n'ai pas besoin de dire l'impression plus que pénible que je rapportai de cet entretien. Je m'entends encore disant à Clément Duvernois, que je trouvais en rentrant chez moi

- Je ne sais pas ce qui se passe, mais l'état d'agitation, de nervosité, de fébrilité dans lequel je viens de trouver le maréchal Le Boeuf est singulièrement inquiétant ! »

Hélas ! ce qui se passait, nous l'avons su depuis.

C'est qu'aux lettres et aux dépêches adressées aux arsenaux, aux ateliers et aux magasins de la guerre, le ministère recevait de tous les côtés la même réponse : « Ce que vous nous demandez peut figurer sur les états, mais n'existe pas en réalité ! »

Et ainsi se trouvait tout à coup effroyablement démentie cette affirmation que le ministre de la guerre avait, quelques jours auparavant, apportée à la Chambre, que tout était prêt *et « qu'il ne manquait pas un bouton aux guêtres de nos soldats »*, paroles prononcées en toute sincérité à coup sûr par le loyal soldat et le galant homme qu'était le maréchal Le Boeuf, mais dont le souvenir devait pourtant le poursuivre toute sa vie et notamment le jour - dont parle le colonel Stoffel dans ses Mémoires - où il se jetait à genoux auprès du cercueil de l'Empereur en sanglotant et en demandant pardon.

Dieu sait cependant que ce n'était ni à lui, le pauvre maréchal, ni au gouvernement, que l'on devait s'en prendre si nous n'étions pas prêts, mais aux députés qui, n'ayant pas d'autre préoccupation, d'autre objectif, d'autre but que de se faire réélire, étaient restés sourds à tous les appels de l'Empereur et du maréchal Niel et avaient obstinément refusé les crédits qu'on leur demandait pour assurer la défense nationale.

Nous voici arrivés à la période des désastres que je ne me propose pas de raconter, d'abord parce que, privé de l'usage de ma main droite, on avait refusé de m'enrôler dans la garde mobile, de sorte que, de la guerre, je n'ai vu que l'invasion et encore après l'armistice; ensuite, parce qu'il est bon que chacun s'occupe de ce qu'il sait un peu et que les politiciens, comme moi, s'bornent à traiter les questions politiques, en laissant aux écrivains militaires le soin de traiter les questions militaires.

Ce que je tenais surtout et avant tout à bien établir et je crois que c'est maintenant établi pour tous les gens sincères, pour tous les gens de bonne foi, pour tous les honnêtes gens de n'importe quel parti (les seuls pour qui l'on doit écrire),

que c'est un mensonge, une calomnie, une infamie de prétendre que l'Empereur ait voulu la guerre envers et contre tous; et que la vérité est que l'on trouve, au contraire, dans chacun de ses actes, dans chacune de ses paroles, la trace des grosses préoccupations et des sombres pressentiments d'un souverain contraint de céder à d'irrésistibles entraînements, sans s'être jamais dissimulé la gravité de la situation.

Je sais qu'il est de mode aujourd'hui, dans un certain milieu, de reprocher à l'Empereur de n'avoir pas, comme le roi de Prusse, passé outre à l'opposition du Parlement, et du pays pour organiser l'armée et assurer la défense nationale ; de n'avoir pas personnellement et mystérieusement négocié telle ou telle alliance offensive et défensive contre la Prusse; de s'être laissé forcer la main pour déclarer la guerre au lieu d'avoir imposé son sentiment pacifique à une Chambre belliqueuse et à des ministres irrésolus et impuissants ; d'avoir, en un mot, tenu compte de ce qui se disait à la tribune, de ce qui s'imprimait dans les journaux, de ce que braillait la foule au lieu de dire simplement : « Je ne crois pas qu'il faille faire la guerre ; donc on ne la fera pas ! »

Ce qu'il y a de bizarre., d'inattendu, d'invraisemblable à entendre un pareil langage dans la bouche de gens qui hurlaient, sous l'Empire, contre « *le pouvoir personnel* », je ne m'attarderai pas à le relever, parce qu'il ne faut s'étonner de rien, de la part des politiciens, en fait d'incohérences et de contradictions ; mais, je répète ce que j'ai dit a propos de la lettre que l'Empereur aurait peut-être, à un moment donné, pu écrire au roi Guillaume : Pour faire acte d'Empereur, il eut fallu que l'Empereur fût encore Empereur comme il l'était du temps de la Constitution de 1852 ou que, du moins, il fût resté ce qu'il était en 4863, lorsque, quelques journalistes ayant émis cette opinion que le gouvernement Impérial songeait à se rapprocher du régime parlementaire, il les avait ramenés à la réalité en faisant publier dans le *Moniteur* du 27 septembre une note ainsi conçue :

« Sous le régime actuel, c'est du souverain qu'émane la pensée qui dirige les affaires et les ministres ne sont responsables que de leur exécution ! ».

Malheureusement nous n'en étions plus là peu à peu le pauvre Empereur avait cédé aux exigences du Parlement et cela pour arriver finalement à abdiquer entre les mains, non pas seulement d'Ollivier, mais d'orléanistes comme Buffet et comme Darut, l'autorité qu'il tenait de la nation !

Il n'y avait plus rien à faire !

Je m'honore d'être de ceux qui ne se sont jamais fait aucune illusion sur ce point et qui ne furent pour rien dans cette abdication funeste.



Me voici arrivé au terme de la première tâche que je m'étais assignée.

Je voulais avant tout montrer comment le régime de démocratie et d'autorité qu'était l'Empire à son origine et qu'il aurait dû rester, était peu à peu devenu, d'abord par suite des propres inspirations de l'Empereur et ensuite par l'influence de M. Emile Ollivier, un régime de bavardage, de conflits, d'intrigues et de crises.

Je voulais montrer que c'est un mensonge de dire que l'Empereur a voulu la guerre; un mensonge de dire que ce fut la faute de l'Empereur si nous n'étions pas prêts ; un mensonge de prétendre que Napoléon III ait fait preuve, pendant la campagne, d'incapacité et de faiblesse; un mensonge, enfin, plus impudent que tous les autres, de lui reprocher d'avoir, pour sauver l'existence de quatre-vingt mille hommes, remis son épée au roi de Prusse.

Je voulais montrer que si Sadowa fut (comme je l'ai toujours reconnu) le premier acte de la tragédie qui s'est terminée à Sedan ; que si l'Empereur a manqué de clairvoyance en permettant à la Prusse, en 1866, d'écraser l'Autriche ; que si la politique Italo-Prussienne fut une faute capitale et le commencement de nos malheurs, il ne fallait pas, la faute commise, la ressasser comme l'ont fait M.. Thiers et les membres de l'opposition en disant tous les jours que « *M. de Bismarck se trompait s'il pensait que nous fussions comme .en 1866 ; que si l'Empire autoritaire avait pu accepter certains affronts, la France libérale ne les accepterait pas ; que nous renions de renâître à la liberté et que nous étions prêts à la guerre plutôt que de nous, contenter, comme le gouvernement paraissait disposé à le faire, de concessions dérisoires!*

Je voulais montrer que quand des misérables (comme j'en ai connu) ont osé rappeler que l'armée, que les généraux battus par les Prussiens étaient « l'armée et les généraux de l'Empire » on avait le droit de leur répondre: « oui, c'étaient l'armée et les généraux de l'Empire les soldats et les officiers de l'Alma, d'Inkermann, de Traktir, de Malakoff, de Magenta et de Salférino; et dans la crise tumultueuse de 1870 ils sont restés ce qu'ils étaient, braves, stoïques, tenaces, admirables dans la douleur ! Seulement, ils ont été écrasés par le sombre, parce que l'opposition ne cessait pas,, depuis trois sus, dans la presse et à la tribune, de réclamer la réduction, quand ce n'était pas la suppression des armées permanentes; de s'élever avec acharnement contre tous les projets de réorganisation militaire; de réduire à 32 millions le crédit de 410 demandé pour les fortifications de nos places fortes de l'Est ; de diminuer de 10.000 hommes le contingent annuel déjà trop faible ; de désarmer les forteresses en faisant rentrer dans les magasins les canons et les affûts et de renvoyer, par anticipation, 30.000 hommes le 28 juin, exactement vingt jours avant la déclaration de guerre !

Je voulais montrer que si l'Impératrice n'a pas, malgré la vaillance dont elle a fait preuve pendant toute la régence, tenu tête à l'émeute et à la révolution, c'est que ce n'était pas possible avec la trahison de Trochu.

Voilà ce que je voulais mettre en évidence, comme j'avais déjà commencé à le faire en 487, dans une brochure intitulée « *les Calomnies contre l'Empire* », simple recueil de pièces officielles que je fis suivre de cette mention

J'affirme que tous mes documents sont rigoureusement exacts et je défie tous les républicains de soutenir le contraire en leur proposant un pari de .25.000 francs contre 25.000 sous.

Il suffira pour relues ce défi et accepter ce pari de le déclarer dans un journal quelconque. A partir de ce moment le contrat existera.

Si mes citations sont exactes, le contradicteur me dura 25.000 sous; si, au contraire, j'ai altéré les textes ou dénaturé les citations pour les besoins de nia cause, c'est moi qui devrai 25.000 francs!

Ce n'est pas plus difficile que ça !

Or, cette brochure qui fut tirée chez Debons, imprimeur, rue du Croissant, à UN MILLION 750 MILLE EXEMPLAIRES, fut répandue dans toute la France, jusque dans les plus petits villages, et les républicains ne se privèrent pas d'en blaguer la forme un peu... foraine, ce à quoi je m'attendais bien, - mais il ne s'en est jamais trouvé un seul, encore bien que trente-sept années se soient écoulées depuis lors, pour relever le défi et accepter le pari, d'où il est permis de conclure que tout ce que j'avais dit était la vérité, tandis que tout ce qu'on disait de contraire; n'était qu'un ignoble tissu de calomnies et de mensonges.

Il s'agit maintenant de parler des hommes du gouvernement, dit de la défense nationale. Je le ferai très sommairement, le plus brièvement possible, me contentant de rappeler leur attitude à quatre dates des cinq mois pendant lesquels ils conservèrent le pouvoir, « *4 septembre, 20 septembre, 30 octobre 1870 et 28 janvier 1871.*

Le 4 septembre - en prenant le portefeuille des affaires étrangères, M. Jules Favre est informé, par une dépêche de l'Empereur de Russie, que l'on pourrait faire la paix moyennant une indemnité, SANS AUCUNE CESSION de territoire.

On continue la guerre !

Le 20 septembre - c'est-à-dire quinze jours après le renversement de l'Empire, alors que les échecs ayant succédé aux échecs, l'ennemi, qui n'occupait le 4 que neuf départements, en occupe seize, Jules Favre se décide à aller à Ferrières demander une armistice. M. de Bismarck consent à faire la paix, moyennant LA CESSION DE STRASBOURG ET DE sa BANLIEUE, mais à la condition que l'on élise une assemblée, la Prusse ne voulant traiter qu'avec des représentants légaux du pays.

On continue la guerre.

Le 30 octobre - voilà deux mois que la république a été proclamée et chaque jour a amené de nouveaux désastres, de nouvelles ruines et de nouvelles humiliations. L'invasion s'étend maintenant sur dix-neuf départements. M. Thiers, qui revient de son voyage en Angleterre, en Russie, en Autriche et en Italie, fait M. Trochu et à M. Jules Favre la déclaration suivante : « Si j'ai un conseil à vous donner, acceptez un armistice, même sans ravitaillement, afin de pouvoir convoquer une assemblée dans le plus bref délai possible et, à l'aide de cette assemblée, traiter des conditions de la paix. Je ne crois pas que la situation du pays et des armées soit telle, que la continuation de la lutte puisse amener un bon résultat. AUJOURD'HUI LA PAIX VOUS COUTERA L'ALSACE LA LORRAINE ET DEUX MILLIARDS ; plus tard, indépendamment des maux et des souffrances de la guerre, LA PAIX VOUS COUTERA L'ALSACE, LA LORRAINE ET CINQ MILLIARDS ! » (*)

On continue la guerre !

Enfin, le 28 janvier 1871 - quarante départements sont envahis. Jules Favre repart pour Versailles demander l'armistice.

Cette fois M. de Bismarck exige, comme l'avait annoncé M. Thiers un mois auparavant, L'ALSACE, LA LORRAINE ET CINQ MILLIARDS !

Il faut les donner, on les donne !

Tout cela est de l'histoire et prouve, sans qu'il soit besoin de se livrer à aucun commentaire, que ce n'est pas l'Empire, que ce n'est pas l'Empereur, que ce n'est pas l'Impératrice, que ce sont les hommes du 4 septembre qui ont perdu nos deux provinces, sans compter quatre milliards de plus d'indemnités, trois ou quatre milliards de plus de dépenses, et - ce qui est pire que tout le reste l'existence de tant de milliers de soldats !

(*) De Francs or !

Je n'en dirai pas davantage, n'éprouvant pas le besoin de m'éterniser dans des récriminations d'autant plus inutiles que tous les acteurs du drame sont morts, et qu'ils sont aujourd'hui, en tant que révolutionnaires, singulièrement dépassés.

Cette mansuétude étonnera peut-être les gens qui m'ont connu dans ma jeunesse ; mais je ne suis plus jeune, j'ai 77 ans, et si je ne suis pas encore d'humeur à refuser la bataille, quand on me l'offre, du moins je ne la cherche plus, ainsi que je le faisais jadis, par goût, par tempérament, par plaisir !

Plus on avance dans la vie, surtout dans la vie politique, plus on est amené à reconnaître que personne n'est exempt de reproches. ; qu'à n'importe quelle époque et sous n'importe quel régime, les gouvernements, les partis ont commis assez de fautes pour qu'aucun d'eux n'ait le droit de vouloir faire des autres les boucs émissaires des péchés d'Israël ; que dans des désastres comme ceux qui ont accablé la France, il y a quarante ans, chacun avait sa part de responsabilité comme chacun a eu sa part de douleurs ; et que si certaines circonstances peuvent précipiter les arrêts du destin et avancer les heures fatales, la loi qui décide du sort

des peuples est au-dessus des combinaisons et des résolutions d'une poignée de politiciens.

Sans doute, les hommes du 4 septembre ont été bien criminels de profiter de la défaite et de l'invasion pour s'emparer du pouvoir ; mais ils n'ont fait en cela que leur métier de révolutionnaires, et il y a eu des gens bien plus coupables, bien moins excusables qu'eux, ce sont les parlementaires, ces majorités d'intrigants et de pleutres qui ont paralysé la défense nationale, les uns par haine de l'Empire, les autres pour courtiser le suffrage universel.

Pourquoi donc, quand je les méprise tous également (peut-être même plus ceux qui avaient tout à perdre dans le désordre que ceux qui espéraient y gagner quelque chose), apporterais-je plus d'ardeur et plus d'acharnement à condamner, à attaquer, à flétrir les uns que les autres ?

Je les mets tous dans le même sac: propagandistes ou émeutiers, talons rouges ou bonnets rouges, muscadins ou jacobins, orateurs de salon ou gueulards de réunions publiques, doctrinaires ou mufles !

Et puis, il y a encore une autre raison pour que je ne parle pas longuement des hommes du 4 septembre, c'est que pour écrire leur histoire il faudrait, surtout écrire celle de Gambetta qui fut leur chef; et que le Gambetta, de 1870, le « *fou furieux* » que j'ai à un certain moment attaqué pins violemment et plus brutalement que n'importe, qui, n'existe plus du tout pour moi; que le seul Gambetta que je connaisse aujourd'hui c'est le Gambetta de 1881, celui à qui j'ai voué et à qui je conserve (n'en déplaise à mes amis) beaucoup de sympathie, beaucoup d'admiration; estimant que les conservateurs seraient bien heureux de l'avoir pour les tirer de la situation douloureuse et humiliante dans laquelle ils se sont mis par leur maladresse et leur aveuglement !

Je ne sais, d'ailleurs, rien de cette période du 4 septembre 70 au 28 janvier 71, que tout le monde ne cache comme moi.

J'étais revenu, le 5 septembre, dans l'Orne et je n'en avais plus bougé que pour aller deux ou trois fois à, Chislehurst, présenter mes hommages l'Impératrice et au Prince Impérial, et une fois à Tours, voyage que, j'eus le soin d'expliquer, pour que personne ne s'y méprît, par la lettre suivante que publièrent plusieurs journaux :

7 novembre 1870,

Monsieur le Rédacteur en chef

Il est vrai que je suis à Tours, ainsi que vous l'avez annoncé, mais je tiens à ce que tout le monde sache que la Politique n'est rien dans ce voyage.

Président du Comice agricole de l'arrondissement de Mortagne, je suis simplement venu sur les instances et au nom des membres du bureau de cette association, prier le ministre de l'Agriculture, de faire enlever le plus tôt possible le bétail considérable que nous craignons de voir tomber aux mains de l'envahisseur.

Veillez s'prie, insérer cette lettre et agréer etc.,.

Je irai pas besoin de dire ma tristesse, mes inquiétudes et l'anxiété avec laquelle j'attendais claquer jour les nouvelles, mais j'avais du moins cette consolation de ne pas entendre les inepties, les saletés, les infamies que l'on colportait à Paris contre l'Empire et contre l'Empereur; nos paysans percherons ne s'associant pas plus aux colères et aux haines des parisiens qu'ils n'avaient partagé, six mois auparavant, leur affolement belliqueux et leurs illusions stupides.

Bien que beaucoup de choses leur aient forcément échappé, n'ayant pas suivi de près, comme nous, les péripéties de la lutte, ils comprenaient bien, les braves gens, dans leur bon

sens inné et dans leur instinctive honnêteté, que c'était une mauvaise action, une injustice, une infamie, de rendre l'Empereur responsable du désastre, au sorte que tous ceux que je voyais me disaient tous la même chose' : « Comme l'Empereur, doit être malheureux !

Oui, l'Empereur était malheureux, bien malheureux, en proie depuis cinq mois à des tortures physiques terribles, à des tortures morales plus terribles encore; ce qui ne l'empêchait pas de conserver une sérénité, un calme, une résignation, que « *nous admirons tous*, m'écrivait un jour le Comte Clary, *mais qui nous déconcerte et nous humilie, nous qui sommes moins résignés que lui* »

Pauvre cher Empereur ! Si l'histoire était juste, elle l'appellerait « NAPOLEON LE BON » !



Affiches de l'époque

LA GUERRE EST DÉCLARÉE !

Le 18 juillet 1870, Napoléon III déclare LA GUERRE À LA PRUSSE

Après le désastre de Sedan le 2 septembre, l'empereur est fait prisonnier. L'Assemblée Nationale proclame la république, et le 4 septembre un gouvernement provisoire, dit de la "*défense nationale*", est mis en place sous la présidence du général **Trochu**.

Les troupes allemandes avancent sur Paris, qui va être assiégé et coupé du reste de la France. Le 13 septembre, le gouvernement envoie alors une délégation à Tours, pour organiser la défense en province. Paris est encerclé le 18 septembre.

PARIS ASSIÉGÉ

La guerre entre dans sa PHASE RÉPUBLICAINE

Paris est assiégé, les tentatives de sortie restent vaines.

La délégation de Tours fait son possible pour l'organisation de la résistance en constituant l'armée de la Loire. Les difficultés sont énormes, tout est à pourvoir.

Gambetta, ministre de l'intérieur, quitte Paris en ballon le 7 octobre et rejoint Tours.

Il prend en charge le ministère de la guerre et lance un appel à la levée en masse. Le temps presse, toutes les forces du pays vont contribuer à la lutte improvisée au milieu des tensions politiques pour faire face à l'invasisseur. L'armée de la Loire doit lancer une contre-attaque générale afin de secourir Paris ...

Quelques faits et chiffres significatifs

Belligérants

Royaume de Prusse
Grand-duché de Bade
Royaume de Bavière
Royaume de Wurtemberg

République française

Commandants

Guillaume I^{er} d'Allemagne
Helmuth von Moltke

Louis Jules Trochu
Joseph Vinoy

Forces en présence

240 000 soldats

200 000 soldats
200 000 miliciens et marins

Pertes

12 000 morts ou blessés

24 000 morts ou blessés
146 000 capturés
47 000 civils

Guerre franco-prussienne

Batailles

Wissembourg (08-1870) – Forbach-Spicheren (08-1870) – Wœrth (08-1870) – Siège de Bitche (08-1870) – Borny-Colombey (08-1870) – Mars-la-Tour (08-1870) – Siège de Toul (08-1870) – Gravelotte (08-1870) – Siège de Metz (08-1870) – Siège de Strasbourg (08-1870) – Beaumont (08-1870) – Noisseville (08-1870) – Sedan (08-1870) – **Siège de Paris (09-1870)** – Bellevue (10-1870) – Châteaudun (10-1870) – Dijon (10-1870) – Siège de Belfort (11-1870) – Bouvet et Météor (navale) (11-1870) – Coulmiers (11-1870) – Amiens (11-1870) – Beaune-la-Rolande (11-1870) – Champigny (11-1870) – Orléans (12-1870) – Loigny (12-1870) – l'Hallue (12-1870) – Bapaume (01-1871) – Villersexel (01-1871) – Le Mans (01-1871) – Héricourt (01-1871) – Saint-Quentin (01-1871)

La France occupée
Fin 1870



Les pertes humaines

Cette guerre fait 120 000 morts dans les rangs de l'armée allemande soit 14 % des effectifs, (dont la moitié de maladie), 128 000 blessés et 300 000 malades.

L'armée allemande eut des pertes très lourdes pendant cette campagne. Bien que victorieuse dans la quasi-totalité des combats, elle y perd souvent plus d'hommes que la France. La victoire prussienne de la bataille de Saint Privat où les Allemands ont 20 000 tués, blessés et disparus contre 12 000 Français, est bien représentative. De plus les Allemands progressaient à travers un pays résolument hostile : l'action des francs-tireurs fut très forte et entraîna une psychose dans l'armée allemande qui se vit dans leurs actions contre les civils en 1914.

Elle coûte à la France 139 000 morts (au combat ou de maladie), 143 000 blessés et 320 000 malades. Ces chiffres comprennent aussi les civils touchés par les bombardements, la famine et les tragédies telle celle du camp de Conlie.

La variole a aussi décimé les rangs des deux armées. Cependant, les Prussiens qui connaissaient l'efficacité du rappel antivariolique, ont eu nettement moins de pertes dues à cette maladie. En effet, sur 8 500 Prussiens contaminés, 450 en sont morts (5 %), alors que les Français qui ne connaissaient pas la nécessité du rappel du vaccin ont eu 125 000 contaminations et 23 500 décès (19 %).

Le 2 septembre 1870, l'armée française enfermée dans Sedan capitule.

83 000 prisonniers sont envoyés en Allemagne (dont Napoléon III lui-même). Environ 5000 de ces soldats seront conduits dans les forteresses d'Ulm et Neu-Ulm (Wurtemberg).

Ils y resteront emprisonnés 9 mois.

Certains bénéficieront d'une libération anticipée, d'autres n'en reviendront jamais



Peinture : gardes mobiles et lignards

Combats de la Somme et au Fort de HAM

Sources : WIKIPEDIA

En 1870, Ham sera la seule ville de France à voir la capitulation de l'Armée prussienne, grâce à une audacieuse contre-attaque de la 2ème Armée du Nord.

Mais le site succombera dans la nuit du 18 au 19 mars 1917, dynamité par les Troupes allemandes bien décidées à détruire systématiquement les monuments situés sur le chemin de leur retraite.



Après une escarmouche devant Querrieu le 20 décembre, la bataille de l'Hallue ou de Pont-Noyelles eut lieu les 23 et 24 décembre 1870, durant la Guerre franco-prussienne de 1870. Son issue fut indécise.

La bataille opposa 40 000 soldats français du général Faidherbe aux 22 500 prussiens d'Edwin Freiherr von Manteuffel. Les Français subirent de lourdes pertes dans le village devant leurs positions. Cependant, les Prussiens furent incapables de se maintenir sur les hauteurs qu'ils contrôlaient. Après que leur attaque fut repoussée, les Français continuèrent à lancer des offensives, mais sans résultat décisif. Un millier de soldats français furent tués, et 1 300 capturés. Environ 927 Prussiens furent tués ou blessés.

Armée française du Nord

Après les combats de Villers-Bretonneux le 27 novembre 1870 et l'occupation d'Amiens par l'armée prussienne, l'Armée du Nord, qui s'était repliée au-delà de Doullens et de Bapaume, se reconstitue et s'organise. Elle reçoit des renforts, ce qui permet de former trois Divisions. Le général Faidherbe, nouvellement investi du commandement de cette armée, arrive à Lille le 3 décembre et donne aussitôt ses directives et instructions. Il envoie le général Lecointe vers Saint-Quentin avec mission d'agir sur la Haute-Somme. Quatre bataillons dont un de chasseurs, et une batterie de quatre réussissent le 9 décembre à s'emparer de Ham et de sa forteresse. Faidherbe, qui s'est rendu sur place, décide de se porter sur Amiens pour libérer cette ville. Le 18, il fait évacuer Ham. Le 17 décembre, l'Armée du Nord regroupée, vient s'établir sur l'Hallue entre Bavelincourt et Daours. Les forces (environ 43000 hommes) sont scindées en deux Corps d'Armée :

- Le 22ème avec deux Divisions : général Derroja et général Du Dessol,
 - Le 23ème avec également deux Divisions : contre-amiral Moulac et général Robin.
- Les formations vont cantonner dans tous les villages situés sur la rivière et des avant-postes sont placés sur une ligne passant par les bois de Saint-Gratien, d'Allonville et de Querrieu (La Gorgue)

Escarmouche à Querrieu du 20 décembre

Von Mirus, commandant la 6ème brigade de cavalerie et qui est à Amiens depuis deux jours, envoie une reconnaissance forte d'un escadron de cavalerie, d'un bataillon et d'une batterie d'artillerie en direction de Querrieu. Arrivé aux lisières du bois de La Gorgue, à deux kilomètres en avant de Querrieu, ce fort détachement se heurte à un avant-poste français et, soutenu par son artillerie, engage un long combat. Deux bataillons français réagissent avec vigueur, d'autant plus que le général Du Bessol jette trois compagnies partant de Bussy-lès-Daours sur le flanc droit de l'ennemi. Celui-ci se voit contraint au repli, d'abord sur la ferme des Alençons, puis sur Amiens. Dans cette affaire, il perd trois officiers et soixante-neuf hommes tués ou blessés. Elle nous a coûté sept morts et vingt blessés.

Combats du 23 décembre

Le général Manteuffel, donne l'ordre d'attaquer le lendemain, 23 décembre à 8 heures :

- La 15ème Division doit attaquer droit sur l'Hallue, suivant un axe matérialisé par les routes d'Albert et de Corbie.
- La 16ème Division, empruntant les chemins au nord de la route d'Arras, débordera l'aile droite des troupes françaises.
- Une brigade d'infanterie est gardée en réserve.
- Une partie de la division de cavalerie doit assurer la liaison entre la 15ème et la 16ème Division.
- Les renforts attendus seront lancés dans la bataille au fur et à mesure de leur arrivée?

Le dispositif français est resté inchangé.

La bataille va se dérouler sur un front de 12 kilomètres de large et une profondeur de 4 à 5 kilomètres, sur un sol enneigé et par une température glaciale, aggravée par un vent assez fort soufflant du nord.

Le 23 décembre à 8 heures du matin, le 8ème corps d'armée prussien se met en marche.

- La 15ème Division a reçu l'ordre de rejeter les troupes françaises au-delà de l'Hallue, mais de ne point s'aventurer sur la rive gauche tant que le mouvement débordant de la 16ème Division, plus au nord, se soit fait sentir. La 15ème Division se dirige donc vers Allonville, suivie de trois batteries à cheval et de l'artillerie de corps, puis elle oblique à l'ouest en direction de Querrieu. Les avant-postes français se replient vers la rivière, donnant l'alarme aux troupes situées en arrière.
- La 29ème brigade prussienne (von Bock) qu'accompagnent deux escadrons de hussards et deux batteries, suivant la route d'Albert qu'elle a rejointe au bois de La Gorgue, se heurte vers 11 heures 15 au 18ème bataillon de chasseurs qui, appuyé par trois batteries, tient Querrieu.
- Deux batteries prussiennes, bientôt renforcées par deux autres, sont mises en position au sud de la route d'Albert ; elles ouvrent le feu et un duel particulièrement violent se déclenche, qui va durer près d'une heure. Les Prussiens s'emparent du village. La lutte se poursuit dans Pont-Noyelles que les chasseurs du 18ème, soutenus par deux bataillons du 70ème de marche, défendent énergiquement. À la sortie est du village, les Prussiens sont stoppés, reçus par un feu nourri déclenché par les éléments de la brigade de Gislain, en position sur la rive est de l'Hallue.
- Pendant ce temps, plus au sud, le 20ème bataillon de chasseurs de la brigade Føerster, qui tient le village de Bussy-lès-Daours, se voit l'objet d'une attaque concentrique exécutée par un bataillon venant du nord d'une part et deux compagnies plus un escadron de hussards venant de l'ouest par la Croix du Landy d'autre part. Vers 13 heures, ils doivent évacuer le village. Dans l'après-midi, à l'ouest de la ligne Querrieu-Bussy, 42 pièces prussiennes sont opposées au même nombre de tubes français mis en position sur la rive gauche de l'Hallue.
- Ayant pris possession de Bussy-lès-Daours, les Prussiens se portent en nombre contre Vecquemeont et y prononcent une vigoureuse attaque ; ils se heurtent à une résistance assurée par le 19ème bataillon de chasseurs et les fusiliers marins de la brigade du capitaine de vaisseau Payen, qui sont appuyés à leur droite par la brigade Føerster. Les Prussiens sont accueillis par une grêle de projectiles, et à 15 heures, ils sont encore cloués au sol dans l'impossibilité de progresser. Manteuffel qui s'est porté en personne sur les hauteurs dominant Querrieu à l'ouest, fait envoyer

des renforts d'artillerie qui arrivent vers 16 heures. La brigade Payen, obligée d'évacuer Vecquemont, prend position sur la rive gauche de l'Hallue.

- À Pont-Noyelles, les Prussiens tentent vers 15 heures 30 de gravir les pentes est de la rivière, mais après une contre-attaque menée par un bataillon du 70ème de marche et une compagnie 101ème mobile commandée par le capitaine d'Hauterive, chargeant à la baïonnette, les Français reprennent Pont-Noyelles ; ils n'arrivent cependant pas à s'y maintenir.

- Plus au nord, la 30 ème brigade prussienne tente de prendre Fréchencourt. Ce village tombe à son tour ; les Prussiens sont arrêtés par le feu du 18ème bataillon de chasseurs et d'un bataillon de mobiles descendant du bois de Parmont. La Division Du Bressol tient les hauteurs.

- Au nord de Fréchencourt, la 16ème Division prussienne de von Barnekow, partie d'Amiens sur la route de Doullens, s'est dirigée vers Poulainville et Rainneville sans qu'au cours de la matinée elle ait rencontré qui que ce soit. À 13 heures, le général von Gœben envoie au général von Barnekow l'ordre de se rabattre sur la droite. Ce dernier dirige alors ses unités vers Beaucourt-sur-Hallue et Saint-Gratien

- Lorsque la 31ème brigade (von Gneisenau) qui vient de dépasser Saint-Gratien se dispose à se déployer, elle reçoit l'ordre de se porter vers Montigny-sur-l'Hallue. C'est avec les éléments de la 2ème brigade (Pittié) de la Division Deerroja, que le combat s'engage. Les premiers heurts se produisent vers 15 heures. Les Prussiens s'emparent de Montigny, repoussent les Français sur Béhencourt ; ces derniers, dans leur retraite, détruisent les points de passage sur l'Hallue, mais les Prussiens, sous un feu nourri, lancent une passerelle sur la rivière.

- Avec un renfort fourni par la 32ème brigade (von Rex) les Prussiens occupent Beaucourt, Montigny, Béhencourt et Bavelincourt, pour se masser à l'ouest de Beaucourt, alors que son artillerie (6 batteries) prend position au nord de ce village. Cette dernière canonne, sans succès, l'artillerie française qui est en position dominante et trop éloignée.

Combats au crépuscule

Il est 16 heures. La nuit va bientôt tomber. Les Prussiens tiennent la rive droite de l'Hallue et le village de Pont-Noyelles. Le mouvement enveloppant qu'ils comptaient effectuer par le nord a échoué et leurs troupes sont menacées par des forces françaises qui apparaissent au sud-est de Contay, marchant sur Beaucourt ; c'est la brigade Aynes de la Division Derroja.

Le général Faidherbe lance alors l'ordre d'attaque sur toute la ligne de front. Cette attaque va se poursuivre de 16 à 18 heures :

- Au centre, le général Lecointe, ayant rassemblé toutes ses troupes encore organisées, lance une offensive sur Pont-Noyelles. Deux attaques successives sont menées, mais ses unités, le 18ème bataillon de chasseurs et le 70ème de marche, non habitués au combat de nuit, après une lutte corps à corps et à l'arme blanche, doivent se retirer, d'autant que Manteuffel envoie sur place deux nouveaux bataillons en renfort pour soutenir ses unités attaquées.
- Au sud, la brigade Fœster parvient à franchir l'Hallue entre Querrieu et Bussy, mais elle est stoppée par des renforts envoyés également par Manteuffel. Vers 17 heures, à Daours, la brigade Payen attaque en direction de Vecquemont, mais elle est arrêtée à son tour.
- À 19 heures, l'obscurité est totale. Les Prussiens occupent tous les villages de la vallée et s'y installent en cantonnements. L'armée française est obligée de bivouaquer sur ses positions, de nuit sur les hauteurs en rase campagne. Le sol est couvert de neige, la température descend jusqu'à 8° en dessous de zéro, un vent glacial souffle sur le terrain sans nul obstacle.

Mouvement de retraite, 24 décembre

Le lendemain, 24 décembre, à 9 heures, l'artillerie française déclenche un tir sur Béhencourt, sans provoquer de réaction prussienne. Le général Faidherbe, prend la décision d'ordonner la retraite. Celle-ci, protégée par un rideau d'éléments retardataires, commence vers 14 heures. Les Prussiens n'entameront la poursuite que le 25, alors que l'Armée du Nord est arrivée à Bapaume, où les combats reprendront le 3 janvier 1871.



Peinture de Beilebourget

(Pas de légende)



NANCY

A la déclaration de la guerre en 1870, les lorrains sont certains de vaincre sans toutefois se faire d'illusion sur la puissance de l'adversaire ni sur les pertes humaines qui s'ensuivraient.

A compter de juillet 1870, Nancy voit passer les troupes qui se dirigent vers Metz. Les nouvelles des premières défaites arrivent peu après : Les troupes allemandes atteignent Nancy le 12 août. La ville n'est plus équipée pour assurer sa défense, et est donc occupée sans combat. La plupart des troupes françaises stationnent alors à Metz. Nancy reste occupée par les allemands tant que les autres places lorraines ne sont pas assiégées. Puis, quand le front s'éloigne vers l'ouest, Nancy reste une étape importante dans les liaisons avec l'Allemagne.

Le traité de Francfort, le 10 mai 1871, enlève à la France l'Alsace, la quasi totalité de la Moselle, et le tiers de la Meurthe. Nancy se retrouve ainsi à 25 kilomètres de la nouvelle frontière et paraît indéfendable en cas de nouveau conflit. Les troupes allemandes, quant à elles, restent quelque temps à Nancy (de septembre 1871 au 1er août 1873), pour s'assurer du paiement des indemnités de guerre. Les actes envers les allemands demeurent cependant assez rares, malgré les difficultés liées au logement des officiers et des troupes.

Le 17 juillet 1871, un feu se déclare dans le palais ducal, partiellement occupé. Les secours sont retardés par une discussion entre allemands et français. De nombreuses pièces du musée lorrain attendant sont détruites. L'empereur d'Autriche donnera une bourse de 100 000 francs pour réparer les dégâts.

Paradoxalement, la défaite de 1870 donnera à Nancy un souffle nouveau. De ville moyenne, elle deviendra la "Capitale de la France de l'Est". A ce titre, elle accueillera, comme une bonne partie de la Lorraine restée française, de nombreux émigrés mosellans et alsaciens. Provenant de régions riches, ces émigrés participent activement à l'économie locale. De nombreux industriels et artistes s'installent donc à Nancy, donnant à la ville un dynamisme rare.



L'invasion et l'occupation prussiennes de 1870 vues par un ingénieur des travaux publics

Carnets de guerre de Marcel Jozon

(23 août 1870-18 mars 1871) introduits et annotés par Pierre Allorant

(Source : Pierre Allorant, « L'invasion et l'occupation prussiennes de 1870 vues par un ingénieur des travaux publics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoirepolitique.fr)

Itinéraire d'un haut fonctionnaire républicain sous l'Empire

Marcel Jozon (1839-1918) appartient à une famille de juristes républicains issus de la paysannerie aisée de la Brie. Son père, notaire, est naturellement porté le 4 septembre à la tête de l'administration municipale provisoire du chef-lieu de canton de La Ferté-sous-Jouarre, en reconnaissance de son rôle de chef du Parti républicain de la Seine-et-Marne⁴. Son frère aîné, avocat aux conseils, poursuivi dans le « Procès des Treize », exerce lui aussi des responsabilités municipales, adjoint au maire du 6^e arrondissement de Paris, dans le sillage de son ami Hérold⁵ ; son frère cadet est¹ maire de Meulan et vice-président du conseil général de la Seine-et-Oise ; ses gendres, le député Jules Jeanneney et le préfet Maringer, occuperont à leur tour de hautes responsabilités.

Marcel Jozon, élève au collège de Meaux puis interne à Louis le Grand, réussit le concours de l'École navale pour satisfaire son père, puis intègre Polytechnique. Après l'École des ponts et chaussées, il devient ingénieur ordinaire à Napoléonville (Morbihan), puis à Château-Thierry (Aisne). Marcel Jozon approuve l'engagement familial républicain, conforté dans son hostilité au cléricisme par ses premiers postes en Bretagne. En 1869, il obtient un congé pour voyage d'études aux Etats-Unis qu'il met à profit pour nouer des contacts avec des juristes américains à la demande de son frère Paul, avocat aux conseils, et fondateur, la même année, avec Alexandre Ribot, de la Société de législation comparée.

Marié au temple avec Louise Boca, fille d'un avocat fouriériste de Valenciennes, le ménage aura trois enfants : Madeleine, mariée à Georges Maringer, successivement préfet du Loiret puis directeur du personnel, de l'administration communale et départementale et de la Sûreté sous le ministère Clemenceau de 1906 à 1909, président de la section de l'Intérieur au Conseil d'État, haut commissaire à Strasbourg en novembre 1918 ; Lucie, mariée à Jules Jeanneney, député radical de la Haute-Saône puis président du Sénat ; André, préfet du Loiret et de la Marne, mis à la retraite d'office par le maréchal Pétain⁶. Après avoir organisé le pavillon français à l'exposition internationale de Milan, Marcel Jozon a pris sa retraite en 1909 en tant que vice-président du Conseil général des ponts et chaussées et conseiller d'État.

Premier carnet : l'invasion prussienne et l'occupation de Château-Thierry vues par un ingénieur ordinaire (23 août-4 octobre 1870)

« 23 août 1870.

J'apprends à la gare que des Uhlans prussiens ont pris Châlons-sur-Marne. La frayeur augmente à Château-Thierry. L'émigration des femmes devient générale.

24 août 1870.

Pas de nouvelles de la guerre. Je vais le soir à la gare. Je vois sur la route trois beaux chariots attelés de cinq chevaux qui viennent d'Avize¹⁶ et transportent des hommes, des femmes, des enfants, des matelas, des commodes, toute la fortune mobilière de ces gens qui ont l'air riches. À la gare, peu de nouvelles. Il y a eu une panique à Épernay. On a annoncé l'arrivée des Prussiens. Immédiatement, le sous-préfet s'est sauvé⁷.

Les locomotives et le mobilier de la gare sont partis par des trains spéciaux formés à la hâte. Les gendarmes arrivaient par un autre train venant de Château-Thierry. Ils débarquent à la hâte leurs chevaux, leur capitaine se met à leur tête, et ils traversent Épernay au grand trot pour repousser les Uhlans. Ils ne trouvent absolument rien, ni à Épernay ni aux environs. Les trains continueront leur service demain.

Nous apprenons par les voyageurs que les Prussiens ont quitté Chalons, remontant vers le Nord où se porte décidément l'armée du prince royal.

26 août 1870 à 4 heures.

Un train venant d'Épernay amène neuf sapeurs qui viennent repousser de la ville un détachement de cinquante Uhlans. On avait envoyé de Paris sous la conduite d'un sergent dix sapeurs pour miner les ponts du chemin de fer. Ils étaient arrivés à midi à la gare et étaient en train de déjeuner, quand on leur annonça que les Uhlans entaient à Épernay. Ils chargeaient leurs armes et envoyaient deux éclaireurs sur le pont du chemin de fer pendant que les huit autres restaient à la gare. Cinquante Uhlans arrivaient, les uns furent à la mairie, d'autres à la sous-préfecture, d'autres enfin à la gare. Ceux-ci furent reçus par une décharge qui en tua deux ou trois et qui en blessa de l'intérieur de la gare. Les sapeurs sortirent alors et coururent en ville où ils tirèrent sur les Uhlans. Les Prussiens n'essayèrent pas d'engager la lutte, croyant sans doute avoir à faire à un nombre d'hommes plus considérable. Ils se retirèrent, laissant sept ou huit des leurs tués ou blessés, dont un prisonnier qui semble être l'officier qui commandait la reconnaissance. Ils ont menacé de brûler la ville à leur retour, lorsqu'ils ont entendu les premiers coups de fusils. Deux mineurs ont été blessés, les huit autres sont rentrés à Paris sains et saufs par le premier train.

À la nouvelle du danger, le sous-préfet, à peine de retour de sa première fuite, s'était sauvé de la sous-préfecture, et s'était fait conduire en voiture à Château-Thierry. On le dit reparti pour Épernay. Il aura droit à des frais de voyage exceptionnels.

Après ce petit exploit dont les mineurs se montraient très fiers, la panique, déjà forte à Épernay, est arrivée à son comble. Le RR18 ayant arrêté ses trains, la fuite ne pouvait avoir lieu qu'en voiture, et il y eut un sauve-qui-peut épouvantable.

À Château-Thierry, à l'annonce de l'affaire, on bat le rappel de la Garde nationale.

Nous nous réunissons, une centaine d'hommes, on nous distribue des cartouches en nous recommandant de ne pas nous en servir, puis on demande cinquante hommes de bonne volonté pour passer la nuit. Je m'offre pour faire partie de cette patrouille.

On nous laisse trois heures sur nos jambes dans la rue de Fère, puis nous allons à la gare, où se trouve déjà un poste, si bien que notre présence est absolument inutile.

Mais notre commandant aime à jouer au soldat. Plus il a de monde, plus son importance est grande et, s'il le pouvait, il ferait passer la nuit à toute la ville, pour que chacun sache bien quelle haute autorité lui a été dévolue. Brave homme du reste, et qui, je crois, se montrerait bien au moment du danger (ses services passés en font foi), mais parfaitement propre à faire prendre en dégoût le service volontaire des gardes nationaux. Nous faisons des rondes de nuit, pendant lesquelles nous ramenons quelques vagabonds inoffensifs. Puis on nous garde à la gare jusqu'à huit heures et demie, toujours, je crois, pour que nous puissions défiler de jour à Château-Thierry.

Le matin, nous sommes relevés par un troisième poste. On avait demandé cinquante hommes, mais il ne s'en est présenté que douze, et force a été de s'en contenter.

C'est encore à vrai dire douze de trop, puisqu'il y a déjà un autre service fait par la Garde nationale qui semble ainsi se faire concurrence à elle-même.

Nous apprenons le **dimanche 4 septembre 1870**, seulement le désastre de Sedan. Stupeur générale. Les quelques peureux restés en ville fuient en chemin de fer, puis en voiture, puis à pied. Le nombre des fuyards est de plus de 2 000 en tout. Je reçois deux dépêches me disant de faire de suite les travaux pour interrompre la navigation. Le dépositaire des poudres refuse de m'en donner sans autorisation et argent comptant. Une dépêche de M. Bournireau m'annonce qu'une locomotive et 1 000 kilos de poudres me sont envoyés de Paris. Je vais à la gare, et j'apprends qu'on va faire sauter les tunnels et qu'aucun train, même spécial, ne pourra aller à Damery. Je reviens en ville et, grâce à une réquisition, j'obtiens une voiture. Le sous-préfet donne l'ordre de me fournir de la poudre, en menaçant de la faire prendre de force. J'en obtiens enfin 100 kilos. Je pars à quatre heures et demie avec un mobile de Rilly-la-Montagne qui s'est offert pour m'accompagner et me défendre au besoin. Il a son fusil et ses cartouches. J'ai mon revolver. Nous arrivons le dimanche soir à dix heures et demie à Damery. M. Vincent n'a plus que quelques ouvriers. Tout le monde s'est sauvé ou couché dans les bois. Je trouve un lit chez un habitant qui, au milieu du désarroi général, n'a rien voulu changer à ses habitudes. Sur la route, nous avons rencontré une vraie émigration. Des familles entières avec des femmes, des vieillards, des enfants campent sur le bord de la route, malgré un froid assez vif et un brouillard pénétrant.

Le lundi, je fais démonter les hausses du déversoir, et je les fais jeter à l'eau. Je fais brûler les portes de l'écluse. Je cherche à faire sauter une culée mais je ne puis y réussir. Je la fais démolir en partie, après qu'elle a été ébranlée par la poudre. Je pars à midi en laissant à M. Vincent le soin de terminer cette lugubre besogne. Les Prussiens ne sont pas encore à Épernay le lundi 5 à midi.

En revenant de Damery, je suis arrêté sur la route à tous les villages par les pompiers. Deux ou trois postes après me font des observations saugrenues auxquelles j'ai le tort de répondre un peu vivement. Tout se passe bien néanmoins. J'apprends à un petit village de la Marne près de Charsin, que la République vient d'être proclamée. Les habitants accueillent cette nouvelle avec une indifférence complète. Ils ne croient ni à l'Empire ni à la République. Ils ne voient qu'une chose, leurs vignes, à laquelle ils sacrifieraient toute la France. Où est donc la patriotique population qui, en 1814, se battait d'une manière héroïque pour défendre la Champagne ?

En arrivant à Château-Thierry, j'apprends que la mobile est partie à midi, et que la ville abandonnée vient de prendre, par la voie du conseil municipal, la résolution de ne pas essayer de se défendre ; triste décision mais nécessaire.

Je donne l'ordre de vider les biefs et de démonter les hausses et, le mardi 5, je charge M. Gaudet de Mont-Saint-Père, le tremblant M. Sainjery de Charly, et je vais moi-même à Azy avec le procureur qui m'offre sa voiture. Je n'obtiens que quelques ouvriers que par réquisition, et je parviens seulement à baisser le pertuis. Je dis aux gens de revenir le lendemain pour démonter les hausses et jeter une porte à l'eau.

Commune de l'arrondissement et du canton d'Épernay.

Commune du canton de Verzy, arrondissement de Reims (Marne).

Petite commune de la banlieue de Château-Thierry (Aisne).

Charly-sur-Marne, commune chef-lieu de canton de l'arrondissement de Château-Thierry (Aisne).

Rail Road (RR) : Marcel Jozon utilise ce sigle pour désigner le chemin de fer depuis son voyage d'étude aux États-Unis d'Amérique en 1869.

Le mercredi 7 septembre 1870.

J'apprends que les Prussiens sont à Mont-Saint-Père et à Crézancy, et Martin vient m'apprendre le soir que personne n'a voulu travailler à Azy, et que le barrage est toujours dans le même état.

Le jeudi 8 septembre 1870.

Je vais à l'ouvrage avec M. Gaudet, Rémy et trois ouvriers. J'envoie chercher en route deux cantonniers. Grâce à ce renfort et à la vigueur de Martin, nous démontons deux hausses, huit plaques d'amont et huit d'aval. Nous jetons à l'eau la porte de rive aval et nous coulons le bac d'Azy pour lequel je donne une décharge constatant que le bac est en bon état, ce qui constitue un compliment peu mérité, mais ce bac suffit au service, et je ne puis faire supporter au bacquier déjà assez malheureux les frais de la guerre. Je déjeune à l'écluse, et ne pars qu'une fois tout terminé, car les ouvriers ne voulaient travailler que moi présent, et avaient tous quitté leurs outils quand j'avais été sur le point de partir pour aller déjeuner.

En arrivant le soir à Château-Thierry, j'apprends que vingt dragons sont venus reconnaître la ville. Cinq sont allés à la sous-préfecture, cinq à la mairie, les autres sont restés à la gare. Il y a eu quelques scènes de lâcheté indignes. On leur a offert des rafraîchissements, des cigares. Le soir, après leur départ, leurs flatteurs ont été rudement punis. J'apprends tout cela avec douleur.

Le 9 septembre 1870.

Rien de nouveau. Je vais trouver le maire et je lui dis qu'il est malheureux de laisser à Château-Thierry des hommes et des armes qui pourraient rendre des services ailleurs, et je lui propose de faire un appel aux hommes de bonne volonté, m'offrant pour partir avec eux. Je lui parle des conscrits et des hommes de 25 à 35 [ans]. Il me dit qu'il ne peut rien prendre sur lui, mais que le conseil va se réunir et qu'il lui soumettra la chose. J'apprends ensuite qu'il n'en a rien dit.

Le 10 septembre 1870.

Au matin, les dragons reviennent. À 10 heures, un régiment de cavalerie 8e dragons d'environ 600 hommes, quelques compagnies d'infanterie du 51e, environ 600 hommes, arrivent musique en tête et s'installent dans le champ des Mars. Les hommes manoeuvrent parfaitement. Ils ont l'air frais et dispos. Ils gardent leur rangs, ils déjeunent, puis repartent vers 3 heures dans la direction de Jaulgonne d'où ils sont venus. Les cavaliers restent en partie pour lever les réquisitions qu'on nous a imposées, et qui comprennent la nourriture d'environ 1 200 hommes et 400 chevaux. Ils demandent en outre 500 livres de crin, et prennent tout le tabac des riches de la ville.

Des scènes de faiblesse, pour ne pas dire de lâcheté, se produisent un peu partout. Le conseil accorde tout ce que l'on demande, et fait taire M. Contelin qui veut protester. On demande les armes de la Garde nationale, et M. Rollet apporte son sabre qu'on ne lui demande pas. Je fais porter mon fusil par un gamin. Tout cela est triste, et l'avenir est encore plus sombre que le présent. La ville ne pourra pas fournir longtemps de semblables réquisitions, et quand elle aura tout épuisé, ce qui sera vite fait, qu'advient-il ?

Le dimanche **11 septembre 1870** à 10 heures, arrivent environ 2 500 fantassins, 500 cavaliers, 500 artilleurs. Ils s'arrêtent sur le champ de Mars. Ils repartent vers 11 heures mais de nouveaux régiments les remplacent.

Je les évalue environ à 3 000 fantassins et à 500 artilleurs. On m'en donne quatre à loger chez moi, installés dans mon salon et ma salle à manger. Ce sont quatre Polonais chrétiens. L'un d'eux me montre des amulettes.

Je cause longuement avec l'un des soldats qui loge chez moi. Il a été à Warth. Il se plaint des Turcos qui tuaient les blessés et se conduisaient comme des sauvages. Il me dit que les Prussiens sont civilisés, qu'ils n'ont brûlé aucun village, et qu'en dehors du champ de bataille, ils ne font la guerre qu'à la viande, au pain et au vin. Les Français et les Françaises ont tort de les craindre, ils peuvent dormir en paix et en tranquillité.

Il me dit que la France ne pourra plus lutter contre la Prusse, et m'affirme même à plusieurs reprises que la paix est faite. Mais je comprends sans doute mal. Il me montre avec orgueil ses médailles [...]. Il me parle de sa femme qu'il aime, autant que les Français aiment les leurs. Il est instruit et parle cinq langues. Tous les Prussiens sont instruits. Il est catholique et sait que les Français le sont aussi. Il ne les hait pas, et il désire retourner bientôt dans son pays. Je leur donne trois bouteilles de Bordeaux, parce qu'ils ne trouvent pas bon le vin ordinaire. Ils prennent le café. Les trois soldats couchent dans le salon sur de la paille. L'officier, que je ne vois même pas, dans la chambre voisine de la mienne.

On dit qu'il y en a 20 000, d'autres disent même 25 000. J'évalue le tout à 15 000 au plus. Il y a 2 ou 3 pillages de maisons en ville, par des Silésiens du 62^e régiment. Le 18^e régiment polonais est beaucoup plus doux.

Azy-sur-Marne, petite commune de la banlieue de Château-Thierry (Aisne).

Commune du canton de Condé-en-Brie, arrondissement de Château-Thierry (Aisne).

Commune du canton de Condé-en-Brie, arrondissement de Château-Thierry (Aisne).

Lundi 12 septembre 1870.

À partir de 6 heures, des troupes commencent à défiler sur le pont prenant la route de Montmirail. Elles passent pendant près de deux heures. On les évalue à 50 000. Je crois que c'est exagéré, et qu'il ne doit pas y en avoir plus de 25 à 30 000. Les bagages portés en partie par des voitures de réquisition avec des charretiers français mettent plus d'une heure encore à défiler. Une partie prend par la route d'Essomes²⁶. En partant, nos Prussiens nous ont annoncé l'arrivée d'un nouveau corps de 30 000 hommes pour aujourd'hui.

Rien de nouveau dans la soirée du **12 septembre 1870**.

Il ne reste à Château-Thierry que 800 cavaliers. Il en arrive 200 le soir. Je reçois à 5 heures des nouvelles de papa. La Ferté [sous-Jouarre] est dans la même position que Château-Thierry²⁷. Dans la soirée, le conseil municipal fait appel aux hommes de bonne volonté et constitue des commissions. Je suis de celle des fourrages ; mais sur une proposition que je fais d'établir des bons pouvant servir de papier-monnaie, et de les mettre en circulation dans le public au moyen des secours donnés par la ville, on me met dans la commission des farines.

13 septembre 1870.

Mardi. On annonce pour aujourd'hui l'arrivée du roi Guillaume. Il n'arrive pas mais, toute la journée, des traînards et des officiers plus ou moins polis assiègent la mairie, demandant du pain, de la viande, de l'avoine, etc.

14 septembre 1870.

Mercredi. Même manège que le mardi, mais cette fois l'avant-garde du roi arrive, puis, à 4 heures je crois, le roi lui-même. Pendant que je suis à la rivière, trois officiers de la porte envahissent ma maison et déclarent qu'ils prendront tous les lits. Je vois l'un d'eux à 5 heures et il est convenu que je garderai une chambre et mon lit. Ils prennent mon salon, ma salle à manger et ma belle chambre à coucher, où je fais un second lit. Ma bonne couche simplement sur une paille.

Le roi est chez le procureur. M. de Bismarck chez Madame de Saint-Rémond, M. de Roon à la sous-préfecture. Les princes et officiers généraux dans les environs. À 6 heures, nous entendons plusieurs coups de canon. Mais cela arrive tous les jours.

Sont-ce encore cette fois nos oreilles qui tintent ?

Dans la journée, un lieutenant de police ayant rang d'officier supérieur, vient faire patte de velours à la mairie. Il demande à la fin 20 bottes de paille et 200 kilos d'avoine. Il dit de constituer une police avec un brassard blanc, assurant que les soldats prussiens la respecteront. On gémit un peu devant lui, d'une manière digne cependant. Il semble admettre ce que nous disons, mais change peu ses conclusions.

Les soldats ont droit de tout faire, de tout prendre, mais ils ne doivent employer la violence que lorsqu'ils ne peuvent avoir par une demande faite au maire. Le roi ne reconnaît que les fonctionnaires municipaux. Les autres sont considérés comme destitués.

Ce monsieur a l'air moitié sérieux, moitié ironique.

Il appuie longuement sur les droits des vainqueurs. Cependant, l'impression produite par lui est plutôt favorable à cause des formes employées qui font un peu oublier les manières grossières et les injures des officiers de la veille.

Essomes-sur-Marne, arrondissement et canton de Château-Thierry (Aisne).

15 septembre 1870.

Même journée déplorable que les précédentes. La ville loge environ 6 000 soldats, et comme les provisions sont épuisées, on vient tout prendre à la mairie. Tout le monde parle à la fois, commande, se fâche, menace, et les choses ne vont pas mieux. Un soldat bavarois se fait remarquer par une rare insolence. Il veut rencontrer le maire, puis le roi, à la fin, il part seul, éructant et menaçant du pillage. Il n'y a pas un officier qu'on ait fait attendre dix minutes et qui ne se soit donné la satisfaction de nous faire cette menace, ou de nous rappeler qu'il n'y a pas à discuter parce qu'il était la force.

J'ai toujours un officier et un soldat, plus la poste, chez moi. Je suis dans les très heureux. Le soir, je conduis un soldat et prends une réquisition de paille. Il est d'Ulm et ne désire pas la guerre. Il dit que les généraux français sont ignorants et que les soldats ont beaucoup moins de courage que les Allemands ne le supposaient. Il dit cependant que les Français ont toujours été trop peu nombreux, et il me parle des morts prussiens et français couchés les uns près des autres sur les champs de bataille.

Il me dit que 20 cavaliers seulement sont revenus d'une charge de 4 régiments de cuirassiers prussiens, tous les autres étaient morts ou blessés. Il me parle ensuite de sa famille et de sa maison, mais je ne comprends pas bien ce qu'il me dit. La paille arrive, nous nous quittons. Il dit que les soldats font 4 kilomètres à l'heure, se mobilisent pendant 6 heures et demie, ce qui fait 26 kilomètres et qu'ils sont très chargés, car ils portent tout avec eux.

16 septembre 1870.

Le défilé des troupes commence à 6 heures et dure jusqu'à 8 heures. Il en vient de tous les villages environnants. C'est surtout de l'infanterie et de l'artillerie. Les hommes et les chevaux sont en parfait état. Toutes les musiques jouent en traversant la ville. À partir de 8 heures, il arrive de l'artillerie et des bagages par toutes les routes. Le défilé continue de plus belle jusqu'à 11 heures. Par bonheur, il ne nous reste qu'une cinquantaine d'hommes et de chevaux que nous contentons sans trop de difficulté. Jusqu'à 3 heures, nous restons à la mairie, nous attendant à chaque instant à l'apparition des casques réquisitionnaires, il n'en paraît toujours pas. Nous nous sentons respirer plus à l'aise, et nous allons faire un tour jusqu'à Chivy²⁸. Nous faisons chez M. Ferton une réquisition d'une bouteille de Champagne, que nous vidons gaiement en causant de tout ce qui nous est arrivé les jours précédents. À Chivy, tout le monde, hommes et femmes, s'est sauvé dans les bois. M. Bujot a délégué son gendre pour le remplacer à la mairie, et M. Ferton est resté avec quatre hommes dont un Luxembourgeois parlant allemand. On n'a pas touché à la maison de M. Ferton où il y avait du monde, mais on a saccagé toutes les maisons abandonnées. Nous visitons celle de M. Deshaie. Un cyprès est mort sur la pièce d'eau ; dans les communes où une ambulance était préparée, tous les lits sont renversés, certains sont cassés, les matelas sont salis et déchirés, les couvertures et les draps sont en petit nombre, on a dû en enlever une partie.

Dans la maison principale, toutes les armoires sont ouvertes, et leur contenu, peu précieux du reste, jonche la terre. Toutes les pièces ont été pillées, toutes présentent le même désordre. De la paille, des papiers, des lits et des meubles brisés, tout gît dans un pèle mêle complet. Cependant, les carreaux ne sont pas cassés. Les globes de pendules sont intacts. Peut-être ce respect étrange tient-il à la crainte qu'ont ces tous dans le faubourg. Ils arrivent à 11 heures et, en une demi-heure, sans bruit ni confusion, nous les casons tous dans leurs maisons.

À leur arrivée, nous sommes témoins d'une petite scène entre un officier et ses caporaux. Ces derniers n'allaient pas assez vite pour la distribution de billets.

L'officier lance son cheval sur eux au risque de les écraser et les engueule de toute la force des poumons, les autres ne bronchent pas ; l'incident n'a pas de suite. Jamais un officier français ne pourrait faire le quart de ce que se permet là, envers ses soldats, le moindre officier prussien.

Il y en a qui admirent cette discipline. Elle me paraît humiliante pour l'humanité : elle ne peut exister que dans un pays féodal où le soldat n'est rien pour l'officier.

Je comprends autrement la discipline dans les pays démocratiques. Les formes ne sont pas exclusives du fond, bien au contraire.

18 septembre 1870.

Toujours même misère. Il arrive environ 600 hommes qui, ajoutés aux 900 de l'veille, donnent 1 500 hôtes assez tranquilles. Les chevaux et les voitures qu'on réclame donnent toujours le plus de difficultés. On charge M. Prestat et moi de cette charge difficile. À 4 heures du soir, un officier vient faire le logement de l'état-major d'un corps nombreux qui doit arriver le lendemain, et dont il me fixe brutalement de dire le nombre, malgré les observations très sensées du maire. On discute sur les éventualités du lendemain, et il est décidé, malgré M. Gardeau, que le soir même on enverra dans les fermes voisines pour avoir de l'avoine et des vaches. Château-Thierry commence à être connue comme de mauvaise foi, tous les officiers exigent qu'on leur pèse tout, et se montrent d'une défiance extrême. Juste retour des quelques petites tromperies qu'on leur a fait supporter, et que tout le monde est à peu près unanime à blâmer.

19 septembre 1870.

Fournée énorme de casques de toutes provenances. Les Prussiens à peu près élevés forment décidément l'exception. Chez M. Prestat, le général sonne et donne son cheval au domestique en lui disant qu'il est le vainqueur et qu'il veut être traité comme un maître (11e corps). La veille, un simple capitaine voulait coucher dans la chambre et dans le lit qu'on avait donnés au roi. Il fallut lui répondre que le roi avait un lit à lui qu'il avait emporté à Meaux, et qu'on ne pouvait mettre Sa grandeur M. le capitaine dans les mêmes draps, ni même dans le même bois que sa majesté. Il se contenta de coucher dans le salon parce que le roi y avait couché, et qu'il ne voulait pas monter au premier.

Château-Thierry nourrit environ 8 à 10 000 hommes. Il y en a partout, entre les réquisitions de pain, vin et viande qui ne donnent lieu qu'à de petites discussions et auxquelles on se soumet sans trop murmurer, on est encore obligé de fournir une quantité énorme d'avoine qu'on ne peut se procurer, 1 500 livres de cuir représentant environ 6 000 F. et dix à douze voitures à donner tout de suite pour mener l'une un sous-officier, l'autre trois soldats, une autre quelques sacs, etc. Un retard d'une demi heure amène force colère et menace.

Chivy-lès-Étouvelles, arrondissement et canton de Laon (Aisne)

20 septembre 1870.

J'arrive à 5 heures pour procéder à ce départ des voitures. Elles sont à leurs postes, et tout semble bien marcher. Mais un officier supérieur prend la voiture préparée pour l'intendance. Grande colère, trépignements, menaces. L'intendant, jeune homme parlant bien français et semblant bien élevé, finit par frapper le pavé avec son sabre.

Je lui tourne le dos et m'en vais à la mairie, où il ne reparait plus. À 8 heures, un officier du 11e chasseur à tournure française me demande les quatre voitures à chevaux qui lui ont été promises. Je n'en ai pas de nouvelles, et m'excuse comme je puis, quand le facteur envoyé à leur recherche arrive essoufflé m'apprendre qu'il les ramenait toutes quatre en triomphe, quand des soldats prussiens ont pris les chevaux par la tête et ont refusé de les laisser passer.

J'aperçois l'officier et lui raconte ma mésaventure, à laquelle il n'a pas l'air de croire. Il part au galop, et revient au bout d'une demi-heure me signer en riant le reçu. C'étaient ses soldats qu'il avait placés en sentinelles et qui avaient arrêté leurs propres voitures.

Nous sommes à peu près tranquilles jusqu'au soir, j'en profite pour aller porter aux Rochets mes réquisitions. Le fermier n'a encore ni logé ni nourri, quoique les Prussiens aient passé en grande masse devant la porte.

J'ai toujours la poste chez moi, et je mange le matin chez M. Gaillard, le soir chez M. Prestat. Je nourris toujours un officier, trois ou quatre soldats. Ma maison est pleine, matin et soir. En rentrant, je la trouve fermée de l'intérieur, et je crois un instant que je vais être obligé de coucher dehors.

21 septembre 1870.

Petit passage d'artillerie, d'infanterie et de train. Château-Thierry a à nourrir 3 000 hommes et 300 chevaux. J'évalue à 80 000 le nombre d'hommes qui ont traversé la ville jusqu'à aujourd'hui. Il passe en ce moment beaucoup de génie qui s'en va soit à Nanteuil, où l'on prétend que l'on refait le souterrain, soit à Lizy-sur-Ourcq. Le soir arrive une calèche à deux chevaux, un envoyé de Bismarck qui vient tâter les esprits et se donne peut-être une mission qu'il n'a pas.

Il dit qu'un armistice est signé, que la Prusse ne reconnaît que l'impératrice et traite avec elle ; qu'on fera certifier par un vote général la cession de la Lorraine et de l'Alsace. Il parle au maire et à l'adjoint, puis à M. Prestat. Il est Français et s'appelle Régnier. Il a l'air d'un financier bouffi, et n'est sans doute qu'un émissaire, mi-espion, qui se donne une importance que personne ne lui a donnée.

M. Contentiné lui répond que le gouvernement tombé et le gouvernement actuel n'ont ni l'un ni l'autre sa sympathie, parce que tous deux nous ont abandonnés ; que nous vivons en petite République et que nous nous en trouvons fort bien. M. Prestat répond que l'impératrice s'est sauvée, que l'empereur s'est rendu, qu'on ne peut espérer que nous consentions à les reprendre, que si on les replace de suite, ils sont renversés le mois suivant ; qu'en ce moment, il n'y a qu'une opinion en France : désir de la paix, résolution à ne pas céder la Lorraine et l'Alsace, et de ne pas reprendre les Napoléon.

Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne).

22 septembre 1870.

Rien de bien neuf, toujours des passages de troupes. Le conseil décide que les bons seront émis jusqu'à concurrence de 25 000 F., que l'usine à gaz sera administrée par la ville – j'en suis nommé le gérant –, que les maisons abandonnées seront pourvues d'un gardien qui surveillera les militaires, etc. Cette dernière mesure me semble propre seulement à favoriser le sort de quelques Français, mais elle me semble engager beaucoup la ville, et je la combats énergiquement après la séance, à laquelle, à cause de mes fonctions pour les chevaux et transports, je ne puis assister qu'en partie. Le soir, repos relatif. Je vais avec M. Prestat voir les maires de Nogentel, Nesles et Thierry. Je suis convaincu que les chevaux sont bien partis de Nogentel, mais ont été volés en route, deux chevaux à M. Renard. Le soir, je dîne chez M. Henriot. On est encore fatigués et de mauvaise humeur, la magistrature debout se dispute en termes fort vifs. Chacun a les nerfs aiguisés par les Prussiens.

23 septembre 1870.

Je vais le matin à l'usine à gaz avec MM. Déhui et Lua. Nous constatons qu'il y a encore pour 42 jours de charbon. M. Fleury s'est sauvé. Le conseil d'administration a donné sa démission. Les ouvriers qui se sont installés, eux, leurs femmes et leurs enfants dans la maison, ne nous reçoivent qu'à moitié bien. Je montre les dents et tout rentre dans l'ordre. Je trouve à l'usine 33 tonnes de charbon. On en distille 800 kilos par jour. Il y a donc pour 40 jours de charbon. Il en existe 64 tonnes en gare, mais de moins bonne qualité. Je le fais de suite transporter à l'usine avec une autorisation du commandant d'étape. J'espère que le transport sera terminé demain soir.

À la mairie, toujours les mêmes ennuis. Le passage est peu important, mais il y a un peu de tout. À 9 heures le soir, grande demande de voitures : quatre voitures, « tout de suite immédiatement », pour des soldats. Nous en avons déjà expédié une dizaine le matin.

Nous allons trouver le commandant d'étape. Nous lui disons que nous pourrions avoir quatre voitures le lendemain matin, mais qu'il est impossible de les avoir le soir. Grande colère. Il n'y a rien d'impossible. Il faut trouver les voitures. Le commandant donne l'ordre au maire d'avoir toujours dix voitures prêtes, et il envoie des soldats les chercher. Il est le maître, donne des ordres et ne discute pas. Tout cela est dit moitié en français, moitié en allemand, et sur un ton et un air menaçant qui complètent les phrases inachevées. J'essaie d'abord, puis M. Prestat, de parler.

Nous nous retirons devant les dernières injonctions ; nous trouvons heureusement un soldat et un officier, honteux de la scène à laquelle ils ont assisté et dont nous étions les victimes. Ils parlent bien français et nous disent presque immédiatement qu'ils ne partiront que le lendemain matin, le plus tôt possible. Ils admettent 7 heures commeterme à tenir. Cela nous suffit.

Nesles-la-Montagne, arrondissement et canton de Château-Thierry (Aisne).

24 septembre 1870.

Splendide journée d'automne, comme les précédentes. Un peu de brouillard le matin. Soleil splendide, ciel sans nuages à partir de 7 heures. Soirées un peu fraîches, mais encore plus belles, s'il est possible, que les jours auxquels elles succèdent.

Le matin, le commandant d'étape écrit au maire pour lui demander une liste des chevaux et voitures qui existent dans l'arrondissement. Je réponds que, pour Château-Thierry, le maire n'en sait rien parce que beaucoup de chevaux et voitures sont partis lors de l'invasion et que la plupart de celles qui restent sont en réquisition ; que, pour les communes voisines, le maire n'a aucune autorité sur elles et qu'il ignore ce qu'il y avait avant la guerre, et ce qu'il y a maintenant ; que, du reste, ces communes, comme Château-Thierry, sont soumises à des réquisitions par les troupes qui passent. Je fais enfin remarquer que, jusqu'à présent, le service des voitures a été fait sans donner lieu à des réclamations fondées. Le commandant d'état-major vient à la mairie, il dit que si le service n'est pas mieux fait, il remplacera le maire par un préfet prussien. Notre cause est gagnée pour le moment.

Le commandant est un peu embarrassé. Il nous lit la dépêche qu'il a reçue. Les voitures et les chevaux doivent se rendre à Nanteuil pour transporter l'artillerie. Nous complétons la dépêche. C'est évidemment pour transporter l'artillerie qui arrivera par le chemin de fer, et que la destruction des souterrains arrêtera. Nous nous retirons en promettant une réponse dans deux heures. On convoque immédiatement le conseil municipal.

La discussion s'engage par M. Coutelier [sic.] qui dit qu'il faut fournir les voitures parce que le commandant d'étape pourra toujours se les procurer et que, si nous le laissons les prendre lui-même, il agira directement et sans aucune mesure sur la population. Le rôle des conseils municipaux est de servir de tampon. Il n'est pas le moment de faiblir parce que la réquisition est plus forte que toutes celles qui l'ont précédée. M. Mairet soutient la thèse inverse. Je dis aussi quelques mots. Il y a des contributions que nous devons acquitter, il y a des services que nous ne pouvons rendre. La limite à laquelle nous devons nous arrêter est impossible à fixer. Pour moi, en nous demandant de transporter de l'artillerie, on la dépasse. Nous prendrions ainsi une part directe à la guerre. Nous ne le devons pas, il faut refuser, et laisser faire les Prussiens.

Les conséquences peuvent être très dures pour nous. Il faut nous y soumettre et faire notre devoir. On vote. Il y a 16 membres du conseil. La question est résolue affirmativement par 9 oui, 6 non et un bulletin blanc [...]. Grande discussion après le vote. Arrivent MM. Carrier et Agron, ils auraient voté non. S'ils avaient été présents, la question n'eût sans doute pas été résolue dans le même sens. On arrive à l'exécution. Ici, nouvelles difficultés. Le maire ne voudrait pas agir comme sous préfet et, cependant, il est impossible d'avoir les chevaux si on ne les prend dans tout l'arrondissement. On se décide à faire le contingent de chaque canton, et à adresser une lettre aux maires de chefs-lieux en leur donnant copie de la réquisition, et en leur disant à quels chiffres on a fixé le contingent de leurs cantons. Deux membres de la commission doivent porter eux-

mêmes les lettres. On veut envoyer certaines personnes ayant voté non, elles refusent. Leur refus donnant lieu à de nouvelles discussions, tout se passe convenablement malgré quelques mots un peu vifs et, à la fin les oui se chargent seuls de l'exécution.

Pour moi, c'est là le premier terme de la prussification et c'est pour cela que j'ai conseillé de refuser, et que je n'ai pas voulu prendre part à l'exécution. Non seulement on nous utilise directement contre la France dans la guerre actuelle, mais encore, on nous amènera à réorganiser l'arrondissement, et des fonctionnaires ne tenant leur pouvoir que de la crainte qu'inspirent les Prussiens s'en vont de Château-Thierry dans les quatre cantons faire exécuter les ordres du commandant d'étape. Je sais qu'il est bien grave de refuser une réquisition. Il y a des raisons de même force à donner pour le oui et le non ; et je me rappelle cette pensée qu'en temps de révolution, le plus difficile n'est pas de faire son devoir, mais de savoir en quoi il consiste. Dans la journée, je vois arriver la jument d'Ernest fourbue et boiteuse. Je la mets à l'Éléphant et la fait examiner par M. Colin. On la saigne et on la baigne. Je déjeune chez Gérard et dîne chez Meriost.

27 septembre 1870.

Il n'arrive que sept voitures pour la grande réquisition. Le canton de Condé promet son contingent. Celui de Charly également. Château-Thierry donne l'exemple. Mais le commandant d'étape de Neuilly répond qu'il garde les voitures du canton, et le conseil municipal de Fère répond que les réquisitions antérieures l'ont épuisé et qu'il ne peut fournir les voitures (ce qui est absolument faux ; Fère et Condé sont très peu éprouvés ; ils ont eu à supporter à peine un passage). Dans la journée, les voitures les plus proches arrivent peu à peu. Il y en a treize le soir, il en arrive encore sept, puis viennent seize.

Ces dernières viennent de Coigny où les Prussiens ont fait une rafle complète de tout ce qui se trouvait dans les champs (Coigny est du canton de Fère).

Ils ont pris les chevaux, les hommes et les voitures, tels quels. Quelques-uns arrivent sans même avoir mangé, d'autres embarrassés et en sabots, quelques-uns pleurant.

Nous les nourrissons et les consolons de notre mieux. La colère commence à s'emparer de tous. On ne nous donnera donc pas de fusils, disent certains qui, il y a huit jours seulement, se seraient sauvés à l'idée de se battre.

28 septembre 1870.

Le matin, j'arrive à 8 heures à la mairie, j'y vois une quarantaine de voitures.

J'apprends la rafle de la nuit précédente à Coigny. Quinet part vers 9 heures pour Nanteuil. M. Prestat et moi, nous décidons à aller à Nanteuil pour voir ce que deviennent les voituriers. Nous distribuons sur notre passage l'avis du commandant d'étape disant qu'une amende de 1875 F. sera frappée sur la commune où l'on aura coupé les fils télégraphiques. Nous trouvons les voituriers campés à Nanteuil entre la Marne et le chemin de fer. Ils n'ont rien pris en dehors du pain et du saucisson que nous leur avons donnés le matin à Château-Thierry. Il y en a quelques uns de gris.

D'autres sont abattus. Tous se plaignent vivement à nous comme si nous étions la cause de leurs malheurs. Je les organise par canton. Chaque canton est représenté par un chef que j'emmène avec moi afin que je constitue les hommes de sa brigade. Je les emmène chez le maire de Nanteuil dont l'adjoint nous promet très chaleureusement son concours. Nous disons que Château-Thierry répond de la nourriture donnée à ses hommes. M. Prestat qui, pendant ce temps, est allé courir avec le commandant prussien,

revient de suite dire que le lendemain les voitures et leurs chevaux seront fournis par l'armée prussienne. Nous sommes donc tranquilles de ce côté.

Nous distribuons nos affiches et nous repartons pour La Ferté où nous arrivons à 6 heures et demie. Papa dîne chez M. Gratiot où nous nous installons jusqu'à l'heure du coucher. Les voituriers n'avaient pas eu l'idée de s'organiser ni de demander à manger à Nanteuil pour eux et leurs chevaux. L'apathie générale, le manque d'initiative sont extraordinaires. La guerre n'a pu encore nous faire sortir de l'état de torpeur dans lequel nous avait plongés le régime impérial. M. Gratiot nous dit à dîner que le personnage qui s'est donné à Château-Thierry pour M. Régnier n'est autre que le général Fleury.

Arrondissement de Château-Thierry, canton de Fère-en-Tardenois.
Nanteuil-Notre-Dame, canton de Fère-en-Tardenois

29 septembre 1870.

Nous allons le matin à la mairie de La Ferté. On vient de faire dans le canton une forte réquisition de chevaux (150) et voitures (60), plus une réquisition de 30 quintaux de farine et de 30 quintaux d'avoine par jour que le maire de chaque commune doit accompagner lui-même à Clain. Papa fait lui-même la distribution des charges entre les différentes communes. La mairie fonctionne bien, quoique 15 à 18 personnes soient dans la même salle et s'occupent toutes de tout. On gagnerait beaucoup en divisant le travail. Nous repartons à une heure. À Nanteuil, on nous apprend que nos hommes sont à Nogent. Ils n'ont reçu la veille pour 14 que 18 kilos de pain que M. Girardot n'a pu se procurer qu'en envoyant à Sancy. Nous arrivons à Nogent à 3 heures et demie.

Nos voitures sont gardées à vue par des factionnaires. Ils n'ont encore rien mangé depuis le matin. Ils se plaignent amèrement de la position où ils se trouvent et, plus encore peut-être, du jeûne qu'on impose à leurs chevaux. Certains d'entre eux sont des fermiers aisés qui ont mieux aimé venir pour soigner leurs chevaux que de les confier à un domestique qui les eût peut-être abandonnés. Ils ont l'air de ne pas sentir ce que peut avoir d'humiliant l'obligation de servir dans l'armée prussienne contre son propre pays. Ils se préoccupent surtout de leurs chevaux et de la perte matérielle qu'ils pourront éprouver. Ils comptent pour rien les humiliations, et quand je dis à quelques-uns des plus exaspérés qu'ils n'ont qu'à se sauver et aller s'engager pour se venger, leur colère tombe, ils ne veulent pas se battre, ils préfèrent leur métier actuel à celui de soldat. Nous allons trouver l'officier qui commande ce convoi. Il parle bien français et nous reçoit poliment. Il regrette de ne pouvoir donner à manger à nos hommes, et sera très heureux que nous nous en chargions. Il pourra y pourvoir dans quelques jours. M. Prestat le remercie, trop chaudement selon moi, de l'espoir qu'il nous donne. Il a 200 hommes sous ses ordres qu'il nourrit, il pourrait bien nourrir les 54 nôtres. Il ne leur donne rien et les fait garder à vue pour qu'ils ne se sauvent pas, les empêchant en même temps ainsi d'aller chercher à manger, c'est de la froide cruauté.

Nous allons trouver le maire et les adjoints de Nogent. Quand ils apprennent l'objet de notre visite, ils se récrient et disent que Nogent est déjà ruiné et qu'il leur est impossible de nourrir 50 hommes. Nous disons que Château-Thierry paiera, cela ne leur suffit pas, nous leur faisons des remontrances quasi-menaçantes ; à la fin, ils comprennent tout ce que leur refus a d'odieux, et ils nous disent qu'ils nous donneront ce qui est nécessaire mais, en partant, ils exigent que nous leur donnions l'engagement écrit dont nous leur avons parlé. Nous allons chez le boulanger et chez le boucher, où des scènes analogues à celle du conseil municipal se reproduisent.

Il n'y a plus chez ces pauvres gens qu'un seul sentiment, la crainte. Quand nous nous adressons à eux en invoquant le patriotisme et l'humanité, ils refusent, si nous menaçons, ils cèdent. Quel triste abaissement de tous les caractères. Ces gens ont tremblé pendant vingt ans sous le régime impérial, c'est leur excuse. Nous donnons aux charretiers du pain, du vin, de la viande. Nous leur achetons deux grandes marmites. Ils nous remercient et nous nous séparons. Au moment où nous quittons le camp, d'autres charretiers arrivent vers nous, ils sont de Reims et de Coulommiers.

Eux non plus n'ont rien eu à manger de la journée. Nous retournons en ville et leur faisons donner du pain, dont ils sont obligés de se contenter, car il fait déjà nuit et nous ne pourrions plus nous procurer ni vin ni viande. Nous arrivons à Château-Thierry à 8 heures du soir.

30 septembre 1870.

Nous racontons au conseil municipal la position dans laquelle nous avons trouvé les charretiers de l'arrondissement et nous demandons : 1°) de leur donner, au nom de l'arrondissement, une délégation régulière pour prendre des vivres sur leur passage ; 2°) de leur acheter et de leur porter des cabans ou vareuses dans lesquels ils s'envelopperaient pour passer la nuit. Longue discussion, dans laquelle le maire fait observer que les finances de la ville sont bien obérées et qu'en tout cas le conseil ne peut prendre de décision qu'en ce qui concerne la commune. M. Mairet interrompt son étude des dialogues allemands pour faire une discussion sur les droits des belligérants, et établir que celui qui a acquis les hommes et les chevaux doit légalement se charger de leur nourriture, que le prince de Prusse qu'il a logé serait certainement de cet avis, etc., etc. Il parlerait peut-être encore si Drouet ne s'était laissé à la traverse, sans doute pour que chacun pût se convaincre qu'il était encore à Château-Thierry. Il veut qu'on s'adresse au commandant d'étape qui, certainement, prendra en main la cause de nos compatriotes. Il parle longtemps sans rien dire, fatigue tout le monde, et se rassoit en disant qu'au fond il est de l'avis général. On décide qu'on se chargera de l'achat des voitures, et qu'on leur donnera le pouvoir de délivrer des quittances pour les vivres, au nom de la ville de Château-Thierry. On décide en outre qu'on leur portera le jour même deux marmites et des cabans. Je me charge de la course avec M. Prestat. Nous pouvons à grand peine partir à 4 heures avec 2 marmites et 31 limousins. Nous arrivons à 5 heures et demie à Nogent. Nos hommes n'ont encore reçu qu'une demie-livre de pain. Nous leur distribuons des vêtements et, en outre, du pain, du vin, de la viande. Les conseillers de Nogent se montrent cette fois très complaisants. Nous revoyons l'officier qui est toujours aussi aimable, et qui nous promet de la façon la plus gracieuse de veiller à ce qu'à l'avenir nos hommes reçoivent de la nourriture. Je ne sais ce qui me cause le plus de haine, de l'indifférence courtoise de cet Allemand ou de l'égoïsme des gens de Nogent qui, sans nous, eussent laissé mourir de faim à leurs portes 50 charretiers, non seulement français, mais de l'arrondissement même dont ils font eux-mêmes partie.

Quatre charretiers se sont sauvés, dont un jeune homme de 18 ans que je rencontre et qui ne sait où se coucher car on a menacé de fusiller les fuyards. Je tâche de l'arrêter un peu, et lui offre de lui donner les moyens d'aller rejoindre l'armée s'il veut aller se battre. Il refuse en riant un peu honteusement, comme un homme qui a conscience de sa lâcheté, qui en rougit encore un peu à l'occasion, mais qui est bien décidé à supporter toutes les misères et toutes les humiliations pourvu qu'il ne soit pas soldat.

Médecin à La Ferté-sous-Jouarre, Ernest Gratiot est un ami de la famille Jozon.

Berthe.

Officier subalterne aux Spahis en Algérie puis aide de camp du Prince-Président, le général Fleury est nommé premier écuyer de l'empereur dès décembre 1852 et devient général de brigade en 1856. Son dévouement à l'empereur lors de la campagne d'Italie lui vaut d'être promu grand officier de la légion d'honneur

1er octobre 1870.

Malgré le chemin de fer qui marche jusqu'à Nanteuil depuis deux jours et sur lequel passent force trains de toute nature, on continue à nous réclamer des voitures, et les passages de troupes ne diminuent pas. Nogent et Nanteuil sont accablés, et il y a aujourd'hui à Château-Thierry près de 2 000 hommes, y compris la garnison qui est d'environ 500 hommes. La poste m'a quitté heureusement depuis hier. L'officier est parti sans me voir. Ma salle à manger et mon salon sont présentables. Je les fais laver.

Il n'y a pas de dégâts sérieux.

2 octobre 1870.

Il y a dans l'armée ennemie des marches et des contremarches grâce auxquelles plus de 4 000 hommes viennent demander à être logés et nourris à Château-Thierry. Grand branle-bas à la mairie. Ce pauvre M. de Gerbois perd la tête. Les réquisitions de voitures deviennent de plus en plus difficiles. Les gens requis refusent carrément, ou font sauver leurs chevaux. Nous parvenons cependant encore à fournir les voitures demandées sans toucher ni aux chevaux des bouchers, ni à ceux des médecins. M. Lua est toujours à la mairie. Je cause longuement avec lui. Nous formons le projet d'aller à Troyes où demeure son père, en passant soit par Nogent où est mon oncle, soit par Méry-sur-Seine où est son frère.

On fait courir des bruits absurdes sur de prétendues grandes victoires que nous aurions remportées près de Paris. La population commence à s'exaspérer. Plusieurs menaces ont été faites de part et d'autre. Le forgeron M. Daville s'est querellé avec des Prussiens qui ne voulaient lui donner que 2 F. quand il en voulait 4. Ils l'ont pris Pierre Jozon (1798-1882), l'un des frères aînés de Dominique Jozon, est fermier à La Chapelle, près de Nogent-sur-Seine.

Ils les ont pris au collet, il les a frappés. Ils ont répondu par des coups de sabre, peu dangereux heureusement. Il est parvenu à se sauver. Le commandant d'étape a donné raison à ses soldats et demande qu'on lui livre le blessé.

Le soir, je fais part de mes intentions à mes compagnons de table (le procureur M. Prestat, un juge et le substitut, tous jeunes). Mon intervention est accueillie par un silence glacial, pas un mot d'encouragement, ni de blâme. Je leur dis que je me suis réservé jusqu'au lendemain midi pour réfléchir. Nous parlons d'autre chose. La fuite de MM. Dequin et Vignolet est connue en ville, et produit un mauvais effet.

3 octobre 1870.

Les troupes défilent depuis 6 heures jusqu'à 8 heures en jouant de la musique et en chantant. On dit que c'est l'armée qui vient de prendre Toul. Elle est fraîche et bien disposée. Les hommes sont grands et forts. La discipline semble un peu relâchée. Le soir, dans les rues, il y avait hier beaucoup d'hommes à peu près gris. Ils n'attaquaient pas les passants qui, du reste, étaient peu nombreux.

Je paie à ma bonne son mois d'août et je lui laisse un peu d'argent. Il ne me reste que 146 F., avec lesquels j'ai suffisamment pour aller jusqu'à Troyes.

Je crains d'être arrêté par les Prussiens et dépouillé par eux de ce que j'emporte, surtout s'ils viennent à savoir mes intentions, sinon d'engagement du moins de départ.

Je prends un bon pantalon, mon gilet et ma veste mouchetée, mon paletot d'hiver et mon manteau d'été. Je vois à midi M. Lua, il est décidé à partir. Nous faisons nos préparatifs. Il est convenu que nous irons à Troyes, en passant par Montmirail et Sézanne. M. Prestat nous offre de nous conduire en voiture jusqu'à Montmirail.

J'apprends mon départ à quelques personnes qui sont un peu étonnées et essaient tous, vainement, de me retenir. M. Maillier consent d'une façon très convenable à me remettre des lettres pour les notaires de Montmirail et de Sézanne. M. de Gerbois ne consent à signer mon laissez-passer que lorsqu'il sait que je vais m'engager. Il me serre la main et pleure presque en me disant adieu. Je remets la liste de mes valeurs et de mes dettes à M. Prestat qui se charge de fournir le nécessaire à ma bonne pendant 3 mois, terme de mon loyer. Je dîne avec MM. Gaillard et Paysant qui me font toutes sortes de souhaits de bon retour. »



(source Internet)

FERD. LEGRIS

LES PRUSSIENS

INTRODUCTION DE

1870-1871



SOUVENIRS

SUR LEUR SÉJOUR A LAGNY (SEINE-ET-MARNE)

ET DANS SES ENVIRONS

Ab uno disce omnes.

MEUX

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DE A. COCHET

16, PLACE SAINT-ÉTIENNE, 16

1871

INTRODUCTION

Redire à la postérité les maux et les misères que nous a fait endurer la soldatesque du roi Guillaume, tel est notre devoir à nous qui n'avons pu la combattre les armes à la main, et, afin que les enfants à naître maudissent à jamais la nation prussienne qui fait la guerre comme la faisait Attila, il faut que les jeunes mères bercent leurs chérubins en jurant haine à la Prusse, il faut que la jeunesse entière à venir soit toujours prête à ceindre l'épée pour venger et la mort de ses aïeux et l'horrible pillage de la maison de ses pères.

Vous qui lirez mes notes, vous ne saurez point encore la vérité, parce que vous n'aurez point vu. Une plume ne sait être un pinceau et ne peut retracer avec fidélité des faits repoussants d'horreur.

Ah! combien nous avons pleuré en voyant ces hordes sauvages devenues nos maîtres absolus! Combien nous avons gémi sous le joug de cette impitoyable milice qui ne savait respecter notre douleur qu'en se riant de nos maux! Cependant en face du courage déployé par quelques braves qui n'ont pas craint la présence de cet orgueilleux ennemi, nos larmes ont cessé de couler pour donner place à une sourde et juste colère. Honneur donc à ces hommes dont la fermeté n'a point failli! Honneur à ceux-là qui ont su montrer aux Allemands qu'avant tout ils étaient Français!

On dira que Paris avait besoin de grandes forces, de forces redoutables, ceci est vrai, mais je répondrai à cette allégation fournie par les pusillanimes, qu'il fallait d'abord penser à employer tous moyens pour entraver la marche de nos ennemis, et que ceux-là n'y ont jamais songé, leur principal souci étant de sauvegarder leur petite existence. Qu'ils le sachent bien, leur présence nous fit défaut, il est certain qu'elle eût empêché le terrible pillage que notre bon vouloir ne pouvait défendre.

Je sais qu'il ne m'appartient pas de livrer à la réprobation tous ceux que la peur a forcé de quitter Lagny, et je veux encore moins le faire sachant que la peur engendre souvent des fautes irréparables, cependant il m'est bien permis de dire qu'il est des hommes qui devaient rester et mourir à leur poste, s'il l'eût fallu, mais en fait d'exemple ils ont montré celui de la fuite.

Ainsi sur vingt-trois conseillers municipaux, MM. Bonnet, maire, Desgeans, Dupin, Lesseur et Decœur aîné, membres du conseil, sont les seuls qui aient attendu de pied ferme l'irruption étrangère.

Ils ne savaient pas, ces fuyards qui avaient sollicité par force démarches d'être élus au conseil, ils ignoraient sans doute la responsabilité qu'ils assumaient! Que diront-ils à leurs administrés lorsque ceux-ci demanderont

compte de leur gestion? Qu'auront-ils à répondre quand on leur demandera quels ont été les motifs de leur conduite? Il y en aura peut-être qui seront assez courageux pour inventer quelque fable à leur avantage! Qu'y faire? la vie humaine est parfois si absurde qu'à peine nous pouvons la comprendre; les grands cœurs restent méconnus, les nobles dévouements demeurent dans l'oubli pour faire parader l'orgueil et l'arrogance, aussi est-ce pour cela que je laisse à d'autres la louange et la critique.

Mon but n'étant que de rapporter des faits qui se sont déroulés sous mes yeux, le lecteur me pardonnera quelques diversions nécessaires au complément de mon travail et qui prouve-

ront qu'il n'est pas toujours facile de voiler sa pensée surtout quand l'âme est ulcérée.

Assurément cet ouvrage ne sera pas une histoire, encore moins un roman, mais un récit journalier de ce que j'aurai vu, lu ou entendu, et je suis persuadé qu'il enflammera toutes les poitrines d'une juste indignation. Il faut que les auteurs de nos calamités soient mis au banc de l'histoire, et c'est à cela que tendront mes efforts dans la mesure de mes faibles talents, il est vrai, car je ne puis me dissimuler que la tâche que je m'impose est ardue, même au-dessus de mes forces; mais ceux qui me liront, j'en ai l'espoir, m'accorderont l'indulgence que je viens à l'avance solliciter de leur générosité.

CHAPITRE PREMIER.

Description topographique de Lagny. — 4 septembre. — Evite des habitants. — Troupes françaises. — Corps francs. — On fait sauter les deux ponts qui relient les deux rives de la Marne à Lagny. — Dégâts causés par les explosions.

Afin de mieux saisir les faits que je viens rapporter, il est urgent que le lecteur connaisse la situation topographique de la petite ville de Lagny.

Cette ville de 3,700 âmes environ, assise sur la rive gauche de la Marne, est séparée de Paris par une distance de 28 kilomètres, et fait partie de l'arrondissement de Meaux, comme chef-lieu d'un canton de Seine-et-Marne.

Plusieurs petits villages la circonscrivent au milieu de jolies collines d'une beauté romanesque. Partout des haies, des enclos, des arbres en parcs, des ifs taillés, aussi quelques murailles granitiques tapissées de lierre ou de vigne, partout des chaumières, des châteaux et des chalets entourés de bosquets et surtout d'arbres fruitiers qui pendant les belles saisons, lorsqu'ils sont couverts de fleurs, ou quand les fruits commencent à mûrir, égaient les regards du voyageur; en un mot, rien ne laisse à désirer au pittoresque de la nature, tout est beau.

C'est le chemin de fer de Paris à Strasbourg qui amène l'étranger dans nos parages, quand un train de voyageurs s'arrête à la gare dont la construction est établie sur le territoire d'un village portant le nom de Thorigny.

En quittant l'embarcadère on tombe sur une rue longée à gauche par les maisons de Thorigny et à droite par des habitations appartenant à la commune de Pomponne; les quelques maisons que l'on voit sont presque toutes des magasins dévolus au commerce et à l'industrie. Au bout de cette rue se trouve la Marne dont les berges sont des verdoyants remparts et forment des belles promenades.

Ce fleuve, large de cinquante à soixante mètres, coule silencieusement; ses eaux brillantes qui ressemblent à une longue lame d'argent vont briser leurs vagues légères contre les deux arches sur lesquelles repose la massive construction en fonte d'un pont qui transporte à Lagny.

A cinq cents mètres à peu près sur la droite, on aperçoit un autre pont; celui-là maçonné avec

des moellons et de la blocaille repose également sur deux arches. Au delà on découvre une plaine parsemée d'arbres et resserrée par des collines, puis devant soi on a un pêle-mêle de maisons recouvertes de tuiles rouges ou d'ardoises qui, aux rayons de soleil reflètent mille éclats.

Dès que l'on a franchi le pont en fer, on entre dans notre cité par une rue étroite et pavée de cailloux, comme presque toutes les rues de la ville, c'est celle du chemin de fer. Là repose tout le commerce de Lagny, ainsi que dans la rue des Marchés, en face de la précédente et sur la place de la fontaine; de chaque côté on voit des épiceries, des fruiteries, des chapelleries, des hôtels, des cafés, des auberges, des magasins de chaussures, etc., etc.

La rue du Chemin de fer aboutit sur celles de Saint-Denis et du Pont-Neuf; la première que l'on prend à gauche conduit à la route de Meaux et l'autre finit sur la rue Jacques-Lepaire, qui, d'un côté correspond au pont en pierre, et à gauche va joindre la rue de Melun, peuplée par des propriétaires de chalets ou par des maraichers dont l'occupation est adonnée à la culture de beaux et grands jardins.

Les rues Jacques-Lepaire, du Pont-neuf et de Saint-Denis sont bordées de jolies maisons bourgeoises, on y admire des chalets environnées de pelouses et de bosquets; c'est à peine si, dans ces rues, on rencontre quelques rares magasins de commerce.

Pour aller sur la place de la fontaine il faut monter la rue des marchés. Là, rien d'extraordinaire, sinon quelques vieilles et hautes masures, une ancienne fontaine composée d'un large bassin en pierre toujours plein d'une eau claire et limpide lancée par quatre tuyaux; trois de ces jets atterrissent à un granit dans lequel est incrustée une plaque de marbre noir portant la date de sa restauration, qui eut lieu en 1807.

La place de la fontaine est coupée par les rues de l'Hôtel-de-Ville à gauche, et Vacheresse à droite.

La première donne sur une place du même nom que la rue; quand on s'y engage, devant soi est l'église, monument écrasé dont la façade très-vulgaire date de 1847; cependant ses fondations sont d'un temps plus reculé, car, à l'exception de la façade, l'église entière est le chœur d'un édifice commencé au quatorzième siècle et qui n'a pas été continué.

L'église paroissiale est soutenue par le presbytère d'un côté, d'un autre et à gauche elle est appuyée à la caserne de gendarmerie dont les larges couloirs dénotent une ancienne abbaye; la caserne attient elle-même à la mairie, vieux bâtiment sans élégance et sans forme, longé par une ruelle conduisant à une grande et vaste maison désignée encore sous le nom d'abbaye.

Ce sont là les seuls vestiges d'un ancien monastère fondé au septième siècle par saint Furcy, gentilhomme écossais. Cependant comme débris de cette abbaye, on voit encore sur la place de la Fontaine une maison dont la toiture et un beau portail gothique sont les restes d'une grande chapelle. Cet immeuble appartient aujourd'hui à un restaurateur qui a nommé son établissement : *Hôtel de Saint-Furcy*. La nef et ses ailes sont des écuries au-dessus desquelles existe une grande salle de danse ou de spectacle recouverte par des greniers.

La rue de l'Hôtel-de-ville se continue à droite de la place et va perdre son nom sur la rue de Laval. Celle-ci est peuplée par des jolies villas environnées de kiosques, bosquets, massifs et pelouses, et, ainsi que la rue Saint-Denis, elle conduit à la route de Meaux.

Pour visiter la rue Saint-Laurent, on revient sur la place de la Fontaine, on laisse la rue Vacheresse, rue tranquille et bourgeoise donnant sur la route de Melun, après avoir longé la place d'Armes, remarquable par son bel encadrement de deux rangées de tilleuls.

D'abord étroite, rapide et tortueuse jusqu'au moment où elle coupe le boulevard Charpentier, tombant à gauche sur la rue de Laval et à droite sur celle de Melun, la rue Saint-Laurent s'élargit, puis, par une pente assez douce va finir sur les routes de Tournan et de Ferrières.

C'est dans cette rue que se trouve la maison d'éducation des frères de Sion, maison facile à reconnaître par deux gigantesques peupliers hauts de plus de cent mètres qui sont plantés de chaque côté de la grille d'entrée.

Tous les parages que je viens de citer sont ma-

gnifiques, les jardins superbes et les habitations de première élégance. Dans cette région, nulle trace de commerce, car c'est là que se cache la paisible existence du bourgeois.

Une fois que l'on a gravi cette rue et si l'on s'arrête indistinctement sur les routes de Ferrières ou de Tournan, un admirable panorama s'offre aux regards ébahis.

La vallée où serpente la Marne s'élargit et forme un immense tapis de verdure rafraîchi par les continuelles irrigations de cette rivière; à droite, à gauche, partout des collines boisées; çà et là des maisons de campagne qui s'élèvent sur le faite ou sur le versant de ces collines bizarrement colorées par les milliers d'arbres qui les décorent. En un mot, Lagny, autrefois place fortifiée et dont les fortifications ont été converties en promenades publiques qui emplissent les fossés et couronnent les restes de fortifications, Lagny, dis-je, présente avec ses environs, un des plus beaux sites de France.

Il est évident que l'existence de notre ville se perd dans la nuit des temps; car, dans ses notices historiques sur les foires de Champagne, M. Bourquelot nous dit que la fondation de celles de Barsur-Aube, Provins et Lagny est attribuée à Charles-le-Chauve.

Il est évident aussi que notre ville était importante, puisque, suivant le même auteur, ces foires, surtout celles de Provins et Lagny, avaient une grande animation commerciale; outre la France entière, la Flandre, le Brabant, le Hainaut, la Hollande, l'Angleterre, l'Ecosse, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, l'Orient même, envoyaient leurs produits à ces foires qui duraient six semaines.

Les revenus des foires de Lagny appartenant au monastère de Saint-Pierre.

C'est au treizième siècle, sous les comtes-rois de Navarre qu'elles prirent de la décadence, et cela, parce que des privilèges furent donnés à celles du midi, parce que la guerre de Cent Ans entrava toutes les branches commerciales; aussi depuis 1399 on ne trouva plus que les marchés périodiques qui se sont conservés pour l'écoulement des produits spéciaux.

Outre nos marchés hebdomadaires qui se tiennent le vendredi, nous n'avons plus que ceux des 3 février, 1^{er} dimanche de juillet et 30 novembre, jour de la Saint-Barthélemy.

D'après la vague description que l'on vient de lire, on peut avoir une idée approximative de

l'ensemble de Lagny, et de plus longs détails, que la suite nous fera connaître, auraient été fastidieux.

On trouvera peut-être ceux qui précèdent par trop longs, je le prévois; mais qu'on se le rappelle, osons l'avouer tout bas, si nous en avons le courage, qu'on se le dise bel et bien : nous, Français, nous ne connaissons pas assez notre propre pays, et, malheureusement pour nous, les lourdauds de Prussiens nous ont appris qu'ils possédaient mieux que nous la situation topographique de nos villes et villages. Ils nous ont parfaitement montré que telle ou telle route conduisait à tel ou tel endroit, que tel ou tel chemin vicinal touchait à tel ou tel hameau.

C'est dur à confesser, mais c'est la vérité.

On va jusqu'à dire que de simples soldats indiquèrent à des Français leur chemin.

Il est certain que tous les officiers allemands et qu'une majeure partie des soldats connaissaient le plus petit village, la moindre ferme, et surtout les châteaux. Ce qui mieux est, c'est qu'ils avaient des renseignements très-concis sur les propriétaires. Arrivaient-ils quelque part, qu'ils disaient les ressources des lieux où ils se trouvaient.

Nous devons donc profiter de la leçon.

Il eût été superflu de rapporter ce qui s'était passé antérieurement à la journée du 4 septembre, puisque c'est de ce jour, époque malheureuse que la France ne pourra jamais laisser dans l'oubli, c'est de ce 4 septembre 1870 que date le désarroi qui a été la source des maux qui ont assailli notre patrie.

Ce jour-là ne sympathisait point avec nos pensées, car, dès l'aube, le soleil était radieux, tandis que les esprits étaient plongés dans un sombre abattement; et, durant toute la journée, la lueur ardente d'un soleil tropical, au lieu de ranimer les courages presque anéantis, ne servit qu'à rendre l'accablement plus léthargique.

En vain le cri d'alarme planait sur la France entière : chez nous, il ne produisit que l'effet d'un glas funèbre; seul, le frisson de la peur répondit à ce cri suprême.

Et pourtant, l'énergie devait se réveiller en ce jour critique! Et pourtant, une heure solennelle avait retenti comme les vibrations de la foudre!

Ah! c'est que nous n'avions connu jusqu'alors des secousses aussi aiguës! Nos malheurs étaient si grands, nos blessures si profondes, que de là

naissait l'affreuse apathie qui minait tous les cœurs!

Le 4 septembre était un dimanche, et, à huit heures du matin, les cloches de l'église conviaient les fidèles à la prière quand une commission se réunissait dans une des salles de la mairie, à l'effet de nommer le commandant de la garde nationale.

Après une discussion assez envenimée concernant la candidature de M. le général Chirac, que certains membres ne voulaient point accepter sous le prétexte qu'il avait servi la Belgique, un conseiller municipal de Lagny, capitaine d'une compagnie de la garde nationale, demanda l'autorisation de lire les nouvelles contenues dans un journal qu'on lui apportait.

Tristes nouvelles! elles nous apprenaient les désastres de Sedan!

Tous les cœurs furent serrés comme dans un étou, les sanglots gonflèrent toutes les poitrines en écoutant cette lecture; puis, ce cataclysme se répandit dans la ville avec la promptitude de l'électricité.

Il était donc vrai que les Prussiens allaient encore envahir notre pauvre petite ville, et cette unique pensée amenait une profonde consternation sur toutes les physionomies.

Cependant, quelques hardis champions parlaient hautement d'une résistance désespérée; mais, en revanche, on ne pouvait compter ceux qui ne songeaient qu'à fuir.

« Allons donc! disaient ceux-ci, que ferons-nous contre ces farouches ennemis? Quittons Lagny! Partons vite; c'est le plus sage parti que nous ayons à prendre. »

Tout le monde alors de courir les rues; chacun veut avoir une voiture pour emporter à la capitale ce que l'on a de précieux. Les chariots, voire même les tombereaux, sont loués à des prix fabuleux.

Le soir arrivé, les retardataires ne peuvent trouver un seul cheval; ils s'adressent au chemin de fer, dont les trains ne viennent plus que depuis Meaux. Mais l'administration ne veut recevoir que des colis accompagnant les voyageurs.

Dieu, quel désappointement! Les pleurs et les gémissements font chorus; on est perdu!

Un des derniers trains, celui de huit heures du soir, se comble de voyageurs, tels emportant déjà quelques ballots faits à la hâte, tels autres allant chercher à Paris des voitures qu'il leur faudra à n'importe quel prix.

C'était bien là le résultat d'une panique désordonnée, sans calcul, qui, du 25 août au 1^{er} septembre, avait pris une telle recrudescence, qu'à la fin elle avait dégénéré en terreur vertigineuse.

Depuis Freschwiller, les journaux n'avaient su nous apprendre que revers et défaites; aussi, les lecteurs acharnés des mauvaises nouvelles avaient-ils résolu de braver le danger en l'évitant. C'est alors que, tous les jours, on avait vu les routes couvertes de voitures surchargées de meubles.

Mais voilà que, le 1^{er} septembre, on répète qu'un grand coup se préparait; notez que c'était la journée de Sedan, dont on ignorait les désastres. Le maréchal de Mac-Mahon occupait les environs du camp de Châlons, ainsi que la vallée des Argonnes, avec des forces formidables. Heureux augure! Infailliblement, il allait culbuter, anéantir les armées prussiennes, et, pendant trois jours, on revient à l'espoir. Les francs-fileurs eux-mêmes sont les premiers à prôner victoire. Pendant trois jours, on se berce dans les plus folles illusions; on abandonnait tous projets de fuite.

Mais les malheurs de Sedan vinrent tomber au milieu de nous comme une douche de glace.

Avec un pareil cataclysme, l'Empire s'écroulait, écrasé sous le poids du mépris public; Paris acclamait la République.

On prêtait au nouveau Gouvernement des ordres sévères, tels que ceux prescrivant aux habitants de la banlieue d'avoir à se réfugier au plus vite dans Paris avec bestiaux, voitures, fourrages et grains. On disait même qu'il était enjoint de brûler les grains et les fourrages que l'on ne pourrait emmener, afin que l'envahisseur ne pût profiter de nos vivres; et tout le monde se hâta de se conformer à ces ordres plus ou moins fondés.

Autre argument plus explicite: c'est que, dans ses rapports journaliers, la presse racontait des faits inouïs de vandalisme commis par les Prussiens lorsqu'ils pénétraient dans une localité. Vols, assassinats, viols, tous les crimes en un mot, y étaient dépeints sous les formes les plus raffinées.

Cependant, malgré la frayeur dont tous les esprits étaient saisis, on se laissait aller à la certitude d'un revirement meilleur.

Nul ne voulait pardonner à l'empereur d'hier les malheurs dans lesquels son imprudence nous avait lancés; son dernier prestige était perdu, et la jeune République de 1870, copiant celle de

1793, osait affirmer qu'elle serait maîtresse des hordes allemandes si elles voulaient ne point écouter la voix de l'humanité. On voulait espérer que de la démocratie surgirait quelque nouveau génie qui, sous peu de temps, expulserait l'étranger du sol de notre chère France.

Mais ne devançons pas les événements; suivons-les, afin de savoir ce qu'il en advint.

Les journaux qui nous arrivèrent à sept heures et demie du soir furent lus avec une fébrile avidité; chaque ligne nous porta la mort dans l'âme.

Les sicaires du Nord approchaient à pas de géant; rien n'arrêtait leur marche envahissante.

Ensuite, des groupes se formèrent.

Tout le monde était accablé par la tristesse et l'anxiété.

On se consultait à voix étouffée.

Quelques-uns, animés par une bravoure plus que chancelante, juraient qu'ils resteraient à Lagny.

Mais les timorés, en plus grand nombre, — chose triste à redire, — les timorés, dis-je, l'emportèrent.

Dès lors, il fut convenu que l'on quitterait la ville, dans la crainte que MM. les Allemands n'emmenassent aux tranchées les hommes valides.

« Il vaut mieux, s'écriaient-ils, exposer sa vie devant une balle prussienne, en combattant dans les rangs de la garde nationale de Paris, que d'offrir sa poitrine au plomb français. »

Ils disaient vrai, ceux qui parlaient ainsi; mais, je le répète, pourquoi a-t-on montré tant de nonchalance? pourquoi a-t-on préféré risquer la fuite à une résistance?

Parce que l'on croyait l'armée régulière assez nombreuse en combattants, et surtout parce que le bien-être avait amolli presque tous les cœurs.

On dit que la nuit porte conseil; certes, ce ne fut pas celle du 5 septembre, car, le lendemain, tout le monde était encore plus triste et plus abattu que la veille.

Les voisins craignaient de s'adresser la parole.

On redoutait les mauvaises nouvelles.

Lagny présentait l'aspect d'un vrai labyrinthe; ainsi que déjà je l'ai dit, partout on ne voyait que voitures chargées de meubles, les routes étaient jonchées de chariots et de troupeaux allant à Paris.

Les abords de la gare, surtout au départ de

chaque train, étaient encombrés par une cohue de monde impossible à décrire.

Tous les trains étaient surabondamment remplis de fuyards, d'objets de toutes sortes convertis en bagages; et cris, pleurs et sanglots déchirants complétaient ces affreux tableaux.

Le lendemain, mardi 6 septembre, obligé de me rendre à Paris, je voulus prendre un train dont le départ était fixé à dix heures du matin; mais l'enregistrement des colis fut si long, qu'il ne me fut pas possible de m'embarquer avant onze heures et quart.

Dans toutes les stations, je vis le même encombrement de voyageurs, et je n'arrivai à Paris qu'à une heure.

A la gare, un spectacle navrant s'offrit à ma vue.

Des objets de literie et de toutes sortes étaient parsemés le long de la voie, sur une distance d'environ cinq cents mètres.

Des femmes, des enfants, des vieillards, tous éplorés, cherchaient à reconnaître ce qui leur appartenait.

Mais vite je m'esquivai, car les clameurs de désespoir que j'entendis me faisaient mal.

Les jours suivants furent les mêmes, c'est-à-dire que tout le monde, riches et pauvres, se dépêchaient d'enlever ou de cacher au moins linge et objets de tant soit peu de valeur.

Des caves furent murées.

Des cachettes furent faites au milieu des champs.

Le 8 septembre, vers trois heures de l'après-midi, le galop d'une troupe à cheval glaça tout le monde d'épouvante : on s'imagina que les Prussiens faisaient leur apparition.

Alors, chacun de rentrer chez soi avec une précipitation frénétique. Par bonheur, ce n'était qu'une fausse alerte, car aussitôt on a reconnu le son de la trompette française; puis, des spahis et des chasseurs d'Afrique défilèrent, disant qu'ils venaient refouler l'ennemi, s'il était possible, ou au moins retarder sa marche.

La joie succède à l'épouvante en les écoutant; on rit de sa frayeur. Nous espérons que nous ne verrons pas les sauvages d'outre-Rhin, car ils ne forment qu'une avant-garde. De fortes colonnes devront venir derrière eux; et c'est avec un vrai bonheur que le reste des habitants veut loger et fêter ceux qu'avec trop de présomption, peut-être, on regarde comme des sauveurs.

Malheureusement, notre joie devait être de

trop courte durée, nous devions nous ressentir trop vite des terribles atteintes de la guerre. Ce qui nous affligea le plus, c'est que des Français furent les auteurs de cette triste équipée.

Peut-être aurais-je dû passer sous silence ce fait, puisque ma tâche n'a trait qu'aux Allemands; mais c'est qu'il y aura des prussophiles, et ceux-là éprouveront un véritable plaisir de mettre en parallèle la conduite du soldat français avec celle du prussien, et je suis persuadé qu'ils trouveront un biais pour faire de ce dernier un bon petit ange... *gardien*, sans doute. C'est précisément pour combattre ces hostiles préjugés que je le rapporte; c'est afin de ne plus tomber dans les errements vers lesquels nous nous laissons toujours entraîner; c'est aussi pour faire sentir à leurs auteurs, ou à leurs pareils, combien leur conduite fut coupable et combien ils doivent la regretter.

Je sais que le Français est impardonnable quand il commet une faute; mais il ne faut point pour cela excuser les crimes de l'étranger en jetant le blâme sur les siens.

Il faut se rappeler que les nôtres sont soumis aux rigueurs de nos lois, et, s'ils ont péché, elles les atteindront tôt ou tard; tandis que les soldards du roi de Prusse n'ont eu d'autre loi que la force de leurs baïonnettes, devant lesquelles notre impuissance nous a mis dans la nécessité de nous incliner.

Oublions donc nos vieilles manies : ne bafuons pas le faible pour glorifier la force brutale.

Derrière les régiments cités plus haut venait un corps franc, composé d'environ huit cents hommes ramassés dans toutes les classes et dans toutes les sociétés.

Ils vinrent loger partie à Lagny, chez l'habitant, et campèrent partie sur les bords de la Marne. Aussitôt après le départ des spahis et des chasseurs, qui eut lieu les jeudi 8 et vendredi 9 septembre, et jusqu'au 11 à midi, moment de son départ pour je ne sais quelle destination, ce corps franc nous fit supporter le joug du vainqueur.

Pendant deux jours, nos propres soldats exercèrent sur la ville un pillage sans nom, faisant main basse sur ce qu'ils purent trouver : poulets, pigeons et lapins devinrent leur propriété, avec cette seule différence qu'ils eurent la bonne délicatesse de se présenter seulement dans les maisons dont les propriétaires étaient absents pour leurs besoins.

Quand ils trouvèrent des portes closes, ils n'en cherchèrent pas les clefs : leurs crosses de fusils leur servirent pour les briser.

Des champs, des jardins furent totalement dévastés par eux. Des arbres fruitiers furent impitoyablement dépouillés de leurs fruits, qu'ils piétinaient à plaisir parce qu'ils n'étaient point mûrs.

Ils emportèrent du vin de bien des caves, autant qu'ils ne purent être vus.

Ils escaladèrent les enclos pour y aller chasser le gibier.

Mais, bref. Ils partirent, emportant avec eux notre malédiction, et nous avons la certitude que les Prussiens ne pourraient faire plus.

Quelle stupide présomption !

Chaque minute qui s'écoulait nous rapprochait du jour où nous sentirions le poids de la main de fer qui nous étreindrait avec toute sa force, et déjà nous nous plaignons !

A vrai dire, notre bonne foi se refusait à croire que des compatriotes fussent assez dépravés pour exécuter avec tant de désinvolture les déprédations que nos soldats ont commises au milieu de leur pays.

Cependant, nous devons leur pardonner, aujourd'hui que nous savons que leur discipline était leur volonté, aujourd'hui que, peut-être, ils n'existent plus ; car ils semblaient fermement résolus à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sauver du danger notre patrie.

Ils étaient bien impardonnables, il est vrai, quand, sous le vain prétexte que le département de Seine-et-Marne était en état de siège, ils exigeaient qu'il n'y eût plus personne dans les rues à huit heures du soir ; quand, afin d'obéir à ce prétexte, ils opéraient les arrestations les plus arbitraires avec accompagnement de menaces de mort ; quand encore, pour justifier cette rage d'arrestations, ils accusaient leurs prisonniers d'être des salariés de la Prusse !

Pourtant, ceux auxquels ils octroyèrent l'insigne faveur de passer la nuit dans leur poste étaient des gens dont le patriotisme ne pouvait être mis en doute.

C'est excités par de semblables billevesées qu'ils postèrent des sentinelles à toutes les issues de la propriété de M. Bonnet, homme respectable et d'une santé débile, dont la droiture était indubitable.

Mais, encore une fois, il faut leur pardonner, car, par la suite, ils ont dû supporter de bien

grandes souffrances. Du reste, nous ne pouvons attribuer ce qu'ils ont fait qu'à l'inconscience qu'ils eurent de leurs actes.

En voici la preuve :

Il est impossible au soldat de conserver son sang-froid lorsque, après s'être battu comme un lion, il s'est retiré d'un carnage horrible, encore couvert des lambeaux de chair de ses amis ; il ne peut être calme quand il a vu ses efforts vraiment héroïques n'aboutir qu'à entasser des monceaux de morts et de mourants, sans pouvoir culbuter une muraille humaine qui ne cesse d'être colossale, qui semble toujours renaître de ceux-là mêmes auxquels il fait mordre la poussière.

Non, cela est impossible.

Il est énérvé, et, la rage furieuse s'emparant de son âme, il devient pareil à la bête fauve qui n'a plus d'autre instinct que la soif du sang ; partout il voit des espions, partout il rencontre des traîtres.

Voilà le martyrologe du soldat français quand il a assisté à une bataille perdue.

Dira-t-on encore qu'il n'a aucun mérite à notre compassion ?

Avant d'aller plus loin, il est urgent de savoir que bon nombre de francs-fileurs ont voulu excuser leur départ en lui donnant pour mobile la terreur causée par la conduite de ces malheureux corps francs.

Les trains, depuis le 8 septembre, se formaient tous à Lagny ; et, à chaque départ, les environs de la gare étaient inabordables, tant la foule était compacte et tant le vacarme y était ahurissant.

Aux derniers départs, qui eurent lieu le dimanche 11, la ville présenta une animation inaccoutumée.

Des familles entières faisaient leurs adieux aux quelques résolus qui ne voulaient point s'en aller de Lagny. Les larmes ruisselaient sur tous les visages.

Se reverrait-on ?

Enfin, après une distribution de force poignées de mains, après de nombreuses embrassades, tout le monde se dirigeait en hâte vers la gare chaque fois qu'un train allait se mettre en marche.

Une fois arrivés, on s'embrassait encore, puis on se quittait en se disant, non pas adieu, mais au revoir ; et cet au revoir se répétait avec une mortelle tristesse.

Vraiment, c'était trop écœurant d'être obligé d'abandonner ainsi femmes et enfants à la merci d'une destinée des plus incertaines.

A peine s'était-on séparé qu'un sifflement aigu perçait les nues; une machine s'ébranlait en lançant son épaisse fumée au-dessus d'une longue trainée de voitures, puis elle partait à toute vapeur. A chaque portière on voyait des mains, des mouchoirs s'agiter dans tous les sens, et, de part et d'autre, on s'adressait un dernier au revoir. Les regards attristés pouvaient suivre pendant quelques secondes encore le train qui s'enfuyait, emportant des êtres chéris, puis on ne voyait plus rien, puis les pauvres délaissés reprenaient le chemin de leur demeure, courbant la tête sous le poids de leur amère douleur; ils ne pouvaient même dissimuler les larmes qui rougissaient leurs paupières.

C'était affreux, c'était pénible, c'était navrant.

Ce jour-là, les mobiles du département arrivèrent de Meaux à deux heures du soir, se repliant sur Paris. Il y avait huit jours déjà qu'ils campaient au milieu des bois, prêts à faire le coup de feu comme de vieux soldats, et résolus à disputer le terrain à l'ennemi; mais ils n'étaient pas assez nombreux. Mieux valait donc qu'ils augmentassent le chiffre des défenseurs de la capitale.

Tous ces jeunes gens étaient presque radieux; un courage incroyable les animait, et ils avaient surtout une confiance illimitée dans les armes de la France. Certes, c'est avec la plus grande ardeur qu'alors nous adressions au Ciel des vœux fervents pour que cette confiance ne devint pas une dérision.

Avides de nouvelles bonnes ou mauvaises, notre premier soin fut de les questionner; ils nous apprirent que de fortes colonnes allemandes occupaient La Ferté-sous-Jouarre.

Leur prochaine arrivée n'était donc pas une mystification!

Qu'allions-nous devenir?

Essayer une résistance eût bien été de la folie, puisque les gardes nationaux, à la majeure partie desquels on avait imposé des fusils, les avaient presque tous rendus sans s'être donné la peine d'en apprendre le maniement, disant que ce n'était pas avec des pères de famille qu'il fallait penser à faire des soldats. Ces armes, demandées à cors et à cris, étaient devenues d'un embarras compromettant. Il était donc prudent, nécessaire même de s'en dessaisir; aussi, le soir même, on les envoyait à Vincennes.

Désormais, notre parti fut pris. Quoi qu'il en coûtât à notre fierté française de voir les stupides Germains venir se pavanner et faire des gorges-

chaudes de nos saignantes défaites, nous désirâmes leur arrivée. Malgré cela, nous nous consolâmes à la pensée que, tôt ou tard, ils avoueraient qu'ils n'avaient pu vaincre nos glorieux soldats que par surprise; et, à coup sûr, nous leur ôtions le droit de vouloir annihiler notre courage.

En se logeant à Lagny, nos mobiles comptaient en partir le lendemain matin; mais un ordre pressé arriva, et ils durent le quitter à onze heures du soir, par un train organisé exprès pour eux. Enfin, un dernier départ emporta, à onze heures et quart, le reste des fuyards ainsi que les moblots attardés. Il avait bien fallu que ceux-ci donnassent à leurs vieux parents une dernière accolade, peut-être!

Avec ce train, les communications avec Paris furent fermées, car machines et voitures ne quitteraient plus la gare de Strasbourg.

C'en était fait! nous étions condamnés à une inaction dérisoire.

Le 12 septembre, dès le matin, quantité de jeunes gens, venus de tous les cantons du département étaient massés sur la place de l'Hôtel-de-Ville: ils venaient subir le sort.

Les événements s'étaient succédé avec une si grande précipitation, que rien n'avait été préparé pour ces opérations; et, comme on disait l'ennemi tout près, le temps manquait pour les faire dans les formes légales. Alors, M. le sous-préfet Ducrest de Villeneuve, qui devait les présider, se contenta de faire l'appel des présents, afin de les envoyer promptement à Paris, où leur position se régulariserait plus facilement.

Jusqu'au 14 à midi, cette occupation se renouvela avec un entrain mêlé d'enthousiasme; on se pressait d'en finir, car on craignait que les Prussiens ne nous arrivassent à l'improviste, et qu'ils ne fissent prisonniers tous ces vigoureux jeunes gens, désireux d'aller leur brûler la cervelle.

Un camp avait été établi à Pomponne, à deux kilomètres de Lagny, depuis trois jours; il se composait de chasseurs, de spahis, et de cuirassiers.

Pour calmer nos longues heures d'ennui, nous allions les voir; nous leur adressions mille et mille questions, dans le désir d'apprendre quelque chose et aussi dans le but de secouer la torpeur qui nous tuait. Malheureusement, ils étaient comme nous, ils ne savaient rien. Quand nous les quittions, nous leur serrions la main avec la plus franche cordialité; puis, émus jusqu'aux larmes,

ils nous redisaient de prendre courage. Quand, aussi, il nous arrivait de la donner à de vieux braves qui, déjà, avaient parcouru bien des champs de bataille, nous voyions leur mâle figure s'animer, une pâleur livide recouvrait leur teint cuivré, leurs yeux lançaient des éclairs de rage, ils grinçaient des dents; puis, par un geste énergique, ils montraient le poing au pays des casques à pointe, et ils nous disaient aussi : « Courage, amis ! » Et, du revers de leur manche, ils essayaient une larme furtive. Pour nous, le cœur profondément ému, nous regagnions nos pénates en livrant notre esprit à mille conjectures des plus contradictoires.

Dans cette même journée du 12, vers deux heures, nous fûmes tirés de cette situation énerverante par l'arrivée d'un homme qui, hors d'haleine, nous signala la présence des avant-coureurs ennemis à Chessy, petit village situé à cinq kilomètres de Lagny, sur la route de Meaux.

Aussitôt, avis de cette nouvelle fut donné aux troupes françaises, qui détachèrent immédiatement un officier pour aller prévenir la cavalerie campée à Tournan, afin qu'elle pût traverser la Marne avant que nos deux ponts n'eussent disparu, ordre ayant été signifié de les faire sauter, celui en fer à six heures, et celui en pierres à neuf heures du soir.

Notre brigade de gendarmerie, réunie à celle de Meaux, hâta elle-même son départ et s'éloigna de Lagny à sept heures.

Cette poignée de soldats d'élite, qui comptait dans ses états de service maintes et maintes glorieuses campagnes, partait en se réjouissant à la pensée qu'elle allait prendre sa bonne part dans les dangers de la capitale.

A la même heure aussi, un dernier convoi de fusils, provenant des gardes nationaux, fut envoyé à Vincennes.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, à sept heures seulement, trois fortes détonations nous prévinrent que le pont de fer s'effondrait.

A minuit, les troupes de Tournan traversèrent la ville à bride abattue, passèrent sur l'autre rive; et enfin, à une heure du matin, un coup formidable ébranla la terre, toutes les maisons tremblèrent jusque dans leurs fondations : la mine anéantissait le pont de pierres.

Le lendemain 13, dès l'aube du jour, les habitants voulurent s'assurer si les ingénieurs avaient dit vrai.

Suivant eux, on n'avait rien à redouter, la mine devait agir sans danger; mais cette affirmation avait rencontré bien des incrédules, dont les prévisions devaient être de la réalité.

Je ne dus pas aller loin pour en avoir la conviction; car, en descendant la rue Saint-Sauveur, qui prend sur la rue Vacheresse, et arrivé à l'endroit où elle coupe celle du Pont-Neuf, j'aperçus un gros rassemblement, puis une femme qui gesticulait et se lamentait au milieu de ce groupe; évidemment, elle devait faire le récit d'un malheur.

Voici ce qui était arrivé :

Une énorme pierre avait traversé de part en part la maison portant le n° 31, dans la rue du Pont-Neuf, et précisément la chambre occupée, au rez-de-chaussée, par un nommé Chavan, sa femme et ses deux petites filles, âgées, l'une de huit ans, et l'autre de six. Ce bloc était venu frapper avec fracas le haut de l'appartement, avait perforé les deux parois avec une force irrésistible, puis s'était brisé en plusieurs morceaux au pied d'un mur, en face, et de l'autre côté de la rue.

Bien triste avait dû être le réveil de la famille Chavan, car, dans son élan, la pierre, entraînant à sa suite ce qui se refusait à son passage, avait fait tomber quantité de plâtras, qui avaient meurtri la joue droite du père et les paupières des enfants. L'aînée avait le côté droit entièrement noir de meurtrissures; mais heureusement encore que quelques jours allaient suffire pour amener une complète guérison. Le plus grand désastre de cette pauvre famille se trouvait réduit au bris impitoyable de ses objets mobiliers. Que de soins, que de travail il avait fallu qu'elle dépensât pour ramasser ce petit pécule! Et une seule nuit, — que dis-je? — une seule seconde lui avait tout enlevé!

En suivant la rue Saint-Sauveur et vis-à-vis le n° 11 gisait un moëllon du poids de 1020 à 1030 kilogrammes à peu près; ce bloc, dans son élan furibond, avait culbuté tout le côté ouest d'un petit corps de logis dont la façade d'entrée donne sur le haut de la même rue en allant vers la Marne. Une partie du mur seulement retenait la toiture, quant au mur du sud, il était détaché et menaçait de s'écrouler. Les meubles restés dans l'appartement comme par un effet du hasard, étaient couverts de poussière et de plâtras.

Si une seule pierre avait produit de tels ravages, on pouvait se figurer de bien plus graves

dégâts près de la Marne, sur les bords de laquelle s'élevaient quelques habitations.

On se trompait.

Seule, la maison de M. Vilpelle, ancien vétérinaire, eut à souffrir.

Un bloc presque aussi gros que celui de la rue Saint-Sauveur avait pénétré dans une salle du rez de chaussée après avoir renversé la grille en fer qui clôt un jardinet du côté de la rivière, il avait ensuite roulé sa masse contre une cloison, mais il perdit sa force en trouant la muraille au pied de laquelle il resta.

Je ne parlerai pas de la carcasse de cette maison, les croisées, les volets brisés, les larges fissures dessinées sur la façade, suites d'un ébranlement produit par un choc des plus violents, tout cela en disait assez.

Chose bizarre, difficile à comprendre, c'est que la demeure de M. Lepaire, Amédée, propriétaire et fabricant de plâtre, n'eut presque rien à supporter; une persienne déchirée, quelques carreaux cassés, c'était tout, et cependant elle est placée sur la gauche du pont à même proximité que celle de M. Vilpelle.

Se rendre un compte exact de la force de la poudre est chose presque impossible, la preuve en est évidente, c'est que l'on en avait employé 400 kilogrammes et que moitié de ce poids aurait suffi pour faire en une seconde de ce pont qui avait coûté un dispendieux et long travail, pour en faire, dis-je, un ramassis de pierre et de mortier.

En voyant l'amas informe de blocaille qui comblait en cet endroit le lit de la Marne, il semblait que le pont avait été creusé, miné à sa base comme par un torrent rapide et impétueux, et que pour favoriser son affaissement la pioche du terrassier l'avait détachée à chaque rive pour en unir les talus, mais en regardant minutieusement les profondes fissures qui scindaient çà et là le terre-plein bâti sur Lagny, on devinait le choc d'une masse incommensurable lancée par une force surhumaine.

Du haut de cette maçonnerie qui a pu résister, on dominait de chaque côté une partie de la rivière et l'on voyait à découvert le pont de fer dont un seul pilier était debout. Celui donnant sur Thorigny avait autant dire disparu, les rampes étaient tordues, brisées, fer et bois baignaient dans la rivière.

De prime abord on se figura que par là les ravages étaient moins grands, mais en avançant par

la rue du Château-Fort qui donne sur celle du Chemin de Fer et près de ce pont, le cœur était saisi d'une poignante douleur : des fenêtres entières étaient dénudées de leurs carreaux, et ces rues étaient littéralement couvertes de verre pulvérisé.

Du milieu de ce pont demeuré accessible, les regards purent se repaître d'un affreux tableau : des murs et des toits criblés, voilà ce que l'on voyait derrière et devant soi. Les projectiles lancés par un bombardement à outrance n'auraient pu faire davantage.

Un désordre effrayant régnait sur l'un et l'autre rivage.

Ce qu'il y eut de plus déplorable dans cette catastrophe, c'est qu'un enfant élevé par les sœur de l'hospice y rencontra la mort.

A la première détonation, une épouvante vertigineuse s'empara de lui, il se crut perdu, c'est en courant de tous côtés sous l'impression d'une terreur folle qu'une pierre vint le frapper à la cuisse droite et la lui fracassa d'une façon atroce.

Quelques heures après ce pauvre enfant rendait le dernier soupir au milieu d'horribles souffrances.

Il était la première victime de la guerre à Lagny.

Serait-il la dernière ?

Dieu seul le savait.

Pendant le reste de la journée, les conversations roulèrent sur nos ruines.

Quoique beaucoup de monde déplorât amèrement des mesures aussi désastreuses, on les comprenait nécessaires puisque par là l'ennemi serait arrêté dans sa marche; la grosse artillerie de l'allemand n'allait pas pouvoir passer d'une rive à l'autre et nous pensions qu'il serait forcé de circonscrire ses mouvements dans une certaine limite; désormais, il lui serait impossible d'agir avec son sans-gêne habituel et en nous-mêmes nous nous réjouîmes à la pensée que nos désastres matériels donneraient l'invincibilité à nos armes.

Dans notre imagination, nous étions certains qu'à la première et proche sortie des braves défenseurs de Paris, nos héroïques soldats feraient une horrible boucherie des phalanges prussiennes; et déjà nous les voyions dans une déroute complète, abandonnant armes et bagages, poussant des hurlements de sauvages, demandant grâce de pitié.

On voit comment nous savions nous leurrer ;

et dire que tous les Français se nourrissaient de pareilles illusions !

CHAPITRE II

Talis pater, talis filius. — Le brassard. — Recensement des habitants. — Arrivée des Prussiens. — Réquisitions.

Le 14 septembre est une date à jamais mémorable pour les Lagnais : c'est la date où les Prussiens leur apparurent ; et décrire l'ignominie de leur conduite est chose impossible. La langue française n'a point de paroles assez saillantes pour reproduire et flétrir tout à la fois les ignobles tableaux dont nous demeurâmes forcément les impassibles spectateurs.

Oui, le Prussien de 1870 est bien le portrait frappant du Prussien de 1815 !

Il ne pouvait dégénérer !

Qui a lu l'histoire est forcé d'en reconnaître la véracité sous les traits vivants reproduits durant cette malheureuse traversée de 1870 à 1871. Elle est l'épopée où les passions les plus viles de la vie humaine nous furent montrées sous des formes toujours nouvelles.

En vain nous cherchâmes à trouver une nuance de savoir-vivre chez ces hommes si vantards de leur exquise civilisation : nous ne rencontrâmes que des ivrognes, des gourmands, des paresseux, des brutes et des lâches.

Oui, des lâches !

Et la suite confirmera que ce sont là les vertus que le Teuton professe avec gloire et bonheur.

C'est avec la mort dans l'âme et la rage dans le cœur, roi Guillaume, que nous restâmes en contact avec tes hideux satellites ! Tes milices gaies et féroces ont écrasé par leur nombre des vieillards, des mères et des enfants, qui n'ont pu que prier et implorer sans espoir ta noble clémence ! Mais va, roi impie, histrion du crime, toi dont la couronne est entourée d'une auréole de sang, toi qui n'as pitié de la douleur qu'en jouant avec les larmes, crains le jour de la vengeance ! Et il approche ! Oh ! ce sera un jour terrible pour toi, car, alors, tu verras se dresser contre toi ces bras débiles, non plus en suppliant : un sang virile leur aura donné la force du droit, celle de frapper sans trêve ni merci l'inique spoliateur et le pillard qui aura osé leur dicter ses lois. Marche toujours en avant, achève ton œuvre de destruction, va chercher le prix de tes honteuses dilapidations ; mais, sois-en certain, tu ne recuei-

leras parmi nous que haine et mépris. Les siècles futurs honniront ta mémoire, et nos enfants apprendront à vomir les imprécations les plus honteuses contre Guillaume, le roi des assassins et des voleurs !

Il y avait plusieurs jours que la mairie était assaillie par un nombre infini de postulants.

On savait que la convention de Genève protégeait ceux qui voulaient se dévouer aux soins à donner aux blessés ou malades.

Bon nombre d'habitants, avant l'arrivée de l'ennemi, tant pour sauvegarder leur demeure que pour faire respecter leur famille, avaient pris l'engagement de garder un ou plusieurs malades, et, pour cette raison, avaient demandé le droit de porter un brassard, insigne de la Société internationale. Ensuite, l'hospice civil et l'église avaient arboré le drapeau qui devait annoncer que Lagny serait une ambulance.

Grâce au dévouement tout spontané et aux démarches multipliées de M. Cadenet, ancien pharmacien et alors négociant en vins et vinaigres, l'église renfermait déjà quelques centaines de lits recrutés dans les maisons inhabitées, afin de les tenir prêts à la première alerte, et aussi pour les sauver d'un pillage presque certain.

Pour faire trêve aux demandes incessantes de brassards, M. le Directeur des Frères, qui avait pu obtenir du siège de la Commission, à Paris, un cachet de la Société, dut répondre aux trop peureux qu'un asile inviolable leur serait ouvert dans l'église, et qu'il était à présumer que les plus craintifs y seraient à l'abri de toute insulte.

C'était vraiment ridicule de voir des hommes se promener magistralement avec un brassard, et même une croix rouge sur le devant de leur coiffure, surtout que ces individus, loin d'être médecins, n'avaient même pas chez eux un malade de leur famille. Aussi, la Mairie fut-elle obligée de faire cesser un pareil abus, qui aurait plutôt pu devenir compromettant que rassurant, et cela principalement pour se conformer aux articles de la convention de Genève.

Dès le matin du 14, quelques jeunes conscrits en retard furent à la hâte dirigés sur Paris, comme les précédents.

A onze heures, M. le Maire, dans le louable but d'assurer et de pouvoir répartir entre chaque habitant les faibles ressources de bouche qui restaient dans Lagny, fit prévenir ses administrés d'avoir au plus tôt à donner leurs noms au secrétariat.

A deux heures le recensement était terminé, et récapitulation faite, nous ne comptions plus que 1,030 personnes sur la population de 3,700 habitants; il y avait donc 2,670 fuyards.

Chose digne de remarque, c'est que les plus criards avaient pris la fuite, c'est que les plus courageux vantards s'étaient éclipsés comme par enchantement, sans réfléchir que leur faiblesse serait mise à l'index.

A deux heures et demie, les quelques membres de la municipalité calculaient les besoins urgents de la ville, quand tout-à-coup une foule effarée, frissonnante, accourut sur la place de l'Hôtel de Ville, la voix oppressée et la poitrine haletante, suffoquée par un profond abattement : les voilà !... les voilà !... ils sont en haut de la rue Saint-Denis !...

Ces sourdes exclamations, nous les devinions.

Les Prussiens étaient à Lagny!

Et ceux qui avaient obtenu le droit de porter le brassard de l'Internationale essayaient de se le fixer au bras gauche, mais ils n'y parvenaient qu'avec peine, tant leurs mains étaient agitées par un tremblement nerveux excité par la fièvre de la peur.

Cependant, quelques incrédules voulaient encore que cette nouvelle fût une fausse alerte; si souvent déjà on avait vu poindre les titans de Bismarck que l'on avait fini par espérer qu'ils ne viendraient point.

Mais ceux qui les avaient aperçus leur répondaient aussitôt :

— Pardon... Nous prenez-vous pour des illuminés?... Ils arrivent... nous les avons vus... leur nombre paraît infini... ils ont l'air menaçant... les cavaliers ont le sabre au poing, les fantassins la baïonnette au canon... ils font peur... et tenez les voilà!

Ce verbiage débité par cent bouches à la fois, et par saccades interminables, avait pu être compris.

Aux dernières paroles prononcées avec l'empreinte de l'angoisse, nos regards attirés par le martelage du pas d'un cheval se tournèrent vers la rue de l'Abbaye indiquée par la foule atterrée.

Un cavalier gros, joufflu, presque imberbe, venait à nous.

A sa vue il se fit un silence de mort.

Tous les yeux s'étaient portés sur le nouvel arrivant qui, après avoir fait cabrer sa monture et résonner le fourreau de son sabre, s'écria :

— Ha! ha! ha! ha!... foui... me foilà!

Et il se dandinait sur sa selle en dardant des yeux remplis de haine sur ceux qui faisaient cercle autour de lui et qui craignaient de l'approcher; on le redoutait comme un pestiféré. Mais lui riait d'un rire sardonique et de dédain; ce misérable riait parce que le malheur nous étouffait dans ses serres crochues.

Et personne n'osait faire la leçon à cet insolent, les hommes se pressaient la main en grinçant les dents de rage; les femmes se pressaient les unes contre les autres et serraient le poing; les gavroches eux-mêmes, dont l'âge est toujours insouciant et jovial, se taisaient et regardaient tour à tour l'intrus et leurs parents, ils comprenaient notre infortune.

Mais un homme plus énergique que tous, M. Maras, officier d'académie, plus indigné que tous ceux qui se trouvaient là, et d'une âme réellement française, s'était fait une trouée à travers la foule pour s'approcher de l'Allemand, et avec toute l'autorité du désespoir provoqué par ce rire diabolique, lui dit d'une voix forte :

— Qu'avez-vous à ricaner ainsi?

Mais sans doute qu'il n'avait pas été entendu, car rien ne lui fut répondu; seulement une personne honorable près de laquelle il se trouvait effrayée de cette brusque apostrophe, lui souffla :

— Malheureux! que dites-vous là! vous allez nous perdre!

— Allons donc, reprit M. Maras, accordez-vous à ce manant le droit de l'insulte? Ne sommes-nous point déjà assez malheureux de le voir lui et sa suite sans qu'il vienne ricaner de notre détresse.

A cet instant, le Prussien réclamait M. le Maire, et ces messieurs laissèrent leur discussion.

M. le docteur Bonnet se présenta.

— Que voulez-vous? lui dit-il, je suis le Maire.

— Mossié, nous arrifons, et ché feux afoir une lochementé bour Mossié le golonel.

— Vous l'aurez.

— Pien, pien! maintenant donnez-moi les clefs de la fille.

— Les clefs de la ville, dites-vous!

— Foui.

— Mais vous voyez bien que Lagny est une ville ouverte, et par conséquent je ne puis vous remettre les clefs des portes qu'elle n'a pas.

— Ah! très-pien! Mossié, fenez tonc au defant de mossié le golonel avec moi.

Et en disant cela il lui montrait avec le doigt qu'il ait à passer devant lui.

Que faire? Il fallait se résigner, et M. Bonnet accompagna cet individu dont l'audace surpassait toutes les bornes.

Par un heureux hasard M. Bonnet ne dut pas aller plus loin qu'à l'entrée de la rue Saint-Denis, et le beau cavalier en fut pour ses frais de zèle, puisqu'il ne put lui infliger le tête-à-tête humiliant qu'il lui avait sans doute réservé près de son chef.

Ses dignes compagnons ne l'avaient pas attendu pour entreprendre leur entrée triomphante, déjà cette rue Saint-Denis était comble de Prussiens depuis le haut jusqu'en bas; les uns se tenaient debout au milieu de la chaussée, les autres étaient assis sur les trottoirs, et tous semblaient harassés de fatigue.

Nous nous étions figuré que les Allemands seraient venus préparer leur logement à la mairie, comme les troupes françaises avaient l'habitude de le faire, lors de leur passage; c'était évidemment compter sur trop de mansuétude de leur part, car, à peine avaient-ils fait halte, que les officiers, visant les maisons de riche apparence s'y casèrent avec domestiques et bagages.

C'est de cette façon, du reste il n'y a que les Allemands pour user de cette courtoisie, c'est de cette façon, dis-je, que celle du maire fut envahie par un commandant escorté d'un nombreux personnel.

Ni les supplications, ni les prières de M^{me} Bonnet ne purent empêcher la brutale irruption de ces bons messieurs dans les regards desquels étincelait une flamme de férocité, et lorsque M. Bonnet arriva chez lui, prévenu qu'il avait été de ce qui s'était passé et n'ayant rien à faire avec le cavalier qui lui avait intimé l'ordre de le suivre, il demeura pétrifié en face du désordre dont sa propriété était l'objet: des soldats enfonçaient les portes en s'arc-boutant avec les pieds et les mains et en donnant à leurs massives poussées toute la force de leurs muscles; d'autres parcouraient son jardin, piétinant, foulant à leurs pieds plantes, arbustes et fleurs; d'autres encore étranglaient sa volaille et ses lapins, et ce ne fut qu'après forces démarches près de son principal locataire imposé par la loi du plus fort, que les sbires allemands consentirent à essayer du calme.

Après un quart d'heure de stagnation au milieu de la voie, un commandement partit de la tête de colonne; aussitôt la marche fut ouverte par douze de ces fameux uhlands dont la renommée était devenue légendaire quant à l'audace astu-

cieuse, les tambours de basque battirent un plan plan sourd et monotone, et la troupe, pareille à une nuée de corbeaux sinistres, se porta en avant.

Mais une partie seulement continua sa route, et, au moment où la musique remplaçait les discordants accords des tambours et des fifres, au moment où elle entamait la première note de ses fanfares, la noire multitude, sale, presque déguenillée qui formait une nombreuse arrière-garde, rompit ses rangs avec un ensemble automatique et en poussant des hourras étourdissants, ensuite elle se partagea en petits groupes, 50, 80, 100 hommes se ruèrent à la fois sur les maisons devant lesquelles ils se trouvèrent, puis ils renversèrent, saccagèrent avec une frénésie rugissante ce qui présentait le moindre obstacle.

Alors un immense écho plana au-dessus de nos têtes et répéta leurs cris, leurs glapissements, leurs vociférations, tumulte effrayant où le bris des portes et fenêtres s'alliait à ces clameurs infernales.

Au bruit de ce vacarme vomi par l'antre de Lucifer, tous nous frémîmes d'épouvante, tous nous grelotâmes malgré la lourdeur d'un temps orangeux, un frisson mortel parcourut nos membres engourdis et se refléta sur les visages par une pâleur blême et blafarde. A cette heure suprême, nous étions comme le criminel qui gravit les marches du gibet, nous cherchions à deviner ce que les séides de Guillaume allaient faire de nous s'ils se déchainaient avec tant de férocité contre l'inanimé et l'âme endolorie par le désespoir, nous courbions la tête en les attendant.

Revenons à la première colonne, dont les instincts ne pouvaient être moins dépravés ni moins cruels.

Cette cohue de vampires s'était arrêtée sur la place d'armes, et après avoir formé les faisceaux, elle rompit les rangs, mais resta au milieu du carré fermé par les tilleuls et par des factionnaires postés de distance en distance sur le pourtour de cette place.

Quoique la vigilance fût bien exercée par les sentinelles, quelques hommes allèrent se désaltérer à une fontaine qui jaillit au coin de la place près de la rue Vacheresse.

Non-seulement ils avaient soif, mais une faim canine les dévorait; du reste, leur expressive pantomime le disait assez clairement.

Alors, de pauvres vieillards, femmes et hommes, attirés par le bruit qu'ils faisaient et mus

non par la commisération mais par la terreur que leur présence inspirait, apportèrent du pain que les Allemands leur arrachèrent des mains.

Pareils à des chiens hargneux, ils se disputèrent entre eux les morceaux qu'ils avaient pu happer, et les plus lestes s'en emplirent la bouche en vrais gloutons.

Il y eut aussi une bonne femme aux cheveux blancs qui, une bouteille à la main, s'avança vers ces affamés et versa d'une main tremblante dans les gobelets en fer blanc qu'ils lui présentèrent, le vin qu'elle apportait.

Pauvres gens! ils s'attendaient à de la reconnaissance de la part de ces traîneurs de sabres, erreur, car en mendiants d'un nouveau genre, ils ne furent point satisfaits.

Après avoir accepté pain et vin, quelques uns montrèrent leur énorme pipe et firent comprendre qu'ils voulaient du tabac.

Mais leur insatiabilité arrivait mal à propos.

Personne n'avait de quoi les contenter.

De là, désappointement général qui allait sans doute se traduire en insultes, on le voyait à leurs yeux courroucés, lorsqu'un officier s'aperçut que ses soldats mangeaient du pain fourni par des mains étrangères.

En moins de temps qu'il n'en faut pour le raconter, ce rustre tomba comme une bombe sur les quelques soldats qui s'étaient ainsi oubliés.

En saisir deux par le collet, leur administrer coups de pieds à travers les jambes et coups de poings sur la nuque, ne fut pour lui qu'une bagatelle, les coups tombaient comme la grêle sur les échines, et il accompagnait cette distribution de beuglements furieux.

Ceux qui échappèrent à sa colère se sauvèrent à toutes jambes en se bousculant; on eût dit un troupeau de moutons effrayés par les aboiements d'un chien.

Quant aux battus, ils ne soufflèrent mot et rentrèrent au plus vite dans la ligne de démarcation, heureux d'en être quittes à si bon marché.

Pourquoi une sortie aussi brutale de la part d'un officier?

C'est qu'il redoutait le caractère français, c'est qu'il pensait que notre haine contre les hommes de sa nation nous pousserait à glisser du poison dans le pain que nous leur laisserions manger et dans le vin que nous leur ferions boire.

Et celui-ci veillait à ce qu'un tel malheur n'arrivât point à ses obéissants serfs.

Cette burlesque algarade terminée, l'ordre

une fois rétabli, on se demandait si ceux-là nous restaient, quand on entendit de nouveau les mélodies d'une musique.

Alors tous les soldats de courir aux faisceaux, et, au moment où la fanfare débouchait sur la place, venant de la rue du Pont Neuf, ils présentèrent les armes et demeurèrent dans une complète immobilité jusqu'à ce que l'étendard du régiment de ligne fût entré avec son escorte chez M. Aureau, en face de la place.

Dès que le drapeau fut à couvert, comme dans la rue Saint-Denis, un commandement bref, aigu, retentit.

Une immense clameur poussée par mille poitrines perça les nues.

Ensuite les soldats de Guillaume se répandirent dans les rues voisines pour trouver un logement convenable.

Ainsi que les premiers, ils parcoururent ces rues en brüllant et hurlant; ils s'arrêtèrent par centaine devant les maisons de grande apparence, mais avant de s'y loger, quelques-uns d'entre eux s'assuraient si elles pouvaient, sans danger, les recevoir tous.

Un petit local n'avait nullement à craindre leur visite.

Ils professaient cet adage : l'union fait la force, et pour exécuter religieusement cette consigne, ils ne voulaient point être isolés.

Qui aurait suivi pas à pas ces hordes sauvages n'aurait pu maîtriser sa colère et à coup sûr se serait attiré un mauvais parti par sa juste indignation; mais, dans la crainte de les voir pénétrer avec violence, chacun s'était enfermé chez soi, et triste, morne, abattu, attendait.

On écoutait avec inquiétude.

A travers les tonnerres de glapissements que poussaient ces nouveaux hôtes, on entendait distinctement un martelage sourd et précipité.

Les crosses de fusils, les haches, les massues et les sabres frappaient à coups redoublés contre les portes et les volets, puis tout-à-coup un craquement sonore retentissait.

Portes et devantures s'effondraient avec fracas.

Volets et croisées éclataient en mille morceaux, et des rires bruyamment prolongés accompagnaient cette ignoble destruction.

Alors les rares habitants d'une rue déserte se hasardaient à risquer au dehors un regard furtif.

Ils les voyaient se pressant, se bousculant, agitant leurs casques et voulant entrer comme un

seul homme par les ouvertures qu'ils venaient de pratiquer.

Apercevait-on un retardataire, promptement on refermait sa porte et on ne la rouvrait que quand il avait disparu.

Ces bons et doux *Prussiens* ne s'en étaient point seulement pris aux maisons abandonnées, et sans autre préambule que la menace aux lèvres et le sabre sorti du fourreau, ils exigèrent qu'on leur cédât la place.

Ni les prières des femmes, ni les pleurs des enfants ne purent les attendrir.

Ce voyant, les malheureuses mères de famille, l'œil hagard et en feu, les cheveux en désordre, coururent à la mairie pour demander aide et protection.

Mais hélas ! il n'y avait rien à dire, l'autorité du maire était d'une nullité radicale.

Il ne pouvait rien.

Ah ! monstres à face humaine, quand donc supporterez-vous le châtimeut dû à vos forfaits.

Espérez-vous donc que le jour de la revendication ne sonnera point pour vous ?

Prenez garde, car l'Être suprême est juste dans ses terribles décrets.

Mais, malheur à vous, hommes sans entrailles !

Ce n'était là que le prélude de nos maux.

Je dis *nous* avec raison, car il y aura sans doute des absents qui oseront nous jeter la pierre, et pourtant ils n'auront pas connu l'immensité de nos peines et de nos poignantes douleurs.

Dans toute autre circonstance, au lieu de l'effroi que ces soldats nous causèrent, nous aurions pu les prendre pour des saltimbanques et nous en amuser.

Il y avait de quoi rire lorsqu'on entendait les officiers faire des commandements d'une voix nazillarde et d'un ton guttural.

Il y avait de quoi se divertir en voyant ces pantins exécuter les demi-tours d'une seule pièce.

Ils ressemblaient à ces polichinelles en cire auxquels les baladins coureurs de foires publiques font exécuter des danses burlesques : une jambe est maintenue sur la planche par un pieu, tandis que l'autre, sans soutien, voltige de tous côtés, et, dans ses tournoiements, semble être prête à se détacher du tronc ; mais les Allemands, pour faire face en arrière, viennent, avec un ensemble merveilleux, rapporter le talon de la botte droite contre celui de la gauche, par un bruit sec et mat.

Nous aurions pu rire aussi de leurs casques

noirs panachés d'une espèce de paratonnerre, qui semble être ainsi placé pour défier le Ciel.

Mais ce n'était pas l'instant.

Trop d'amertume rongeaient les cœurs.

Pendant que la milice ébranlait portes et murailles, pendant qu'elle brisait à coups de hache les meubles et les glaces, un officier était à la mairie et y ordonnait, par écrit, les réquisitions nécessaires aux besoins de cette troupe éhontée.

Ayant calligraphié sa demande en sa langue maternelle, ceux de nous qui se trouvaient là ne purent, comme de raison, en comprendre un mot.

On voyait bien des chiffres suivis d'un griffonnage microscopique, mais on ne pouvait en connaître la signification.

En vain gesticulait-on, en vain, par des paroles scandées et incohérentes, s'efforçait-on de vouloir lui faire comprendre que l'on était à la recherche de quelqu'un qui pourrait lui répondre.

Ce n'était pas son affaire.

Il répondait bien : « Ia, ia ! »

Mais c'était tout.

Ensuite, avec une volubilité impossible à l'allemand, il débitait paroles sur paroles en grossissant la voix, et il montrait le papier que l'on ne savait déchiffrer.

Ses yeux étaient féroces.

Lorsqu'il se taisait, il se promenait à longs pas à travers le bureau, il frappait les dalles du talon de ses bottes, de façon à les pulvériser.

Ensuite, lorsque l'écume blanchissait ses lèvres, il saisissait son sabre par la poignée, en frappait le plancher de coups redoublés, qu'il accompagnait de jurons terrifiants.

Ce n'était pourtant pas notre faute, à nous, si nous avions le bonheur de ne point être de sa nation !

Savait-il le français et faisait-il l'ignare ?

Ceci est très-présumable, puisque tous les officiers parlaient notre langue.

Il est vrai que certains d'entre eux la savaient à la perfection ; mais toujours est-il qu'ils pouvaient se faire comprendre.

Celui-ci, probablement, prétendait donner libre cours à sa mauvaise humeur : il voulait écouter si nous oserions nous permettre quelque lazzi à son sujet, et pouvoir ainsi en arriver à des voies de fait.

Ainsi se pratique la générosité en Prusse, et cette générosité, on peut, sans se tromper, la qualifier de fourberie.

Avant l'arrivée des Allemands, on n'avait point réfléchi qu'il faudrait faire face à des exigences inouïes; on n'avait point songé qu'il faudrait parler comme eux pour parer à de pareils inconvénients.

A ce moment critique, on courut par la ville afin de trouver un homme qui nous mit hors d'embarras.

Plus on tardait, plus la situation devenait inquiétante.

Enfin arriva un nouvel officier.

Celui-ci était petit, maigrelet; son teint cuivré, ses longs favoris noirs comme du jais donnaient à sa physionomie une expression plus que rébarbative, et nous allions presque regretter le premier, lorsqu'il nous dit un magnifique bonjour en français.

Ce mot seul suffit pour calmer bien des angoisses. Enfin, on allait pouvoir se comprendre!

Ce dernier arrivant portait en bandoulière une écharpe tressée d'argent, se terminant sur le côté gauche par deux glands dont les longues franges étaient également tressées en fil d'argent. Il était chaussé de longues bottes molles ornées d'énormes éperons, qui répercutaient un son argentin chaque fois qu'il posait le pied à terre; il avait au côté un sabre presque aussi grand que lui. C'était un sabre qui avait dû trainer sur bien des pavés: l'extrémité du fourreau, entièrement usée, en était une preuve.

Le nom de cet officier était Maschk, qu'il faisait suivre du titre honorifique de capitaine commandant la place.

On s'était réjoui trop vite, car il ne savait qu'épeler le français, si je puis m'exprimer ainsi.

Bref, on en était toujours au même point, quand entra un autre officier avec M. Barth, originaire de la Suisse et coutelier à Lagny, rue du Chemin-de-Fer. Il venait à propos pour nous tirer d'embarras, le *deutsch* lui étant familier.

Voici comment il avait été requis par cet homme, ce qui prouvera de combien de sages mesures les Prussiens s'entourèrent, et avec quelle exactitude ils avaient recueilli des renseignements.

Celui qui l'accompagnait était un officier supérieur, grand, de belle apparence, portant toute sa barbe; son air, sans être martial, était altier. Il parlait assez facilement notre langue, mais sans pouvoir dépouiller l'horrible accent germanique.

Il était arrivé seul chez M. Barth et lui avait dit à brûle-pourpoint :

— Vous savez l'allemand, vous?

— Oui, monsieur, avait-il répondu, dans sa surprise.

— Alors, venez avec moi et conduisez-moi au bureau de la poste.

On ne pouvait être plus catégorique, et l'interpellé n'avait qu'une seule chose à faire: s'exécuter.

C'est ce qu'il fit.

Les Prussiens n'ont point le défaut d'être bavards; celui-ci excellait dans cet art, car il ne desserra point les dents tant qu'ils ne furent pas à destination.

M. Ulry, receveur des postes, était à son bureau.

Comme comptable de deniers publics, il s'attendait à cette visite, qu'il était loin de désirer.

Son visiteur imposé mit toutes les formes de politesse pour lui demander des registres de comptabilité, qu'il avait eu l'heureuse pensée d'arrêter quelques jours avant, après s'être défait de son numéraire; ce que voyant, l'officier fit une grimace. Ensuite, il demanda que la caisse lui fût ouverte.

Il y avait pour 352 francs de timbres-poste et 16 francs d'argent.

A cette vue, la physionomie de l'étranger se rasséréna, et il s'écria en joignant l'action à la parole :

— Je prends ceci.

Le proverbe n'est pas faux quand il dit : « Où il y a de la gêne il n'y a pas de plaisir. »

Après ce vol, — et c'en était un, — après ce vol, il demanda les lettres. Il en prit trois des plus nouvelles, se dirigea vers la porte pour sortir, et répondit à M. Ulry, qui lui demandait un récépissé de ces trois lettres :

— Soyez sans crainte, monsieur; si ces lettres ne renferment rien de compromettant pour nous, elles vous seront rendues.

Et elles le furent en effet.

Puis il disparut, emportant le fruit de son larcin.

Dès qu'il fut dehors, il demanda à visiter les bureaux du receveur des domaines, ainsi que ceux de la recette particulière; mais, sur l'affirmation de M. Barth, que là il n'y avait plus personne, il ne put dissimuler sa mauvaise humeur et dit d'un ton sec :

— Puisqu'il n'y a plus rien à prendre, allons à la mairie.

C'est alors qu'ils apparurent

Le capitaine Maschk prit, à leur arrivée, la position du soldat devant son général, et, la main à la visière de son casque, se confondit en saluts, si grands qu'il se pliait en deux.

Après s'être adressé quelques mots, ils se tournèrent vers l'interprète et lui communiquèrent les ordres à donner.

Il s'agissait de faire connaître au maire ce que contenait la réquisition écrite par le premier officier, qui n'avait pu, ou plutôt n'avait point voulu nous l'expliquer; et ce fut sous la dictée de M. Barth que l'on transcrivit ce qui suit :

25 à 30 caisses de riz;

25 quintaux de café;

12 quintaux de sel;

20 têtes de bétail;

300 quintaux d'avoine;

Cigares et tabac, le plus qu'il serait possible.

Où et comment allait-on pouvoir trouver tout cela?

A mesure que les quantités et la nature de cette réquisition s'échappaient de la bouche de l'interprète, les personnes présentes se regardaient avec effroi, les lèvres s'entr'ouvraient pour formuler quelque douloureuse exclamation, mais le saisissement était si profond, l'amertume si grande, que l'on ne savait trouver un mot à dire.

Evidemment ces *bons et compatissants* Prussiens nous demandaient plus que nous ne possédions, et ils nous faisaient entrevoir une douloureuse perspective pour l'avenir.

Vouloir élever une plainte eût été peine perdue, et cependant nous en avions le droit, car dans quelques jours il n'y aurait plus de farine dans Lagny, dans quelques jours les tiraillements de la faim s'ajouteraient aux souffrances morales que l'insolence prussienne nous infligeait.

Quoique notre dénuement fût notoire, ils l'avaient vu par la quantité de portes closes, ils voulaient que la ville fût un éden pour la richesse, éden où ils trouveraient les délices de Capoue.

En admettant encore que toutes les fortunes fussent restées, était-il possible de faire face à cette réquisition aussi promptement qu'ils l'exigeaient?

Non ! car on présageait avec raison qu'elle ne serait point la seule et que d'autres volontés resteraient à satisfaire avec de plus grandes difficultés amenées par une trop grande pauvreté.

Le bilan de la ville était facile à établir.

Quelques jours avant l'invasion, M. le baron

de Rothschild avait envoyé cinq cents francs en recommandant de lui écrire si on se trouvait dans la gêne.

Telle était la fortune de Lagny pour subvenir aux besoins des nécessiteux, telle était sa richesse pour donner du pain aux vieillards soignés par l'hospice. On n'avait même pas prévu l'hiver qui approchait avec ses frimas, et cet établissement ne possédait point une bûche de bois.

Paris ayant fermé ses portes, dorénavant il n'était plus possible de compter sur le soutien offert par le généreux financier.

On le voit, avec de si pompeuses ressources, nous pouvions être certainement d'une générosité princière à l'égard de plus de 4,000 hôtes exécrés.

Le logement à lui seul présentait d'énormes difficultés, et si les Allemands n'étaient point entrés par centaines dans plusieurs maisons, bien des habitants auraient été forcés de coucher à la belle étoile, ce qui n'aurait pas été fort agréable.

Le plus difficile était donc de trouver à boire, à manger et de la lumière, et ils ne voulaient point s'inquiéter comment nous pourrions nous tirer de ce pas.

Le principal pour nous était d'obéir à leurs terribles injonctions.

Dès que la réquisition fut copiée, M. Barth répéta les ordres allemands :

— Ces messieurs (il était nécessaire d'user de politesse), ces messieurs, dit-il, veulent que la ville prenne ses mesures pour leur donner d'ici à 6 heures ce que l'on vient de transcrire.

Il était 4 heures et demie.

— Mais c'est impossible ! s'écria-t-on d'un commun accord.

Le maire prit la parole :

— Veuillez leur dire que nous ne possédons rien, que du reste les personnes aisées ne sont plus ici et que nous qui sommes restés, nous sommes réduits à des ressources personnelles excessivement faibles. Appuyez surtout sur ceci, c'est que la mairie, outre les indigents qu'elle a à sa charge, doit soutenir l'existence des pauvres vieillards, la plupart infirmes, à qui le grand âge ôte tous moyens de vivre, dites-leur que c'est un devoir impérieux auquel l'humanité doit se dévouer.

Après que l'interprète eut répété ces quelques mots, un dialogue s'établit entre lui et les Prussiens, dialogue dont il nous rapporta le sens en ces termes :

— Si la mairie ne nous fournit point ce que comporte cette réquisition, nous visiterons la ville de fond en comble, et malheur à vous si nous trouvons quelque chose.

— Mais, messieurs, avait repris M. Barth, véritable interprète de cette situation désastreuse, et qui redoutait un pillage imminent, la mairie ne se refuse nullement à procurer ce qu'elle pourra, malheureusement la ville est pauvre, et si vous voulez la preuve de son dénuement, ordonnez une perquisition, je vous accompagnerai de maison en maison, vous les visiterez minutieusement, ce que vous y verrez sera pour vous, mais je vous jure que vous perdrez votre patience; vous ne pouvez qu'une chose : donnez-nous le temps de voir si nous trouverons non pas tout mais une partie de votre demande. La mairie n'est point un magasin de vivres, il est donc très-opportun qu'elle sache si ses quelques négociants peuvent vous satisfaire. Ont-ils ou n'ont-ils pas ? On ne le sait. Dans tous les cas, vous n'ignorez point que la ville est déserte et je vous assure que presque toutes les provisions sont consommées ou emportées. Vous insistez sur le tabac et sur les cigares, n'en attendez pas, il n'y en a plus, j'en répons sur ma tête.

Malgré ce langage et les dernières paroles de M. Bonnet qu'il avait fortement appuyées, ce ne fut qu'après une interminable discussion, qu'ils feignirent se radoucir et qu'ils s'écrièrent :

— Puisqu'il en est ainsi, ramassez tout ce que vous voudrez et livrez-le-nous au plus vite, nous verrons ensuite.

Il n'y avait là vraiment qu'un semblant d'humanité, puisque la fin renfermait une menace.

M. Oudry, curé doyen, était entré sur ces entrefaites, et afin de donner le change, M. Bonnet s'adressa au commandant :

— J'ai l'honneur de vous présenter notre digne curé.

— Bien ! avait-il répondu en saluant légèrement.

A ce moment, mû par une pensée qui ne surgit que dans les heures critiques, M. le curé s'approcha et lui dit :

— Pardon, monsieur, permettez-moi de vous offrir à diner pour ce soir.

Alors un sourire béat illumina le visage de cet homme, il devint cramoyé de plaisir, et répondit en donnant force saluts :

— Oh ! M. le curé, je suis confondu d'une pareille offre, vous savez que nous sommes chez

vous en ennemis, et je ne pouvais certainement m'attendre à une semblable gracieuseté de votre part.

— Ne parlons pas politique, répliqua M. le doyen, acceptez mon invitation.

— Eh bien ! puisque vous le désirez, permettez que j'amène avec moi mon adjudant qui ne me quitte jamais.

— Volontiers, je vous attendrai pour 6 heures.

— C'est cela, à 6 heures.

Cet adjudant n'était autre que le cavalier qui seul était arrivé sur la place de l'hôtel de ville demander le maire.

Les dernières paroles prononcées, tous les Prussiens quittèrent la mairie avec un air plus jovial que méchant.

On ne peut jeter le blâme sur la conduite de M. le curé en cette pénible circonstance, car sa démarche n'eut lieu que dans un but tout à fait humanitaire.

Subjugué comme tout le monde par la fanfaronnade outrée de la milice prussienne, il voulut se ménager non pas le droit, il savait que ce n'était pas possible, mais au moins la faveur de pouvoir intercéder pour ceux de ses paroissiens qui viendraient à être menacés de quelque brutalité.

Ce qui amena un radoucissement chez ces hommes sans entrailles fut à coup sûr cette invitation, et M. Oudry l'avait prévu; du reste c'était dans cet espoir qu'il avait tenté une aussi répugnante démarche.

Aussitôt après le départ des officiers, on dépêcha quelqu'un près de MM. Bouillon, Guichot, Humbert et Pépin, dont les maisons d'épicerie étaient seules habitées dans le quartier de la mairie.

Et ces messieurs furent prévenus des fournitures à livrer immédiatement, puis on les pria de faire transporter à l'hôtel de ville le plus possible de riz, café, sucre, sel, vermicelle, etc.

Ces maisons comprirent parfaitement la fausse situation dans laquelle se trouvait, et elles se hâtèrent de composer le butin qui infailliblement leur serait ravi, si elles ne devançaient l'insatiabilité glotonne des Prussiens.

Ce ne fut pas sans maugréer cependant.

Certes on eût pesté à moins.

Ces négociants ne se faisaient point d'illusions sur le prix qu'ils devaient recevoir des marchandises dont ils allaient vider leurs magasins.

Il valait encore mieux agir ainsi que de permet-

tre une perquisition, car alors il n'y avait pas à douter que les exigences germaniques n'eussent été plus difficiles à satisfaire; d'un autre côté ils pouvaient espérer que si la guerre cessait bientôt, on leur rembourserait ce que la force des choses leur enlevait en ce moment.

Une fois repoussés, culbutés au delà du Rhin, il faudrait bien que les Allemands payassent au centuple ce qu'ils volaient ainsi.

A 6 heures, sucre, café, sel, etc., affluaient au secrétariat de la mairie.

Maschk était là.

Il présidait au va et vient et il surveillait le dépôt des marchandises.

Dix soldats commandés par un sous-officier de bas étage se tenaient dans le vestibule de l'hôtel de ville, cherchant à deviner ce que l'on apportait.

Ils chuchotaient entre eux quand un nouveau fardeau arrivait, et leurs yeux s'animant de convoitise ils se le montraient avec envie.

Cette escouade avait été amenée par le capitaine Maschk pour « faire respecter la mairie et ses employés, » avait-il dit.

Nous ne l'en remercîâmes pas moins de cet acte de bonté, quoique nous fûmes persuadés que ce n'était point là le vrai motif de leur présence.

Un factionnaire fut placé à 5 heures devant la porte d'entrée et l'arme sur l'épaule, il commença sa promenade lente et monotone.

Comme leurs camarades, ceux-ci étaient affamés à leur arrivée.

Sur l'ordre de Maschk on leur fournit du pain qu'ils ne mâchèrent point, tant la faim les aiguillonnait; on leur donna du vin qu'ils burent à longs traits, et c'est à peine si un ou deux d'entre eux daignèrent incliner la tête en signe de remerciement.

Après s'être repus, ils se casèrent au corps de garde construit dans la mairie même.

La consigne devait être sévère, car une autre sentinelle le sabre au poing se tenait dans le vestibule et devant les fusils formés en faisceaux. De temps à autre, celle-ci lançait un œil scrutateur dans l'intérieur du bureau, tendant l'oreille au moindre bruit de voix.

Ce n'étaient donc point des gardiens, mais des géoliers ou plutôt des espions.

Comme le temps était brumeux, à 6 heures le jour était sur son déclin.

A cette heure les rues étaient encombrées de

soldats aussi sombres que leurs uniformes; déjà on ne voyait plus un seul habitant, ou si par hasard on en rencontrait un, on ne pouvait le reconnaître parce qu'il courait de toute la force de ses jarrets: évidemment c'en était un de ceux qui avaient pris à sa garde plusieurs maisons, et s'il courait ainsi c'est qu'il voulait empêcher le pillage, mais malheureusement ce pauvre diable comptait seul, car quand il touchait à une de ses maisons, il arrivait trop tard, les Prussiens en défendaient l'entrée en vrais cerbères; il était alors forcé de revenir sur ses pas, et il revenait avec un air songeur, mais les yeux enflammés par la colère.

Le malheureux volait ensuite chez ses amis, frappait à toutes les portes, demandait appui.

Mais que faire?

Rien, toujours rien!

Et l'impuissance que nous imposaient les baïonnettes ennemies lui faisait verser des pleurs de désespoir!

Toutes les troupes qui étaient arrivées dans le courant de cette journée n'étaient point à Lagny, et vraiment il eût été impossible à plus de 15,000 hommes de s'y loger.

Le surplus était dirigé sur Guermantes, Gouvernes, Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, etc.

Avant de s'engager sur leur route, les officiers à cheval consultèrent les cartes géographiques dont tous étaient munis.

Pour plus de certitude cependant ils s'adressèrent à des habitants qui la leur indiquèrent.

Précaution inutile, car un lambeau d'une de ces cartes que je trouvais un jour, décrivait les environs de Paris avec une admirable perfection. Ils ne pouvaient se tromper.

Mais les Allemands ont le cœur si rempli de haine contre le nom français, qu'ils ont cherché au milieu de nous tous moyens de viles et basses représailles, et dans cette circonstance ceux-ci voulaient nous éprouver afin de nous punir si on s'était permis de leur indiquer un faux chemin.

Pendant la halte qui se fit dans la rue Saint-Denis, des soldats exténués de fatigue avaient appelé des enfants accourus pour les voir passer, leur avaient donné de l'argent pour qu'ils leur apportassent du pain; ce qu'ils avaient fait avec complaisance et empressement.

Ces pauvres enfants ne comprenaient nullement que tant d'hommes venaient apporter le deuil au sein de nos familles; ils ne voyaient que

la chamarrure des uniformes qui est pour le jeune âge un attrait et un motif de distraction joyeuse.

Aussitôt que les officiers furent convaincus qu'on ne les trompait point, la tête de colonne prit la rue des Marchés, s'engouffra dans celle de Saint-Laurent, qui communique à la route de Ferrières et qui donne elle-même accès sur les différents villages cités plus haut.

La cavalerie restée à Lagny, en petit nombre, il est vrai, s'était logée de la même façon que l'infanterie, c'est-à-dire, en poussant des cris aussi féroces, en faisant retentir des braillements aussi ahurissants; les chevaux avaient piaffé d'impatience, leurs hennissements s'étaient mêlés aux imprécations des hommes; le cliquetis des sabres avaient résonné sur le pavé des rues, tout cela mélangé aux bris des portes et croisées qui éclataient, tout cela avait produit, pendant plus d'une heure, un vacarme horrible, tout cela nous avait arraché des larmes de rage.

Vers sept heures, les rues retentissaient de chants, de cris incompréhensibles, puis tout-à-coup le silence s'était fait, un silence de mort; et ceux qui ne craignirent point de parcourir la ville à cette heure avancée, eurent à essayer de bien cruelles émotions.

Ici on entendit des coups sourds suivis de l'éboulement d'une muraille, ensuite des rires prolongés venus d'un souterrain.

On put se croire alors perdu au milieu d'une épaisse forêt, car on n'apercevait aucune lumière; à la longue pourtant un faible rayon de clarté se détachait d'un soupirail.

On s'approchait à pas de loup, et les regards se plongeaient dans une cave où une cohue de Prussiens se ruaient par une ouverture qu'ils venaient de faire.

Tels s'esquivaient emportant maintes et maintes bouteilles; presque tous buvaient à longs traits eaux-de-vie et vins; tels autres se couchaient sous des tonneaux et s'humectaient le gosier ainsi accroupis, et quand l'ivresse commençait à alourdir leur cerveau, ils se retiraient en laissant couler le vin.

Quand les bouteilles étaient vides, ils les lançaient contre les murailles.

Les liqueurs n'étaient-elles point de leur goût qu'ils jetaient avec flegme contenant et contenu.

Plus loin le tableau différait.

A travers les croisées veuves de rideaux, on distinguait la silhouette de nombreux Allemands; un seul portait une lumière, les autres, armés de

leurs fusils, sondaient tous les murs; et lorsqu'ils trouvaient un meuble quelconque, le bois craquait bientôt sous les coups précipités des crosses, puis ce qu'ils trouvaient était lacéré, déchiqueté.

Et ces gredins riaient à l'unisson.

L'hôtel de la Renaissance, tenu par M. Berthet, avait été le lieu de rendez-vous donné par les officiers pour y prendre un somptueux dîner, dîner qui se prolongea jusqu'à une heure très-avancée.

Après s'être bien repus, après avoir bien ri, bien chanté, après avoir vidé nombreuses bouteilles de champagne, tous se retirèrent gris comme des portefaix sans bourse délier.

A deux heures du matin, on entendit encore plusieurs retardataires qui prenaient plaisir à traîner sur les pavés les fourreaux de leurs sabres.

Journée de douleur, journée d'angoisse, tel fut le 14 septembre, premier jour de l'invasion prussienne en 1870.

CHAPITRE III.

Deuxième journée. — Réquisitions. — Proclamation prussienne. — Armes de chasse et autres. — Comment les Prussiens passent une revue. — Vaines plaintes des habitants contre la soldatesque. — Rétablissement du pont en fer. --- Musique.

Le 15 fut une magnifique journée de printemps; dès l'aurore le soleil avait dardé sa chaleur avec toute la force de ses rayons.

Je me rendis à six heures à la mairie où déjà se trouvait le commandant de place.

Le bureau était transformé en un vaste magasin où les marchandises se trouvaient entassées les unes sur les autres, ici on marchait sur du café, là on piétinait du riz, plus loin on foulait du sel, etc., et des soldats amenés par Maschk traînaient dehors des sacs pleins qu'ils amoncelaient sur la place.

D'autres militaires arrivèrent ensuite par groupes, sous la conduite d'un sous-officier, et se tinrent à distance respectueuse, en attendant que commençât la distribution des vivres.

Mais il n'y avait pas assez de pain, quoique tout eût été enlevé chez nos quatre boulangers, Balzac, Fourcault, Gobert et Taté.

Il en fallait encore, Maschk en voulait.

Afin de donner plus de poids à son inexorable volonté, il était sorti un instant, puis était rentré à la mairie avec une physionomie fulminante de courroux, et il s'écria d'un ton animé par la furie, du moins ainsi comprimes-nous ce qu'il voulait dire :

— Je viens de voir des soldats qui achetaient du pain chez vos boulangers... cela ne se doit pas, vous entendez bien..., vous devez nous fournir tout ce que nous vous demanderons, et nos soldats ne doivent rien acheter ici... Vous mériteriez, pour vous punir, que je fasse incendier les maisons de ceux qui ont eu l'audace de leur vendre quelque chose... Si vous voulez vous épargner des désagréments, hâtez-vous de nous livrer ce qu'il nous faut, et surtout du pain, car ces malheureux ont faim, et je ne puis attendre votre bon plaisir... Avisez promptement.

On essaya de calmer cette espèce de bête fauve, mais on s'escrima en vain à vouloir lui insinuer la raison.

Il n'entendit rien.

Encore une fois il lui fallait du pain.

On ne savait où aller quand on songea au boulanger de Thorigny, M. Rottier.

Ce village ayant le privilège de ne point donner l'hospitalité aux Prussiens, on pensa qu'il pourrait venir à notre aide.

Aussitôt une réquisition fut formulée, et la municipalité me chargea de faire cette lourde corvée.

Maschk un peu radouci me confia à la garde de deux des siens, qui me suivirent l'arme sur l'épaule et en compagnie du chef de poste.

Qui fut étonné de se trouver à la merci de trois baïonnettes, ce fut moi assurément, et je me perdais en conjectures lorsque je réfléchis que ce stupide capitaine avait eu, sans doute, la sotte pensée que je pourrais tenter une révolte contre un seul de ces vigilants gardiens.

Que de peines perdues ?

A coup sûr le moment eût été trop mal choisi !

En arrivant au pont dont l'entrée était gardée par un poste, je ne sus comment nous allions le franchir.

Les planches arrachées et enlevées laissaient voir des pièces de bois très-distancées, et je n'aperçus aucune embarcation pour nous transporter de l'autre côté de la Marne.

Néanmoins je n'hésitai pas à m'engager sur une des pièces de bois qui longeait la rampe droite du pont et qui était hérissée de clous.

Après quelques secondes d'irrésolution, les soldats s'enhardirent à me suivre.

La traversée était vraiment périlleuse, car un seul faux pas aurait suffi pour nous précipiter dans la rivière.

Nous touchâmes le milieu de cette traversée

sans danger ; là, les planches n'étaient plus enlevées, mais le bout du tablier allait se baignant dans la Marne, et pour gagner Thorigny, il fallait passer sur des poutres qui vacillaient sur l'eau, puis une échelle adossée à une muraille bordant le fleuve, donnait accès sur le village.

Pour y arriver, on était forcé de risquer une légère submersion, et encore fallait-il être prompt et lesté en saisissant l'échelle avec les mains, car une fois sur le bout, le bois perdait son équilibre, s'enfonçait et ne vous laissait plus qu'un beau bain d'été.

Malgré toutes ces difficultés, mes compagnons et moi, nous fûmes assez heureux pour débarquer à Thorigny sans encombre.

Je me rendis alors chez M. Rottier, qui put me céder 45 kilogrammes de pain.

Il n'avait que cela.

Ce n'était pas assez d'être venu ; après avoir pris livraison du pain, il s'agissait de rentrer à Lagny avec une marchandise fort peu transportable.

Le chef de poste ayant demandé au boulanger qu'il voulût leur confier un panier monté sur des roulettes, les deux soldats le poussèrent vers le pont une fois chargé, mais arrivés là, impossible d'aller plus loin, alors ils résolurent de faire la chaîne.

Pour moi, je descendis le premier et me hâtai de gagner les planches qui ne baignaient point dans la rivière, et j'attendis.

Un d'eux suivit mes traces, vint ensuite le sous-officier.

Mais ce dernier, en mettant le pied sur un mardrier, le fit tourner et manquant d'appui, il tomba dans la Marne et s'enfonça jusque sous les bras.

Il n'y avait que moi qui pouvais l'aider à sortir du borbier, mais je me gardai bien de lui tendre la main ; il se retira cependant avec bien de la peine et à la grande hilarité de ceux qui se trouvaient sur la berge.

Si ce Prussien s'était noyé, tous les spectateurs auraient ressenti une joie sans bornes, tous auraient été heureux de le voir se tordre dans les douleurs d'une lente agonie, comme si la vue des tortures éprouvées par un seul pouvait nous venger des maux que ses semblables nous faisaient endurer.

Mais personne ne put se délecter de cette faible satisfaction.

Un militaire était resté sur l'échelle et reçut, d'un garçon boulanger, le pain qu'il jeta aux

mains de ses camarades, qui l'entassèrent sur le pont.

Cette besogne finie, ils charrièrent leur pro- vende avec une peine inouïe par le chemin que nous avons pris pour venir; leur marche lente était étudiée dans la crainte qu'ils ne fissent une chute dangereuse; enfin au bout d'une demi- heure le travail était terminé, et ils transpor- tèrent leur pain à la mairie à l'aide d'une voiture à bras.

Avant d'arriver à destination, en tournant une encoignure de la rue de l'Hôtel de Ville, je vis quelques personnes arrêtées devant une petite affiche nouvellement apposée; comme tout le monde, ma curiosité fut piquée, je m'approchai et je lus ce qui suit :

« PROCLAMATION

» Vu qu'il est arrivé à plusieurs reprises que
» les soldats allemands ont été attaqués à coups
» de feu par des personnes qui ne faisaient pas
» partie de l'armée française.

» Portons à la connaissance des habitants que :
» 1° Les autorités civiles seront rendues res-
» ponsables pour les méfaits pareils.

» 2° Les endroits en question s'exposent à être
» incendiés, selon la circonstance, ou en partie
» ou totalement, si les coupables ne sont pas li-
» vrés immédiatement à l'autorité militaire.

» VON TUMPLING,

» Général de cavalerie,
» Commandant en chef le sixième corps. »

Dieu! quelle audace?

Et cette affiche n'était point la seule, car dans le courant de la journée, j'en lus de semblables contre la maison de M. Fauvel, armurier; contre l'hôtel de la Renaissance; place de la Fontaine, et encore contre l'habitation de M. Aureau, place d'Armes.

Reproduire l'effet moral que causa à tout le monde cet ignoble placard, cela ne se peut.

Nous, Français, nous, les amis de la liberté, nous étions réduits à l'état du vaincu chargé de chaînes; nos propriétés, notre fortune, rien n'é- tait plus à nous, et l'étranger s'arrogeait le droit de disposer à son gré de tout ce que nous possé- dions, il nous défendait même de nous récrier.

Un seul d'entre nous eût osé vouloir empêcher le vol et le brigandage, que des milliers de per- sonnes auraient subi le sort réservé aux grands criminels.

Tel était le sens de cette terrifiante proclama- tion.

N'est-ce pas que l'aménité prussienne est su- blime!

Furieux et découragé, je rentrai à la mairie où se trouvait encore le capitaine Maschk, qui pa- rissait satisfait des vivres apportés et dont il faisait la récapitulation.

Ce travail préliminaire terminé, il ordonna à un des siens de rédiger un bon que je transcris dans toute sa forme :

RÉQUISITION

Faite à la ville de Lagny, à l'ordre du com- mandant de la 12^e division impériale prussienne, le 15 septembre 1870 :

Pain.	848 k.
Viande de bœuf et de mouton.	459 — 1/2
Viande de porc.	150 —
Café.	85 —
Riz.	65 —
Sel.	168 —
Foin.	800 —
Paille.	500 —
Avoine.	3200 —

Pour tout cela ce bon.

Lagny, le 15 septembre 1870.

MASCHK

Capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie
et commandant la ville de Lagny.

Ces chiffres se passent de commentaires.

Souignons en passant ces trois mots : Division impériale prussienne.

Était-ce de la fatuité? Était-ce de l'orgueil? Était-ce du charlatanisme?

Rien de tout cela.

Ils étaient ni plus ni moins qu'assurés de leurs immenses succès sur nous, et à l'avance ils tres- saient la couronne impériale qu'ils avaient in- tention de placer sur le crâne du vieux Guil- laume.

Mon travail eût été incomplet si je n'avais rap- porté que des faits vulgairement réprouvés.

Il en existe d'autres plus matériels que les coups de sabres et de crosses de fusils distri- bués par les Prussiens, sans autre raison que la pure fantaisie d'égayer leurs longues heures d'en- nui.

Je veux parler des réquisitions dont l'in-folio volumineux pourrait former des chapitres à part; mais chaque jour j'ai feuilleté l'énorme dossier qui renferme ces réquisitions qu'ils ont eu la folie de laisser entre nos mains, chose très-sur- prenante, et c'est avec raison que je taxe de fo- lie ce défaut de précaution, car c'est la condam-

pain. Les bouchers Aché et Giraux avaient été forcés de livrer des animaux qu'ils destinaient à notre propre alimentation; car, quoiqu'ils les eussent tenus cachés, les Allemands les avaient éventés, et certainement qu'ils les leur auraient pris s'ils ne s'étaient empressés de les abattre pour eux.

A la même heure, les officiers du 15^e dragons passaient la revue du pansage des chevaux de ce régiment sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Les montures étaient amenées une à une devant le capitaine.

Ce dernier pommadé, frisé, pomponné et armé d'une cravache, s'assurait si les animaux avaient été soignés en leur passant les doigts à rebrousse-pois sur le dos.

Quand, par malheur, il s'apercevait de tant soit peu de négligence de la part des cavaliers, ce n'était plus un homme, c'était une furie, il hurlait, toutes ses veines se gonflaient et son large cou se teignait du rouge de sang, puis poussé dans un dernier accès de rage, il faisait pleuvoir une grêle de coups de badine sur les bras, sur la tête, au travers du visage du malheureux dont la faute n'était que fort légère.

Le frappé cherchait-il à se dérober aux coups? nullement; le chien léchant la main du maître qui le corrige n'aurait pas fait mieux, il essayait au contraire de conserver l'immobilité, n'osant pousser le cri que pouvait lui arracher la douleur, et il ne s'en allait que quand le brutal fatigué de fustiger lui ordonnait de partir, et encore il avait la force de grimacer un sourire à travers ses larmes.

Les spectateurs de cette fustigation furent on ne peut plus révoltés d'une telle sauvagerie, et cependant la conduite privée de ces brutes n'était point faite pour exciter chez nous tant de compassion; nous aurions dû au contraire applaudir des deux mains à cette correction, mais nous sommes trop humains, nous, notre généreux caractère condamne et vilipende les actes de barbarie commis par nos semblables.

Eh! quoi! en plein XIX^e siècle, siècle du progrès, des hommes courbent encore la tête sous la férule de leurs frères, et cela parce que ces derniers ont eu l'insigne faveur de naître barons, comtes, marquis ou princes. Est-ce qu'ils ne sont pas de simples mortels comme les roturiers?

Misérable Prusse, quand secoueras-tu le joug inhumain qui pèse sur toi? Peuple serf, quand te pénétreras-tu que barons, comtes, marquis ou

princes ne sont pas plus que toi ici-bas? Apprends qu'un sang aussi rouge que le leur coule dans les veines du plébéien.

Une discipline de fer est obligatoire dans les rangs d'une armée, c'est évident; il la faut pour conduire des soldats à la mort, car jeunes gens et vieillards redoutent toujours de franchir le dernier seuil de la vie humaine, mais pour obtenir cette discipline, l'homme sensé possède mille moyens de répression, il n'a nul besoin de la bastonnade, ni de ces violences que les scélérats seuls emploient avec bonheur.

Telle est notre manière de voir à nous Français, mais la Prusse la dédaigne, elle est trop nouvelle.

Le secrétariat de la mairie n'était plus qu'un taudis affreux, un bouge infect, un chenil où les soldats entraient la pipe à la bouche; une mare de crachats en recouvrait le parquet, et c'était à peine si l'on pouvait se voir à travers les épais tourbillons de fumée qui prenaient à la gorge, vous suffoquaient et vous aveuglaient.

C'était bien assez pour des Français.

A 10 heures une nouvelle réquisition fut apportée par un officier, les militaires ôtèrent vite leur pipe, joignirent les talons et conservèrent l'immobilité la plus raide, leurs yeux suivant le porteur de la demande qui suit :

RÉQUISITION

Faite à la ville de Lagny à l'ordre du commandement du 1^{er} bataillon du 22^e régiment prussien le 15 septembre 1870.

Bougis.	5 k.
Lanternes.	8 pièces.

Pour tout cela ce bon.

Lagny, le 15 septembre 1870,

GLATZER,

Lieutenant au 22^e régiment d'infanterie.

Ce n'est pas dans une heure que les objets concernant ce bon seront fournis, c'est de suite, le porteur le répète, un soldat est là qui les attend, et cette espèce de soudard s'éloigne avec un air majestueux sans faire attention aux pantins qui l'entourent et qui conservent la main à leur coiffure.

Sur la route de Villeneuve-le-Comte qui prend à celle de Meaux, à l'extrémité de la rue Saint-Denis, il existe à 2 kilomètres de la ville un petit bois dont le site enchanteur fait les délices des rentiers en villégiature pendant la belle saison; ce petit bois enjolivé par de magnifi-

ques chalets semés çà et là porte le nom de Chigny.

Au moment de l'invasion quelques habitants étaient restés dans leurs propriétés.

En débouchant sur Lagny, les Prussiens en aperçurent les jolies villas et naturellement ils s'y lancèrent.

Que se passa-t-il ?

Quelque chose d'odieux.

La dernière réquisition venait d'être remplie quand des hôtes de ces propriétés demandèrent M. Bonnet et lui contèrent en sanglotant que chez eux les forçats de Guillaume ne respectant ni les cheveux blancs, ni les malheureux, pillaient leurs chétives habitations, frappaient des vieillards, brutalisaient des femmes ; ils avaient maltraité une pauvre femme de cinquante ans atteinte de la petite vérole, et comme toujours ils avaient ri des sanglots, ils s'étaient amusés !

Mais hélas ! que pouvait le maire en cette circonstance, puisque les hordes prussiennes ordonnaient en maltresses, encore une fois, rien, sinon envoyer ces malheureux près du commandant en chef.

Ils se disposaient à l'aller trouver lorsque celui-ci entra.

Avait-il eu connaissance des déprédations faites par ceux qu'il commandait, c'était probable, car il dit à M. Bonnet :

— Monsieur le maire, il est arrivé à mes oreilles que plusieurs de nos soldats avaient commis des actes que notre discipline ne doit point pardonner ; nous sommes Prussiens, cela est vrai, mais nous ne sommes que des soldats qui venons nous mesurer contre d'autres soldats, et je tiens à réprimer sévèrement tous actes de désordre. Veuillez donc me signaler les auteurs de n'importe quel méfait.

— Quant aux hommes qui s'en sont rendus coupables, je ne puis vous les désigner, répondit le maire, mais déjà plusieurs plaintes m'ont été faites, et si, à deux heures il vous convient de revenir, je pourrai vous dire quels sont les griefs reprochés à certains militaires, et peut-être vous mettre sur leurs traces.

— Comme vous le voulez, Monsieur ; à deux heures je serai ici. Vous comprendrez qu'il ne faut pas que des gens de ma nation l'avilissent, nous ne voulons point que le nom Prussien soit noirci de la moindre tache ; soyez convaincu que nous ne faisons la guerre qu'aux soldats français

seuls, et par conséquent le paisible bourgeois ne doit pas être inquiété par nous.

De telles paroles étaient d'un langage d'or, mais du dire à l'action il y avait une bien longue distance.

A deux heures ce digne homme revint effectivement, il apprit que des vols avaient été exécutés avec une effronterie sans exemple, que des soldats avaient outragé une vieille malade, que des femmes, des enfants avaient été roués de coups par eux. Mais probablement que son déjeuner trop copieux avait changé ses premières bonnes pensées, car il répondit avec emphase que de telles réclamations n'étaient point de sa compétence, qu'il fallait s'adresser au commandant de place.

Et il disparut.

A-t-on jamais vu pareille infamie ?

Que venait-il nous chanter réprimandes et punitions sévères pour nous renvoyer à une autorité moindre que la sienne ?

C'était facile à comprendre, il voulait assurer l'impunité à ses pillards, et Maschk était bien d'accord avec lui, puisqu'il nous dit qu'il n'était que le vassal de son supérieur et totalement impuissant dans ces sortes d'affaires.

Que faire alors ?

Oh ! mon Dieu ! souffrir et attendre patiemment l'heure de la délivrance !

Au moment où le commandant nous consolait d'une façon aussi cavalière, arriva une jeune femme de 24 à 25 ans dont je n'ose citer le nom, car il souillerait ma plume.

Elle pleurait en faisant le récit d'un vol qui venait d'être accompli à son préjudice, les chemises de son mari lui avaient été enlevées, et elle accusait des habitants de la ville comme auteurs de ce rapt.

Du reste les Prussiens le lui avaient affirmé.

Nous ne pouvions que gémir au sujet de ce larcin consommé par des compatriotes.

Mais c'était bien à tort que nous prenions part à la douleur de cette créature, dont plus tard nous apprimes la honteuse conduite.

Nous fûmes véritablement attristés de ce malheur qui n'existait point et qu'elle présentait sous un aspect véridique, tant ses larmes paraissaient sincères, et cependant elle n'était point digne de la moindre pitié, car déjà elle était au mieux avec quelques soldats de la milice allemande, déjà elle avait profité de son origine alsacienne en parlant le langage prussien, et sa trop grande légèreté

allait indubitablement l'entraîner dans de hideux écarts.

Plus tard, en effet, on acquit la certitude qu'elle se livrait avec nos ennemis aux impudiques orgies des filles de joie, et, chose affreuse, elle eut l'ignoble bassesse de vivre maritalement avec une espèce de sous-officier pendant plus de quinze jours, ensuite, fatiguée de cette monotonie, elle s'était livrée à qui la voulait.

Je rougis de honte et d'indignation en transcrivant de tels faits, cependant je ne pouvais passer sous silence l'horreur que nous a inspirée cette pourriture dont le passé devrait être jugé sévèrement.

Si nous avions pu nous-mêmes lui demander pourquoi elle livrait des maisons au pillage en indiquant aux soldats où se trouvaient linge, vins et comestibles, assurément nous l'eussions punie d'une manière exemplaire, mais nous ne le pouvions sans nous attirer de grands maux. Elle le savait; aussi bravait-elle les on-dit avec impudence.

Il serait à désirer que la justice décernât à de semblables vilénies la récompense justement méritée par leurs hautes vertus.

Les Prussiens assurés de l'impunité ne se cachaient point pour exercer le vol au su et au vu de tout le monde.

Deux d'entre eux pénétrèrent, dans l'après-midi, chez M. Bourryon, cordonnier rue Saint-Denis, et déjà ils furetaient le rez-de-chaussée, quand se présenta ce dernier.

A sa vue, ils détalèrent et se sauvèrent à toutes jambes.

M. Bourryon était arrivé à temps pour empêcher qu'ils n'emportassent ce qu'ils auraient trouvé à leur convenance.

S'ils s'esquivèrent ainsi devant un vieillard menaçant, c'est que ces vaillants Teutons n'étaient pas assez de deux pour entamer une lutte avec un Français sexagénaire.

Dans l'après-dîner et vers 2 heures, l'ennemi essayait de raccorder le pont en fer.

Des soldats sortant des magasins de MM. Engrand et Froment, quincailliers, rue du Chemin de Fer, portaient les planches nécessaires à son quasi-rétablissement, ils allaient et venaient courbés sous le faible poids d'une seule planche.

Les officiers riaient à gorge déployée de nos désastres, et ils criaient à qui bon voulait les entendre, que nous ne savions faire que des folies.

— Ils veulent nous empêcher d'attaquer leur

splendide Paris, mais ils n'y parviendront pas, disaient-ils sans vergogne.

Evidemment nous n'avions point la prétention de les empêcher de visiter les environs de notre capitale, mais nous ne voulions pas qu'ils eussent celle de pouvoir souiller les pavés de ses rues; nous avons la confiance certaine que dans l'immense cartel que tout-à-l'heure il allait engager avec la Prusse, Paris défendrait avec gloire l'honneur de la France; nous ne doutions point que ses murailles et ses forteresses hérissées de canons ne fussent pour la grande armée ennemie un écueil redoutable contre lequel elle courait se briser.

Et nous nous consolions en disant ceci :

— Paris être au pouvoir des Prussiens ! oh ! non jamais !

A trois heures la troupe inoccupée se promenait par les rues de la ville, le béret avait remplacé sans avantage le casque pointu, car ces promeneurs étaient vraiment affreux sous cette coiffure.

Un mot sur le triste costume dont les soldats du Nord sont affublés.

Les fantassins portent une jaquette en drap bleu foncé, ils ont un pantalon gris dont la couture extérieure est ornée d'un liseré rouge; une patte sur laquelle figure le numéro du régiment leur sert d'épaulette. On ne distingue l'officier du tourlourou que par son sabre et par ses épaulières qui sont en argent.

Pas un ne met le pied au dehors sans avoir le sabre bouclé à la ceinture.

Les dragons étaient vêtus d'une jaquette en drap bleu de ciel, même modèle que celle des fantassins, le pantalon également gris fer était doublé à la partie qui repose sur la selle ainsi que le long des jambes, d'une basane noire et cirée. Un énorme sabre, dont le bout traîne à terre, est retenu à leur côté par un ceinturon en cuir blanc.

Ce n'était pas plaisant de voir ces hommes se pavanant le nez au vent, lançant un œil de curiosité dans l'intérieur de toutes les maisons; leurs gestes, plus éloquentes que leur baragouinage incompréhensible, permettaient de deviner qu'ils s'assuraient si, ici ou là, il n'y avait rien à leur convenance, et leur physionomie indiquait à un tel point leur convoitise qu'il n'était point possible, en les regardant, de ne pas comprendre leurs hideuses pensées.

Et chacun tremblait de devenir leur point de mire.

La mairie n'est rien, elle n'a rien sous sa main, mais il faut quand même qu'elle fasse exécuter les ordres qui lui sont intimés.

Un officier a besoin d'une voiture pour huit heures du soir : l'aller chercher lui-même ou la demander avec un tant soit peu de politesse serait par trop gênant, il lui est bien plus simple d'envoyer cette note :

« J'ai besoin d'une voiture avec un ou deux chevaux, à Montceaux ; réquisition de l'armée prussienne.

« DE RICHTKOFED. »

Lieutenant au 22^e régiment d'infanterie.

Et il fallut se mettre en quête de trouver chevaux et voiture, ce qui était très-rare.

Après avoir bien fureté, on ne trouva qu'un seul cheval.

Cette chétive trouvaille déplut énormément à M. de Richtkofed, qui ne put se payer la fantaisie de faire le milord dans une calèche à deux chevaux : peu s'en fallut même qu'il ne dégainât flamberge.

Le reste de la journée fut presque calme, à part les cris, les hurlements et les chants.

A toutes les croisées, on voit des têtes d'Allemands, quelques-uns trouvant inopportuns les carreaux, les mettent en morceaux et passent la tête au dehors aux acclamations de leurs camarades et même des officiers qui viennent à passer.

A cinq heures, la musique de l'infanterie se fit entendre en face de l'hôtel de la Renaissance, occupé par tous les officiers.

Beaucoup d'habitants accoururent pour écouter de près cette musique allemande si renommée, mais hélas ! au lieu de réjouir, elle ne fit que jeter la tristesse dans les cœurs ; c'était beau, mais tous ces accords mélodieux étaient autant de glaives aigus qui portaient la mort dans l'âme.

Il n'en était point de même pour tout le monde cependant.

M. Berthet avait pris à son service une bonne que l'on surnommait la *Ch...*, je n'ose achever son nom.

Cette fille qui, pendant toute la durée de l'invasion s'était livrée avec les Prussiens à tous les excès du libertinage, cette fille dansa, folâtra avec chacun des officiers pendant toute la durée de la musique.

Honte éternelle à cette vile créature qui n'a su rougir du simple toucher d'un Prussien !

Que ne bannit-on de pareilles misérables qui se sont fait une joie d'aussi bien accueillir les légions ennemies ?

Sont bien répréhensibles ceux des habitants qui entourèrent la musique pour l'écouter, car ceux-là ne songeaient point au deuil qui couvrait la France. Va pour les enfants, ils ont besoin de distraction, mais les femmes, malheureusement trop nombreuses, devaient certainement briller par leur absence, et c'eût été le vrai moyen de montrer aux Allemands combien nous les méprisions !

Si les musiciens eurent des auditeurs, on est heureux de constater le patriotisme de ceux qui se calfeutrèrent à la première note pour ne plus sortir.

Du reste, à une heure près, c'était l'heure de la retraite.

En rentrant chez soi, on savait très-bien ne pouvoir goûter le repos du sommeil, on était trop agité et cette musique tintait aux oreilles comme le bourdon des morts ; on maudissait à part soi ce Guillaume qui se divertissait lui et les siens en présence de notre agonie.

Dans la soirée, M. Humbert, épicier rue du Chemin de fer, faillit être victime des déprédations que les soldats commettaient partout avec bonheur.

Son établissement forme l'encoignure des rues du Pont-neuf et du Chemin de Fer et donne également sur ses deux rues.

Afin de tuer leur isolement et aussi de se prêter main forte le cas échéant, MM. Barth, Roby, Laborie et Humbert prenaient ensemble leur repas.

Ce que je vais conter avait lieu vers huit heures.

En passant devant un soupirail, M. Barth aperçut de la lumière dans la cave, il se baissa et vit un nombre infini de Prussiens qui dévalisaient toutes les bouteilles de vin. Immédiatement, il prévint M. Humbert de ce qu'il venait de voir.

Ce dernier courut alors à sa cave en s'écriant :

— Ah ! c..... ! vous boirez mon vin vous autres ! Attendez un peu !

M. Barth revint au soupirail, jura, pesta et fit des menaces en allemand.

Croyant à la présence d'un de leurs officiers, les voleurs se sauvèrent du côté de l'issue qui leur avait donné entrée par la rue du Pont-neuf.

Dans leur précipitation à s'enfuir la lumière qui les éclairait s'éteignit et ils se trouvèrent ainsi dans une complète obscurité.

Mais M. Humbert ne perdait pas son temps, lui,

il talonnait les fuyards avec des bouteilles qu'il leur lançait, et quand le rejoignirent MM. Barth, Roby et Laborie il avait déjà gagné les escaliers de sortie, avait saisi par les jambes deux de ces gredins et les avait envoyés dans le milieu de sa cave si vite et si accidentellement qu'ils ne pouvaient se relever et poussaient des soupirs de douleur.

Dans sa colère qu'il ne pouvait assouvir à sa guise, M. Humbert allait faire subir le même sort à un troisième, lorsqu'il reçut sur la tête une bouteille pleine qui faillit le tuer raide, car il tomba à la renverse la figure ensanglantée.

Ses compagnons d'infortune accoururent à lui, le relevèrent et le pansèrent de leur mieux.

Les Prussiens profitèrent de ce répit pour disparaître.

Aussitôt que ces messieurs furent remis de cette sanglante secousse, qui avait été sur le point de faire perdre la raison à M. Humbert, pour un moment il avait divagué, ils se mirent à la recherche des Allemands qu'ils ne trouvèrent point. En aboutissant sur leur chemin d'entrée, grande fut leur surprise de voir la porte intacte.

Afin de ne pas être inquiétés dans leur plan, les Prussiens n'avaient point touché à cette porte, mais perforé une des murailles qui donnait sur ces escaliers, et c'est par ce trou qu'ils étaient entrés et qu'ils s'esquivèrent.

En voyant cela, on pouvait sans aucun doute dormir très-tranquillement.

Comme les jours précédents, on fut une partie de la nuit réveillé en sursaut par les chants et les cris, par les hurlements de nombreux ivrognes, et l'on n'éprouva de calme que quand on vit poindre les premières lueurs du jour.

On ne désirait qu'une chose, c'était de vieillir; tous les soirs on désirait le lever du soleil, parce qu'on avait l'espoir que le lendemain apporterait d'heureuses nouvelles.

CHAPITRE IV.

Plus de pain. — Réquisitions. — Bris des fusils de munition. — Revue. — Musique.

Dès le matin du 16 septembre, grand émoi dans la cité!

Des sentinelles prussiennes gardent l'entrée des boulangeries, et les baïonnettes sont croisées devant ceux de nous qui ont faim.

A 7 heures, spectacle déchirant à l'hôtel-de-ville; des mères y sont venues portant leurs plus

jeunes enfants sur le bras et tiennent à la main ceux qui peuvent marcher; les mères pleurent, les bébés braillent, les plus grands disent à travers leurs larmes :

— Oh! maman, viens chez nous, viens vite, viens nous donner un peu de pain, nous avons faim.

Et les pauvres femmes de répéter en sanglotant :

— Tout à l'heure, chers petits!

Et les bambins séchaient leurs larmes en disant :

— Ne pleure plus, mère, nous attendrons.

Puis ils jouaient tous et pendant ce temps, ils ne songeaient pas à la faim.

Quand le maire arriva, il lui fut narré que les descendants des Huns ne voulaient pas que nos boulangers nous vendissent un morceau de pain, il lui fut dit au long que quand les enfants s'étaient présentés à la porte des boulangeries, ils avaient reçu des coups de crosse dans les jambes.

Et les femmes n'avaient point été plus heureuses.

Pour attendrir les sentinelles, elles étaient revenues avec leurs chérubins qui pleuraient, mais en fait de pain, les vigilants gardiens leur avaient montré la pointe de leur baïonnette en accentuant :

— Nicht brod! fort!... fort!... tout suite.

Et ils avaient répondu par un rire saccadé aux plaintes larmoyantes des pauvres gens qui avaient besoin de manger.

Comment faire pour parer à cette nouvelle et horrible calamité?

Ce n'était pas assez d'être forcé de les supporter, il fallait encore qu'ils se donnassent le plaisir de nous défendre la nourriture première sans laquelle on ne peut vivre.

Contristé à cette cruelle nouvelle, le maire rédigea une supplication qu'il envoya au commandant de place pour qu'il permit au boulanger Taté de nous donner le pain que ses soldats nous refusaient.

Demander un tel service à nos ennemis, c'était humiliant, mais il le fallait. Aussi bien qu'eux nous, ne pouvions mourir d'inanition.

Comprendraient-ils cela?

Enfin, après une heure d'anxiété mortelle, la réponse à cette supplique arrivait et Maschk prévenait le maire qu'il venait de donner l'ordre au gardien de la boulangerie de quitter immédiatement ce service.

A cette nouvelle, les larmes cessèrent de couler, les enfants battirent des mains, puis tout le monde courut vers la rue du Chemin de Fer où l'attendait une nouvelle déception : les nécessiteux ne reçurent qu'un petit morceau de pain ; il n'y en avait plus assez et pour contenter tout le monde, il avait fallu rationner.

Il était temps que cet ordre fût modifié par le commandant de place, un quart d'heure plus tard on n'aurait plus rien trouvé.

Ce n'était pas assez que de pouvoir grignoter une croûte de pain ce jour-là, il fallait songer au lendemain.

Pour obvier à une nouvelle et semblable détresse, M. Bonnet eut avec le capitaine Maschk une entrevue dans laquelle il peignit la position précaire de tous les habitants et lui jura que si l'armée s'emparait ainsi de nos vivres, bientôt des familles entières succomberaient de nécessité.

Soit par bonhomie, soit par charité, ce dernier consentit à ce qu'une fournée de chaque boulanger fût tous les jours réservée à la ville.

Il fut dès lors convenu avec ceux-ci que chaque matin le pain serait pris chez eux, apporté au bureau de la municipalité, puis distribué tant à ceux dont l'indigence était notoire, qu'à ceux que les ressources pécuniaires ne pouvaient mettre à l'abri du crédit.

Ce premier succès, si toutefois succès il y avait, ce premier succès, dis-je, devait nous porter bonheur.

Maschk avait envoyé dans les environs des hommes qui revinrent à 2 heures avec une voiture comble de blé, avoine et farine.

Ils amenèrent ce butin devant la mairie,

Après avoir déchargé, le commandant de place donna l'ordre aux soldats de nous laisser un sac de blé et deux sacs de farine.

Quelle générosité tout à coup !

Il ne fallait remercier que son ivresse, car sa marche titubante, ses yeux farouches, son haleine fétide annonçaient des libations très-copieuses.

Mais qu'est-ce que cela nous faisait à nous qui pensions à nos futurs et nécessiteux besoins ?

Maschk n'était pas le seul qui, ce jour-là, eût fêté Bacchus ; tous les autres officiers avaient amplement goûté le jus de la treille, et ce jus les avait rendus communicatifs ou plutôt plus insolents. Ils disaient haut dans les rues avec un aplomb imperturbable que le 23 septembre ils seraient dans Paris l'arme au bras.

Idiots, pédants et sots, la suite a justifié leur dire.

On se rappelle que les armes avaient été apportées à la mairie.

M. Bonnet avait fait déposer dans une caisse les fusils de chasse et les pistolets, mais les armes de munition étaient restées au secrétariat à la disposition de Messieurs les Prussiens.

A 11 heures quelques soldats vinrent prendre ces fusils et les jetèrent près de l'angle gauche de l'hôtel-de-ville, puis chaque militaire en prit par le bout du canon et s'acharna à le briser contre le trottoir ; une rage frénétique animait ses forces, les crosses volaient en éclats, les canons se courbaient presque en deux, les baïonnettes se pliaient et il ne quittait un fusil que lorsqu'il ne formait qu'un amas de fer tordu et quand le bois était en mille morceaux.

Ces monstres, en accomplissant cette besogne, écumaient de rage, on aurait dit en les voyant qu'ils voulaient mettre les Français dans l'impuissance de ne jamais pouvoir porter une arme de ce genre.

Insensés ! vous ne savez donc pas que la France est le pays riche par excellence, le pays dont les ressources sont inépuisables. Sortez vainqueurs de la grande lutte que vous érigez contre nous, soit, mais apprenez que tout Français devient héros quand il le faut ; sachez que demeurer vaincu, c'est une tache qu'il sait laver tôt ou tard.

Abattus par vous, nous n'en serons que plus terribles, et vous verrez un jour si vous pouvez nous faire trembler ; comme vous, ce ne sera plus une guerre que nous vous ferons, comme vous nous serons *féroces* ; le glaive que vous aurez enfoncé dans les poitrines de nos frères se retournera contre les vôtres, et ce sera avec une joie sans borne, avec un bonheur sauvage, que nous vous ferons supporter la peine du talion.

En fait de réquisitions il n'y eut, le 16 septembre, que celle de deux chevaux et de deux voitures, sous la signature d'un nommé von Stocsh, qu'il fallut mettre à la disposition de divers soldats.

Une de ces voitures et un de ces chevaux furent requis à 3 heures par un sous-officier de dragons chargé des dépêches.

Comme il ne connaissait pas un mot de français, nous nous efforçâmes de lui faire comprendre qu'il nous était impossible de le contenter, parce que les trois ou quatre haridelles restées à Lagny étaient retenues et même au service des officiers de son régiment.

Mais ce n'était l'affaire de ce vilain rustre, car

se persuadant qu'il y avait de la résistance de notre part, il se laissa aller à une colère indicible.

Il jura, tempêta, frappa le plancher du fourreau de son sabre, montra le poing, dégaina à demi et il cognait du poing, quand le capitaine Maschk fit son apparition.

Celui-ci lui demanda quel était le sujet de sa colère.

Après l'avoir écouté et appris de la mairie qu'elle ne possédait point ce qu'il désirait, il se tourna brusquement du côté du soldat, le toisa des pieds à la tête, puis il le tança sur le même ton qu'il avait pris envers nous, ensuite il lui indiqua la porte du doigt; et le rustaud s'en alla à reculons la tête basse et n'osant balbutier une parole d'excuse, mais en claquant la porte avec colère il nous lança un coup d'œil qui était empreint d'une haine profonde.

Nous croyions être débarrassés de ce maroufle quand, un quart d'heure après, il revint en compagnie d'un officier de son régiment qui parlait notre langue.

Ce dernier nous intima, aussitôt arrivé, l'ordre formel d'avoir à fournir à son sous-officier l'objet de sa demande, autrement il nous arriverait malheur.

Il n'y avait pas à tergiverser, et nous dûmes faire ce qui dépendait de nous pour exécuter ce qu'il commandait.

Ce ne fut qu'avec bien de la peine que l'on parvint à satisfaire cette brute qui avait quitté la mairie le visage tout rayonnant de joie. On avait lu sur cette physionomie lâche et rampante un bonheur qui ne se dit point.

Était-ce la joie de nous avoir fait sentir notre nullité?

Était-ce le bonheur de nous avoir montré que nous étions les valets de la Prusse?

C'est ce que je ne cherche point à savoir.

Dans tous les cas, si tel avait été son dessein, il avait parfaitement réussi.

A quatre heures, le même officier que celui de la veille, passait la revue d'habillement, et nous fûmes à même d'admirer encore une fois la douceur de cet homme, quelques-uns de ses dragons furent le but de son irritation effrénée.

Un entre autres souffrit affreusement de son irascibilité.

Après lui avoir allongé de furieux coups de poing sur le visage, il prit son casque d'une main et à plusieurs reprises le lui enfonça d'une telle force sur la nuque que le menton touchait à l'esto-

mac; de l'autre main il le bouscula avec son sabre dont il lui labourait les jambes; comme dernière insulte, il lui cracha au visage.

Et cet être sans énergie n'osait se révolter contre une pareille barbarie.

Il nous fut facile, après cette scène inique, de nous rendre compte de la méchanceté de ces hommes qui, semblables aux enfants incorrigibles, sont féroces dès qu'ils ne sont plus sous la surveillance du maître.

A six heures, la musique du 22^e de ligne se faisait entendre de nouveau en face de l'hôtel de la Renaissance.

Comme la veille, elle eut un nombreux auditoire composé d'Allemands et de Français; comme la veille aussi les officiers se tenaient aux croisées battant la mesure, riant, s'amusant, folâtrant; comme la veille encore la..., j'allais dire son nom, je crois, comme la veille dis-je, la bonne de M. Berthet dansa avec chacun d'eux et elle donnait à son corps un laisser-aller des plus luxurieux.

Comme la veille enfin les curieux assistèrent aux antiques bacchanales vénitiennes: tous les officiers étaient ivres, et leurs visages enflammés par les libations alcooliques les assimilaient à des fous qui riaient sans prétexte.

Quelle joie, quel bonheur pour eux d'être venus piller les richesses de notre pays?

Dans ces moments d'expansion, ils répétaient encore que sous quelques jours ils seraient dans Paris et, le binocle sur l'œil, ils reluqueraient nos Parisiennes.

Doucement, Messieurs, un peu moins d'engouement, s'il vous plaît.

Dans le courant de cette journée quatre Prussiens avaient enfoncé la porte d'un nommé Dervillé, horloger, rue Saint-Denis, avaient pénétré dans son logement et s'étaient emparés de ce qu'ils avaient pu trouver.

Ils s'en allaient emportant le résultat de leur vol, quand M. Dervillé rentra chez lui.

M. Dervillé est un jeune homme de vingt-huit ans qui peut à peine se trainer tant il est estropié des deux pieds.

A sa vue, les voleurs furent décontenancés, mais ils reprirent aussitôt leur assurance et portèrent la main à leur sabre.

— Gredins! s'écria M. Dervillé, vous vous permettez de me voler, vous!.... partez vite, sinon malheur à vous.

Et il brandissait sa canne.

Aussitôt ils s'en allèrent, laissant tomber deux montres qu'ils avaient dans les mains.

Ceux-là aussi n'étaient pas assez nombreux pour se mesurer avec un Français infirme.

Ils firent bien de disparaître, car malgré sa caducité, M. Dervillé aurait fait tous ses efforts pour leur faire rendre gorge.

Comme les jours précédents, on entendit toute la nuit le cliquetis des sabres et les hurlements des ivrognes, et personne ne songea à dormir.

Du reste, l'un pensait à sa famille et l'autre pleurait sur les désastres de son pays.

CHAPITRE V

Départ des Prussiens. — Comment ils se sont comportés dans les maisons. — Ignoble conduite d'un Français. — Capture de voleurs.

Le 17 septembre, à cinq heures du matin, les tambours battaient, les clairons sonnaient.

Au premier coup de baguette tous les habitants furent debout.

Les cœurs palpitérent d'émotion quand on vit les Allemands se diriger avec précipitation vers la route de Melun, et on les suivit de loin en loin dans l'espoir d'apprendre quelque chose d'heureux.

Le canon français tonnait-il, et nos soldats venaient-ils déjà nous délivrer ?

Telles étaient les pensées qui agitaient les esprits.

Mais malheureusement, une fois arrivé sur la place d'Armes, on éprouvait une nouvelle et cruelle déception.

A voir l'ordre avec lequel les Prussiens se massaient sur cette place, on ne sentait nullement la poudre des batailles ; sur la figure de tous régnait une parfaite quiétude.

Seuls, les nombreux ivrognes encore sous l'influence d'une nuit de débauche, se faisaient remarquer par leurs yeux hagards et stupides, et parce qu'ils s'étaient ainsi abrutis avec des liqueurs volées aux Français, les officiers riaient.

Enfin, à 6 heures, on sortit d'inquiétude.

Les tambours battirent, les fifres jouèrent, la musique décocha ses plus belles mélodies, et le 22^e de ligne quitta Lagny par la rue de Melun. On entendait encore tambours et musique, que les soldats de l'arrière-colonne entonnaient un chœur patriotique pour exciter sans doute la lourde cadence de leur pesante marche.

Lorsque le dernier des casques à pointe eut disparu, toutes les poitrines suffoquées par la colère se dilatèrent.

On se regarda avec effarement, puis encore sous l'impression d'une frayeur contenue, on se dit tout bas que cette milice est peut-être la première et la dernière qui soit venue occuper nos maisons et on sourit à son départ.

On ne pensait déjà plus que les dragons n'avaient point quitté la ville.

Partiraient-ils ?

Et en se souvenant de leur présence au milieu de nous, chacun revint chez soi en se renfermant dans le mutisme le plus absolu.

Durant l'invasion, j'occupai avec ma petite famille un appartement chez M. Jeanselme, banquier, rue Vacheresse, n^o 24.

Sa bonne, Mme veuve Aubert et ses trois enfants, demeurèrent avec nous.

Soit que les Prussiens nous aient vus en trop grand nombre dans cette maison, soit qu'elle leur ait paru trop modeste, nous eûmes le privilège, dans cette bagarre, de n'avoir pas un soldat à héberger, et certes nous nous félicitâmes de leur dédain.

Le 22^e parti, j'allai visiter les maisons de mes voisins et je commençai par celle de M. Chalot, n^o 26.

Cette maison est un ancien pensionnat, par conséquent elle est très-vaste.

M. Chalot avait commis son jardinier à la garde de sa maison ; celui-ci, en acceptant, crut pouvoir tenir tête aux soldats qui lui arriveraient.

Il avait compté sans la méchanceté outrée de l'ennemi, car le 14, les Prussiens se casèrent chez lui par centaines et ne prétendirent point qu'un Français habitât avec eux.

Le jardinier voulut résister ; mais les hommes du Nord ne comprennent point la résistance ; se ruèrent sur lui, l'assommèrent de coups et le jetèrent à la porte comme un objet inutile, ce ne fut pour eux qu'une bagatelle.

Et le malheureux, meurtri, contusionné, avait dû attendre leur départ pour rentrer à domicile.

Il était là, pleurant, écumant de rage, quand j'arrivai.

Mais quel taudion ! Quel chenil infect !

Le jardin se trouvait dans un désordre pitoyable.

Çà et là on écrasait les immondices des soldats du 22^e de ligne.

La basse-cour était entièrement saccagée.

Des poulets, des lapins et des pigeons, il ne restait plus que les intestins en putréfaction.

Quant aux appartements, ils étaient affreux à voir, du reste une puante odeur s'en exhalait.

Les fauteuils, les canapés étaient surchargés de vin ou de graisse.

Les tables, couvertes de leurs restes, étaient dégoûtantes.

Quantité de bouteilles contenaient encore du vin, et on ne pouvait faire un pas sans mettre le pied sur de la viande ou des morceaux de pain, restes de leurs festins.

Les matelas étendus sur le plancher pêle-mêle avec des draps, des couvertures, des édredons, étaient également maculés de larges plaques de vin et de graisse.

Les armoires, les commodes avaient été forcées, le linge tiré au milieu des chambres se trouvait dans un état révoltant de malpropreté.

Des soupières, converties en vases de nuit, étaient pleines d'urine.

Et ce tableau faisait redire aux visiteurs toutes sortes d'imprécations contre Guillaume et Bismark, son digne émule, seuls auteurs de ce que l'on voyait.

Sorti de la maison de M. Chalot, je me rendis chez Mme Loquin, au n° 21.

Là même spectacle.

Les chambres étaient dans un désordre absolu.

Le vin, répandu sur les parquets, formait une rivière.

Les objets de literie, les canapés et fauteuils étaient noirs de boue.

Des trous avaient été fabriqués dans le jardin, ils y avaient allumé du feu qui fumait encore.

Une tête de bœuf à moitié cuite gisait sur le gazon.

Des entrailles de poulet et de lapin putréfiées couvraient les sentiers.

Des bouteilles brisées ou entières étaient partout; partout on voyait leurs immondices qu'ils avaient déposées jusque dans les appartements.

Et malgré la présence des gardiens de cette maison, ils avaient bu ou emporté le vin enfermé dans la cave.

Ils avaient mieux fait que chez eux.

Au n° 19, chez M. Chartier, c'était plus repoussant.

Des portes étaient brisées.

Des malles renfermant des objets de toutes sortes étaient enfoncées, presque mises en pièces.

Robes, linge, couteaux, vaisselles baignaient dans une mare de café et de vin.

Sur une table se trouvaient des restes de café, riz, viande et vins.

Dans toutes les chambres on marchait sur les débris d'assiettes et de bouteilles.

Partout il y avait des ordures immondes.

Le n° 17 est une maison parfaitement aérée, bien située, ayant appartenu à M. Fleury-Lecourt, qui y fonda une institution transmise par lui à ses enfants.

Cet établissement fut pendant trois jours le repaire des Allemands.

Pendant trois jours ils y firent de la musique. Pendant trois jours, ils y festoyèrent, ils s'y enivrèrent.

Quand j'y entrai, la cour d'entrée était une écurie, les salles ressemblaient à un bouge infect.

On ne pouvait voir toutes ces choses de sang-froid, et chacun en se retirant adressait au ciel les prières les plus ardentes pour qu'une semblable canaille ne revint jamais, tous leurs actes effrayaient notre imagination.

Quand je quittai la maison Fleury, il était neuf heures.

A ce moment-là les dragons se réunissaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Après avoir consulté leur carte, les officiers donnèrent le signal du départ et la colonne prit la route qu'avait suivie l'infanterie.

Quelle joie pour nous, les pirates du Nord abandonnaient notre ville!

S'ils pouvaient ne plus revenir!

Au fur et à mesure qu'ils défilaient, les hommes, les femmes, les enfants débouchaient par toutes les rues, les regardaient partir avec bonheur, et dès que le dernier des cavaliers avait dépassé un groupe, on s'écriait avec un soupir de soulagement :

— Enfin! ils s'en vont!

Puis on se considérait avec ébahissement, on se comptait, on se donnait la main, les enfants sautillaient d'allégresse, tout le monde avait l'air de sortir d'outre-tombe.

Ensuite on se dirigeait vers la place de la Fontaine, les hommes entraient chez les marchands de vin pour trinquer au départ des Allemands, et tout en vidant le verre d'amitié ils se racontaient les ignominies dont ils avaient été les témoins.

— Ils m'ont labouré l'échine à coups de plat de sabre, disait l'un.

— Ils m'ont mis le pistolet sur la gorge pour avoir du chnaps, disait l'autre.

— Ils m'ont volé le morceau de pain que je réservais pour mes enfants, répétait celui-là.

Et tous juraient haine éternelle à la nation prussienne!

Quand ils quittèrent les cafés, leurs yeux tombèrent sur la proclamation de von Tumbling, affichée contre la maison Fauvel.

Cette vue suffit pour porter les cerveaux au paroxysme de la colère.

Ils la frappèrent du poing en criant :

— Tiens, Prussien, puissent tes épaules ressentir les coups que reçoit ton nom !

Ensuite ils l'arrosèrent de crachats, la couvrirent de boue, puis ils la lacérèrent avec les ongles jusqu'à ce qu'on ne vit plus de trace.

Les autres placards du Prussien furent après traités de la même façon.

Et toute la matinée on noça en signe de réjouissance. On se flattait encore de ne voir les Allemands qu'au moment où ils seraient pourchassés par nos chassepots.

Était-on fou de s'illusionner de la sorte ?

On aurait dû au moins se rappeler que Lagny est traversée par la grande route d'Allemagne, qui donne elle-même sur d'autres voies de communication allant à Paris.

On savait pertinemment que l'Allemagne s'était levée comme un seul homme contre nous, il n'était donc pas possible que les 15,000 soldats que nous avions vus seraient les seuls qui se montreraient à nous ; il fallait s'attendre à en voir d'autres peut-être plus féroces encore.

Mais à ce moment on ne pensait qu'au bonheur de pouvoir respirer librement.

On était chez soi.

J'étais comme tout le monde, je n'avais rien à faire.

A une heure de l'après-dîner, j'allais pour visiter quelques maisons qui avaient servi de casernes à nos ennemis, quand je fis la rencontre d'un clerc que M. Blanchet, huissier, rue Vachèresse, avait laissé chez lui pour le temps que pourrait durer son absence.

Cet homme que personne ne connaissait et dont le passé est déplorable, s'était sagement occupé des intérêts de la ville avant que les Prussiens fussent arrivés, rendons-lui cette justice ; mais par la suite, ses manières d'agir ont démontré l'homme pervers et méprisable dont il faut se méfier.

Qu'il suffise de savoir que cet individu fut un être vil et lâche.

Dès le 10 septembre, il avait été d'une assiduité exemplaire aux bureaux de la mairie, faisant tous ses efforts pour parer aux besoins de la ville ; puis, tout-à-coup, il cessa de donner la main à l'œuvre

bienfaitrice que nous nous étions assumée, celle de subvenir aux misères qui nous menaçaient.

Cette lâche conduite me fut expliquée par les conversations que plusieurs fois j'avais eu avec cet homme au cœur dépravé.

Je me rappelai en effet, qu'il m'avait dit ne s'occuper à la mairie que dans le but d'avoir à loger un ou plusieurs officiers, afin que la présence de ceux-ci pût le protéger.

Et il sut mettre son projet à exécution.

Les troupes allemandes n'ayant pas été logées par la municipalité, il s'était empressé de courir au devant de leurs bataillons et offrit l'hospitalité à deux officiers qu'il emmena chez M. Blanchet.

Et pour faire disparaître sa perversité, sa femme eut l'audace de se plaindre, de gémir de la présence des Prussiens, surtout de l'embarras que leur avaient causé ceux qu'ils avaient fêtés.

Elle était vraiment hardie, cette femme, il n'aurait point fallu qu'on la vit leur donner la main, il n'aurait pas fallu qu'on l'entendit leur souhaiter bonne chance.

Et voilà des gens qui se sont dits Français !

Les écraser de mépris n'est certainement pas une punition.

Ils méritent mieux.

Rapportons de suite les hauts faits de cet être exceptionnel afin que l'on soit complètement édifié sur son compte.

Non content d'avoir cajolé, choyé les ennemis de son pays, les assassins de ses frères, en habile pourvoyeur, il mit toute son intelligence à leur procurer le bien-être.

Pour y arriver il commit toutes bassesses.

Une fois au mieux avec les Prussiens, ceux-ci le regardèrent et le traitèrent comme leur sauveur.

Se prévalant de cette honteuse considération, il fut hautain, insolent, montra une arrogance inouïe à l'égard des Lagnais.

Il se fit escroc.

Il vola.

Il pillait.

Et il marcha tête haute.

Il se payait la chasse en compagnie de ses chers hôtes, il monta leurs chevaux.

Il donna des repas qui furent arrosés par le vin de ses voisins.

Monsieur donna des soirées et pour égayer la charmante société Madame chanta, dansa le cancan.

Afin de s'attirer les bénédictions de beaucoup de gens de la campagne, il prit leurs bestiaux sous sa sauvegarde, se faisant fort de les leur rendre quoi qu'il arrivât, mais c'était pour en retirer un bénéfice clair et net qu'il refusa aux ayants droit.

Enfin il en fit tant et tant, que ses généreux amis se virent dans la nécessité de le mettre sous les verrous.

Dès qu'il fut entre les mains de l'autorité française, la justice étudia ses faits dont elle n'eut point de preuve et il fut rendu à la liberté.

Tel est le Français qui servit d'espion à l'ennemi tout le temps de l'invasion; tel est l'homme dont chaque jour nous eûmes à combattre les monstreuses pensées.

Qu'on l'apprécie à sa juste valeur.

Qu'on le juge.

Donc je me trouvai avec cet homme dont le nom doit rester inconnu en raison du respect que nous nous devons à nous-mêmes; cependant afin de le reconnaître dans le courant de ce récit, je le désignerai sous la majuscule traditionnelle X.

Chemin faisant nous devisions sur notre malheureux sort, et il avait l'astuce de geindre à hauts cris :

— Mon cher Legris, me répétait-il, nous sommes f..., il n'y a rien à faire avec ces Prussiens.

Arrivés sur la place de la Fontaine, nous nous croisâmes avec M. Decœur aîné, dont le visage portait l'empreinte d'une vive affliction.

Après quelques banalités échangées de part et d'autre, X. lui dit :

— M. Decœur, je suis furieux.

— Pourquoi cela.

— Comment! il n'y a presque plus personne ici, et nous qui avons eu le courage de rester à Lagny, nous supportons seuls le poids de l'invasion! non, cela ne doit point durer plus longtemps. Quant à moi, je vous certifie une chose, c'est que s'il nous arrive encore des Prussiens, je me mets à leur tête, je leur montre les maisons inhabitées et je leur dis catégoriquement : enfoncez-la, puis logez-vous.

Un langage aussi hardi et aussi méchant surprit M. Decœur à un tel point qu'il resta quelques secondes avant de répondre; enfin après avoir toisé de la tête aux pieds celui qui se permettait pareil discours, il répartit :

— C'est vous, Monsieur, qui parlez ainsi; mais c'est odieux ce que vous dites!

Comprenant qu'il avait fait fausse route, le roué devint aussi rampant qu'il avait été astucieux, ses paroles furent mielleuses, et il chercha à insinuer qu'il était injuste que les présents souffrissent de la fuite des absents, et il finit par ces mots :

— N'êtes-vous pas de mon avis?

Mais M. Decœur, toujours interdit et les traits contractés de fureur, lui répondit :

— Je suis confondu, Monsieur, que semblable idée ait surgi dans votre cerveau, et il est pitoyable d'entendre un Français causer de la sorte.

Ensuite l'enveloppant d'un regard de dédain, M. Decœur se dirigea vers la mairie, et ce vil serpent le suivit causant, gesticulant, essayant de justifier ses indignes exclamations.

M. Decœur ne répondit à aucune de ses paroles, et je lus dans ses yeux un profond mépris pour ce misérable.

Ce n'était malheureusement que les débuts de ce lâche.

Nous aurons souvent occasion de nous entretenir de lui; ses faits et ses actes seront le témoignage palpable de ses turpitudes.

Aussi bien que M. Decœur, je le détestai de toute mon âme, sa compagnie me fut un fardeau, et je le quittai brusquement pour faire mon exploration.

La première maison qui me frappa fut celle de M. Parnet, tailleur d'habits, rue du Chemin de Fer.

Aucune marchandise n'avait été laissée dans ce magasin, mais les soldats, dans leur amour de destruction, avaient brisé comptoirs et casiers pour en faire du feu.

La viande, le pain, la faïence étaient en mélange avec la paille pourrie qui couvrait le plancher.

A partir de cette maison, on ne voyait que portes forcées ou fracassées, partout des carreaux cassés, à droite et à gauche on apercevait à travers les glaces des tables non desservies, dégoûtantes de saleté et de la paille en fumier dans presque tous les appartements.

On était arrêté malgré soi devant le magasin de M. Lecomte, revendeur; la vue du pillage était comme un aimant qui attirait tous les passants.

Rien de plus triste, rien de plus affligeant.

Toutes les marchandises, robes, jupons, bas, souliers, bottes, etc., avaient été entassées les